



**Évolution des modes de soutien financier du gouvernement québécois
à l'égard de l'action communautaire, 2001-2002 à 2021-2022**

**Document préparé par Céline Métivier avec le soutien de Karine Leleu
et la contribution de membres du
Réseau québécois de l'action communautaire autonome**

Décembre 2023

Ce document se veut un outil de travail pour les membres du RQ-ACA. Ceux-ci sont invités à transmettre toute information susceptible de raffiner cette analyse en communiquant avec Céline Métivier à recherche@rq-aca.org.

Pour joindre le Réseau québécois de l'action communautaire autonome :

469, rue Jean-Talon Ouest, bureau 103, Montréal (Québec) H3N 1R4
514-845-6386 1-888-433-4935
info@rq-aca.org
www.rq-aca.org
www.facebook.com/rqaca

*Secrétariat à l'action
communautaire
autonome
et aux initiatives
sociales*

Québec 

Le Réseau québécois de l'action communautaire autonome reçoit son soutien financier à la mission globale du Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales.

TABLE DES MATIÈRES

Faits saillants	5
Contexte et méthodologie	6
Source et limites des données	6
Absence de données spécifiques à l'action communautaire autonome	6
1. Évolution globale du soutien financier gouvernemental	7
1.1 Les modes de soutien financier	7
1.2 Le soutien à la mission globale, par ministère	10
2. Évolution du financement par ministère	13
2.1 Ministère de la Culture, des Communications	14
2.2 Ministère de la Culture et des Communications (Conseil des arts et des lettres du Québec)	17
2.3 Ministère de la Famille	20
2.4 Ministère de la Justice	23
2.5 Ministère de la Justice (Office de la protection du consommateur)	26
2.6 Ministère de la Santé et des Services sociaux	29
2.7 Ministère de la Santé et des Services sociaux (Secrétariat aux aînés)	32
2.8 Ministère de la Santé et des Services sociaux (Office des personnes handicapées du Québec)	35
2.9 Ministère de la Sécurité publique	38
2.10 Ministère l'Économie et de l'Innovation (Développement économique)	41
2.11 Ministère l'Économie et de l'Innovation (Innovation)	44
2.12 Ministère de l'Éducation (Éducation)	47
2.13 Ministère de l'Éducation (Loisir et sport)	50
2.14 Ministère de l'Éducation (Secrétariat à la condition féminine)	53
2.15 Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	56
2.16 Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration	59
2.17 Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (Régions)	62
2.18 Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (Secrétariat à la région métropolitaine)	65
2.19 Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (Société d'habitation du Québec)	68
2.20 Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (Faune)	71
2.21 Ministère des Relations internationales et de la Francophonie	74

2.22 Ministère des Transports (Société de l'assurance automobile du Québec)	77
2.23 Ministère du Conseil exécutif (Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise)	80
2.24 Ministère du Conseil exécutif (Secrétariat à la jeunesse)	82
2.25 Ministère du Conseil exécutif (Secrétariat aux affaires autochtones)	85
2.26 Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Action communautaire)	88
2.27 Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Emploi)	91
2.28 Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Solidarité sociale)	94
2.29 Secrétariat du Conseil du trésor	96

Faits saillants

- ⇒ Près du tiers des ministères et organismes gouvernementaux (9 sur 28) n'offrent **aucun programme de financement à la mission** et concentrent leur soutien aux ententes de service et/ou aux projets : ministère de la Justice, Office de la protection du consommateur, Office des personnes handicapées du Québec, Secrétariat aux aînés, ministère de la Sécurité publique, Secrétariat à la condition féminine, Secrétariat à la région métropolitaine, Société de l'assurance automobile du Québec, Secrétariat à la jeunesse.
- ⇒ Une très grande proportion du soutien à la mission (97 % du financement, 97 % des organismes) est **concentrée dans seulement cinq ministères** : Santé et Services sociaux; Travail, Emploi et Solidarité sociale; Famille; Culture et Communications; Éducation (qui comprend Loisir et sport).
- ⇒ Malgré l'augmentation du soutien à la mission dans quelques ministères, particulièrement au ministère des Relations internationales et de la Francophonie et au volet action communautaire du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, la proportion générale du financement gouvernemental québécois attribuée **à la mission globale** en 2021-2022 (54,1 %) demeure aussi peu élevée qu'il y a 20 ans lors de l'adoption de la Politique en action communautaire en 2001.
- ⇒ Le pourcentage du financement gouvernemental consacré aux **projets ponctuels**, généralement en dessous de 10%, est passé à 15% pour la première fois en 2021-2022. On peut l'attribuer à une croissance importante du volet « projet » dans quelques ministères, en particulier au ministère de la Santé et des Services sociaux, au ministère de l'Éducation (Loisir et sport) et au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (volet Emploi).
- ⇒ Le financement global accordé par **ententes de service** continue sa progression en chiffres absolus, mais sa proportion par rapport aux autres modes de financement est en constante diminution depuis quelques années pour atteindre moins de 31 %.
- ⇒ Seuls trois ministères ont accordé du soutien pour des projets d'**immobilisations** (Culture et Communications, Affaires municipales et Habitation et Secrétariat aux affaires autochtones), ce qui ne représente que 0,4 % de l'ensemble du financement gouvernemental.
- ⇒ L'ajout de soutien financier COVID en mission, ententes de service et projets dans quelques ministères contribue à moduler quelque peu la proportion attribuée à chacun de ces modes de financement dans les deux dernières années.
- ⇒ Trois ministères n'offrent **aucun soutien financier** aux organismes communautaires : ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation; ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, ministère du Tourisme.

Contexte et méthodologie

En 2005, le conseil d'administration du Comité aviseur de l'action communautaire autonome, devenu en 2007 le Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA)¹, émettait le souhait de mieux documenter la proportion accordée à chacun des modes de soutien financier dans l'ensemble du financement gouvernemental québécois. C'est ainsi que, depuis ce temps, grâce aux données fournies par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS), le RQ-ACA produit annuellement un portrait de l'évolution des différents modes de soutien financier (mission globale, ententes de service, projets ponctuels, immobilisations).

Source et limites des données

Cette analyse a été effectuée grâce aux données publiées annuellement par le SACAIS dans un document intitulé *Soutien financier gouvernemental en action communautaire. État de situation*². Ces données sont fournies par les ministères et organismes gouvernementaux québécois et, par conséquent, ne comprennent pas tout financement accordé par d'autres paliers gouvernementaux (ex. : fédéral, municipal) ou même par des instances régionales (ex. : CISSS et CIUSSS) ou d'autres bailleurs de fonds (ex. : fondations).

Nous avons procédé à un réajustement de ces données en fonction de notre avis visant à exclure les sommes accordées à des organismes que nous ne considérons pas comme étant communautaires (conseils régionaux de l'environnement, organismes de bassin, comités ZIP)³.

Absence de données spécifiques à l'action communautaire autonome

Les données fournies par le SACAIS ne font pas de distinction entre l'action communautaire autonome (ACA) et l'action communautaire au sens large. Par conséquent, notre analyse ne permet pas de tracer un portrait précis du soutien financier spécifiquement accordé aux organismes d'action communautaire autonome. La Politique gouvernementale spécifie toutefois que le « soutien financier à l'action communautaire en appui à la mission globale repose sur la reconnaissance des pratiques propres à l'action communautaire autonome⁴ ». Il serait donc acceptable d'en déduire que l'ensemble du financement à la mission est destiné aux organismes d'ACA. Nous émettons tout de même quelques réserves : 1) avec l'application de la Politique, certains organismes non ACA mais déjà financés à la mission, ont pu bénéficier du maintien des acquis inscrit dans la Politique; 2) ce mode de soutien financier a aussi été rendu accessible « aux organismes communautaires dont l'action ne s'inscrit pas en complémentarité directe à l'offre de services publics⁵ ». Dans ces deux cas, nous ne connaissons pas le nombre d'organismes concernés.

¹ Le 2 octobre 2007, le Comité aviseur de l'action communautaire autonome changeait officiellement de nom pour devenir le Réseau québécois de l'action communautaire autonome.

² Pour la suite du texte, nous utiliserons le diminutif *État de situation*. Ce document, ainsi que tous les autres documents gouvernementaux mentionnés dans notre texte sont disponibles sur le site du SACAIS à <http://www.mess.gouv.qc.ca/sacais/action-communautaire>.

³ Voir l'Avis 2007 du RQ-ACA sur l'*État de situation de l'intervention gouvernementale en matière d'action communautaire* à https://rq-aca.org/2007/04/24/avis-concernant-letat-de-situation-de-lintervention-gouvernementale-en-matiere-daction-communautaire-autonome-edition-2005-2006/avis_etat_situation2005-06/

⁴ Gouvernement du Québec. *Politique gouvernementale. L'action communautaire : une contribution essentielle à l'exercice de la citoyenneté et au développement social du Québec*. Québec : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, septembre 2001, p. 27.

⁵ Gouvernement du Québec. *Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire*, août 2004, p. 16.

1. Évolution globale du soutien financier gouvernemental

1.1 Les modes de soutien financier

Le tableau 1.1 et le graphique 1.1 présentent l'évolution des modes de soutien financier de façon globale, c'est-à-dire pour tous les programmes destinés à l'action communautaire, à partir des données colligées dans l'*État de situation*. L'ajout, dans les deux dernières années, d'un financement COVID-19 pour quelques organismes, a contribué à moduler la proportion accordée à chacun des modes de financement.

Mission globale

Depuis le sommet de 63 % en 2006-2007, la proportion du soutien financier a diminué de façon importante pour descendre à 52 % en 2020-2021, le seuil le plus bas depuis l'adoption de la Politique en action communautaire en 2001. C'est un constat douloureux pour l'ensemble du mouvement de l'action communautaire autonome qui avait espoir qu'un des principes importants de la Politique, soit la prépondérance du financement à la mission globale dans l'ensemble du soutien gouvernemental, finisse par atteindre un seuil respectable dans tous les ministères.

Or, près du tiers des ministères et organismes gouvernementaux (9 sur 28) n'offrent aucun soutien à la mission et concentrent le financement aux projets, ententes de service et, dans une moindre mesure, aux immobilisations. En fait, 97 % du soutien à la mission et 97 % des organismes qui reçoivent ce mode de financement (4281 sur 4425) sont concentrés dans un petit groupe de cinq ministères⁶. On est donc loin de l'engagement du gouvernement de « faire en sorte que le dispositif de soutien financier à l'action communautaire autonome soit généralisé dans les ministères et organismes gouvernementaux afin d'appuyer la mission globale des organismes d'action communautaire autonome⁷ ».

Ententes de service

Le financement global accordé par ententes de service continue sa progression en chiffres absolus, mais sa proportion par rapport aux autres modes de financement, après avoir atteint un sommet à près de 38% en 2017-2018, connaît une décroissance constante jusqu'à descendre à 30%, du jamais vu.

Projets ponctuels

La proportion du financement destiné aux projets ponctuels, qui avait tendance à demeurer en bas de 10%, a pris du galon dans les dernières années pour atteindre, en 2021-2022, le seuil jamais inégalé de 15 %. Cette montée est en grande partie attribuable à une hausse de plusieurs millions\$ du financement par projet de la part du MSSS, du ministère de l'Éducation (Loisir et Sport) et du volet Emploi du MTESS. À noter que, depuis 2012-2013, le soutien financier par projet est divisé selon qu'il soit de nature alternative ou complémentaire aux services publics⁸. Par souci de cohérence avec les données des années précédentes, nous n'avons pas tenu compte de cette division.

Immobilisations

Ce mode de financement, qui n'a été pris en compte qu'à partir de 2007-2008, demeure marginal (moins de 1 % du financement total) et ne se retrouve que dans trois ministères⁹.

⁶ Ministère de la Santé et des Services sociaux; ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ministère de la Famille; ministère de la Culture et des Communications; ministère de l'Éducation (y compris Loisir et Sport)

⁷ Gouvernement du Québec. *Politique gouvernementale. L'action communautaire : une contribution essentielle à l'exercice de la citoyenneté et au développement social du Québec*. Québec : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, septembre 2001, p. 27.

⁸ Les définitions de service alternatif et de service complémentaire se trouvent à la page 59 de *Soutien financier gouvernemental en action communautaire. État de situation 2019-2020*.

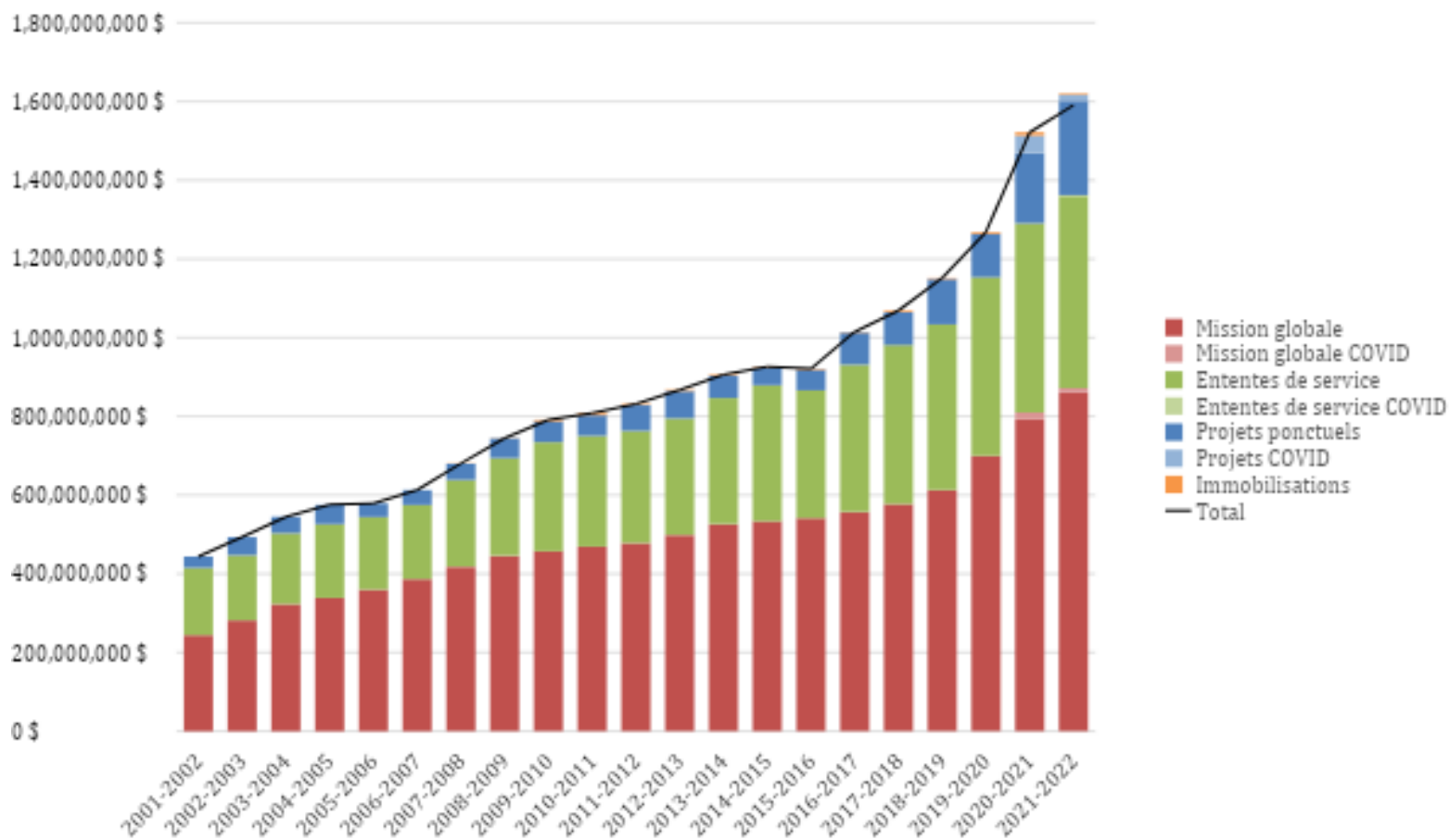
⁹ Ministère de la Culture et des Communications; ministère des Affaires municipales et de l'Habitation; ministère du conseil exécutif (Secrétariat aux affaires autochtones).

Tableau 1.1
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2021-2022
en fonction des corrections proposées par le RQ-ACA

	Mission globale		Mission globale COVID		Ententes de service		Ententes de service COVID		Projets ponctuels*		Projets COVID		Immobilisations		Total
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	\$
2001-2002	244 197 634	55,0			171 300 474	38,6			28 312 405	6,4					443 810 513
2002-2003	281 776 757	57,1			165 559 300	33,6			45 773 098	9,3					493 109 155
2003-2004	323 077 629	59,3			180 175 810	33,1			41 630 315	7,6					544 883 754
2004-2005	338 696 753	58,9			187 460 956	32,6			48 989 388	8,5					575 147 097
2005-2006	359 890 422	62,2			184 332 406	31,8			34 633 281	6,0					578 856 109
2006-2007	386 663 217	63,1			188 352 116	30,7			37 616 424	6,1					612 631 757
2007-2008	418 273 618	61,5			220 217 028	32,4			41 138 040	6,0			1 009 689	0,1	680 638 375
2008-2009	446 191 478	59,9			247 966 019	33,3			50 055 574	6,7			868 201	0,1	745 081 272
2009-2010	457 120 180	57,7			277 276 128	35,0			53 384 419	6,7			3 985 333	0,5	791 766 060
2010-2011	469 056 047	58,0			281 555 479	34,8			52 100 574	6,4			5 309 240	0,7	808 021 340
2011-2012	478 188 199	57,5			284 994 208	34,3			65 081 173	7,8			2 887 182	0,3	831 150 762
2012-2013	498 737 841	57,5			296 311 898	34,2			69 059 919	8,0			3 321 159	0,4	867 430 817
2013-2014	526 541 399	58,1			320 194 081	35,3			55 977 228	6,2			3 108 037	0,3	905 820 745
2014-2015	533 369 790	57,6			345 929 851	37,4			43 631 046	4,7			2 775 610	0,3	925 706 297
2015-2016	541 307 792	58,8			324 761 728	35,3			52 660 058	5,7			2 464 771	0,3	921 194 349
2016-2017	557 341 297	54,9			374 089 858	36,9			81 594 408	8,0			1 683 513	0,2	1 014 709 076
2017-2018	577 581 078	54,0			403 724 574	37,8			83 173 931	7,8			4 178 519	0,4	1 068 658 102
2018-2019	613 696 671	53,3			419 937 779	36,5			115 409 669	10,0			2 605 695	0,2	1 151 649 814
2019-2020	700 538 192	55,2			453 102 744	35,7			110 307 684	8,7			4 538 659	0,4	1 268 487 279
2020-2021	794 947 485	52,2	15 571 143	1,0	480 056 626	31,5			178 594 911	11,7	44 425 338	2,9	8 208 700	0,5	1 521 804 203
2021-2022	860 507 752	54,1	12 139 226	0,8	486 924 780	30,6	2 638 947	0,2	239 780 064	15,1	15 284 058	1,0	3 296 407	0,2	1 590 509 003

Source : SACAIS, *Soutien financier gouvernemental en action communautaire. État de situation* (annuel) et Avis du RQ-ACA sur l'État de situation.

Graphique 1.1
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2021-2022
en fonction des corrections proposées par le RQ-ACA



1.2 Le soutien à la mission globale, par ministère

Le tableau 1.2 donne un aperçu des fluctuations du soutien à la mission dans l'ensemble des ministères et organismes gouvernementaux québécois en 2021-2022 en comparaison de l'année précédente. On peut y observer les éléments suivants :

- Près du tiers des ministères et organismes gouvernementaux qui offrent du financement aux organismes communautaires ne disposent **pas de programme de soutien à la mission globale** (9 sur 28), ce qui, comme nous l'avons mentionné plus haut, contrevient à un des engagements importants du gouvernement inscrits dans la Politique en matière d'action communautaire, soit que ce mode de financement soit généralisé à l'ensemble des ministères et organismes gouvernementaux.
- Parmi les 18 ministères et organismes gouvernementaux qui offrent du soutien financier à la mission, la plupart (12) ont augmenté le budget attribué à ce type de financement par rapport à l'année précédente, mais peu (5) ont augmenté la proportion du financement accordé à la mission des organismes.
- Notons l'absence de trois ministères qui n'offrent aucun soutien financier aux organismes communautaires : ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation; ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles; ministère du Tourisme.

Tableau 1.2
Variation du soutien financier en dollars (\$) et en part (%)¹⁰
par ministères et organismes gouvernementaux entre 2020-2021 et 2021-2022.

Variation...	Total		Mission globale		Mission globale COVID-19		Ententes de service		Ententes de service COVID-19		Projet ponctuel		Projets COVID-19		Projets Immobilisations	
	\$	\$ %	\$ %	\$ %	\$ %	\$ %	\$ %	\$ %	\$ %	\$ %	\$ %	\$ %	\$ %	\$ %	\$ %	
MCC	+ 5 057 452 \$	+ 1 388 445 \$ - 15,4%	+ 2 700 790 \$ + 13,3%								+ 564 874 \$ + 0,7%			+ 405 343 \$ + 1,3%		
MCC-CALQ	=	=														
MF	+ 884 374 \$	- 901 472 \$ - 3,2%				+ 62 697 \$ - 0,1%	+ 2 638 947 \$ + 5,3%	+ 3 580 589 \$ + 7,2%	- 4 496 368 \$ - 9,2%							
MJ	+ 8 432 280 \$	- 5 595 \$ =				+ 9 404 173 \$ + 3,7%		+ 2 432 203 \$ + 4,1%	- 3 398 501 \$ - 7,8%							
MJ-OPC	+ 29 428 \$							+ 29 428 \$ =								
MSSS	+ 83 789 198 \$	+ 50 841 753 \$ - 1,4%				+ 6 108 873 \$ - 0,4%		+ 13 999 848 \$ + 0,3%	+ 12 838 712 \$ + 1,4%							
MSSS-OPHQ	- 30 \$							- 30 \$ =								
MSSS-SA	+ 1 351 496 \$							+ 1 351 496 \$ =								
MSP	+ 2 148 343 \$	=				+ 742 046 \$ - 2,6%		+ 1 731 297 \$ + 3,6%	- 325 000 \$ - 1,0%							
MEI-DE	+ 176 750 \$	+ 176 750 \$ =														
MEI	+ 649 469 \$	+ 764 643 \$ + 11,2%				- 36 000 \$ - 1,4%		- 79 174 \$ - 9,8%								
ME-E	+ 6 705 000 \$	+ 180 000 \$ - 16,0%	+ 6 470 000 \$ + 16,4%					+ 55 000 \$ - 0,4%								
ME-LS	- 20 650 928 \$	+ 5 269 470 \$ + 29,5%	- 11 645 005 \$ - 19,1%			- 405 500 \$ - 0,7%		+ 6 512 486 \$ + 23,7%	- 20 382 379 \$ - 33,4%							
ME-SCF	+ 2 376 879 \$							+ 3 182 943 \$ + 11,9%	- 806 064 \$ - 11,9%							
MELCC-E	- 1 629 922 \$	- 388 885 \$ - 2,7%				- 180 000 \$ - 1,7%		- 1 361 037 \$ + 4,3%								
MIFI	+ 9 152 543 \$	+ 213 416 \$ - 1,1%				+ 3 529 515 \$ - 6,7%		+ 5 409 612 \$ + 7,8%								
MAMH-R	+ 1 390 768 \$							+ 283 854 \$ - 17,8%					+ 1 108 914 \$ + 17,8%			
MAMH-SRM	- 313 396 \$							- 313 396 \$ =								
MAMH-SHQ	+ 1 320 000 \$	+ 1 055 000 \$ - 4,0%						+ 265 000 \$ + 4,0%								
MFFP-F	+ 113 430 \$	+ 36 440 \$ - 8,7%						+ 76 990 \$ + 8,7%								
MRIF	+ 1 318 194 \$	+ 4 219 628 \$ + 51,7%				- 394 000 \$ - 5,8%		+ 1 014 311 \$ + 6,2%	- 3 521 745 \$ - 52,1%							
MT-SAAQ	+ 180 898 \$					+ 180 898 \$ =										
MCE-SRQEA	+ 2 096 299 \$	+ 1 130 018 \$ - 6,4%						+ 966 281 \$ + 6,4%								
MCE-SJ	- 316 740 \$					+ 1 213 260 \$ + 4,9%		- 1 530 000 \$ - 4,9%								
MCE-SAA	- 6 056 000 \$	- 133 215 \$ + 14,3%						+ 768 804 \$ + 30,3%	- 267 039 \$ - 2,1%	- 6 424 550 \$ - 42,5%						
MTESS-AC	+ 961 451 \$	+ 2 205 871 \$ + 3,0%	- 957 702 \$ - 2,3%			- 128 400 \$ - 0,3%		- 168 318 \$ - 0,5%								
MTESS-E	+ 780 051 \$					- 12 849 164 \$ - 5,6%		+ 22 412 094 \$ + 9,3%	- 8 782 878 \$ - 3,7%							
MTESS-SS	- 380 244 \$					- 380 244 \$ =										
+	20	12	5	2	2	7	2	1	1	18	15	1	1	2	2	
-	7	4	9	2	2	7	10			6	5	8	8	1	1	
=	1	2	4				2				4					

Source : SCAIS, Soutien financier gouvernemental en action communautaire. État de situation (annuel) et Avis du RQ-ACA sur l'État de situation.

¹⁰ Les variations présentent l'évolution du montant du soutien financier en dollars (\$) ainsi que l'évolution de la part de chaque mode de soutien par rapport au budget total (%).

Sigles utilisés dans le tableau de variation du soutien financier par ministères et organismes gouvernementaux (1.2)

MCC	Ministère de la Culture et des Communications	MELCC-E	Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (Environnement)
MCC-CALQ	Ministère de la Culture et des Communications (Conseil des arts et des lettres du Québec)	MIFI	Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration
MF	Ministère de la Famille	MAMH-R	Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (Régions)
MJ	Ministère de la Justice	MAMH-SRM	Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (Secrétariat à la région métropolitaine)
MJ-OPC	Ministère de la Justice (Office de la protection du consommateur)	MAMH-SHQ	Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (Société d'habitation du Québec)
MSSS	Ministère de la Santé et des Services sociaux	MFFP-F	Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (Faune)
MSSS-SA	Ministère de la Santé et des Services sociaux (Secrétariat aux aînés)	MRIF	Ministère des Relations internationales et de la Francophonie
MSSS-OPHQ	Ministère de la Santé et des Services sociaux (Office des personnes handicapées du Québec)	MT-SAAQ	Ministère des Transports (Société de l'assurance automobile du Québec)
MSP	Ministère de la Sécurité publique	MCE-SRQEA	Ministère du Conseil exécutif (Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise)
MEI-DE	Ministère de l'Économie et de l'Innovation (Développement économique)	MCE-SJ	Ministère du Conseil exécutif (Secrétariat à la jeunesse)
MEI-I	Ministère de l'Économie et de l'Innovation (Innovation)	MCE-SAA	Ministère du Conseil exécutif (Secrétariat aux affaires autochtones)
ME-E	Ministère de l'Éducation (Éducation)	MTESS-AC	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Action communautaire)
ME-LS	Ministère de l'Éducation (Loisir et sport)	MTESS-E	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Emploi)
ME-SCF	Ministère de l'Éducation (Secrétariat à la condition féminine)	MTESS-SS	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Solidarité sociale)

2. Évolution du financement par ministère

Nous avons vu dans la section précédente l'évolution globale des différents modes de financement. Les constats que nous en avons tirés masquent toutefois de grandes différences d'un ministère à l'autre. Afin de bien comprendre la situation spécifique à chaque ministère, nous avons mesuré l'évolution des trois modes de financement pour chacun des ministères et organismes gouvernementaux identifiés dans l'*État de situation 2021-2022*. Dans les pages suivantes, nous présentons les données par ministère, en tableau et en graphique, accompagnées d'un court commentaire.

Soulignons, par ailleurs, que trois ministères n'offrent **aucun soutien financier aux organismes communautaires** et sont donc complètement absents de l'*État de situation* :

- Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
- Ministère des Ressources naturelles et des Forêts
- Ministère du Tourisme

2.1 Ministère de la Culture et des Communications

Après une baisse importante en 2020-2021, le soutien à la mission globale a connu une certaine remontée en donnée absolue. Si on le jumelle avec la mission globale COVID, le montant a plus que doublé dans la dernière année et la proportion par rapport aux autres modes de financement est demeurée très élevée (plus de 84%). Reste à voir si ce type de financement à la mission, accordée en très grande partie aux 142 médias communautaires, sera reconduit dans l'après COVID.

L'exceptionnelle somme attribuée aux immobilisations en 2010-2011 s'explique par un soutien substantiel accordé à la Radio communautaire francophone de Montréal (CIBL 101,5) pour son aménagement dans une nouvelle bâtisse, le 2-22 dont il est copropriétaire. À partir de 2013-2014, la proportion des immobilisations s'est maintenue à un niveau entre 5 et 8 %, à l'exception de 2018-2019 où un seul organisme a obtenu du financement dans le cadre du programme *Aide aux immobilisations*, comparativement à 12 en 2021-2022.

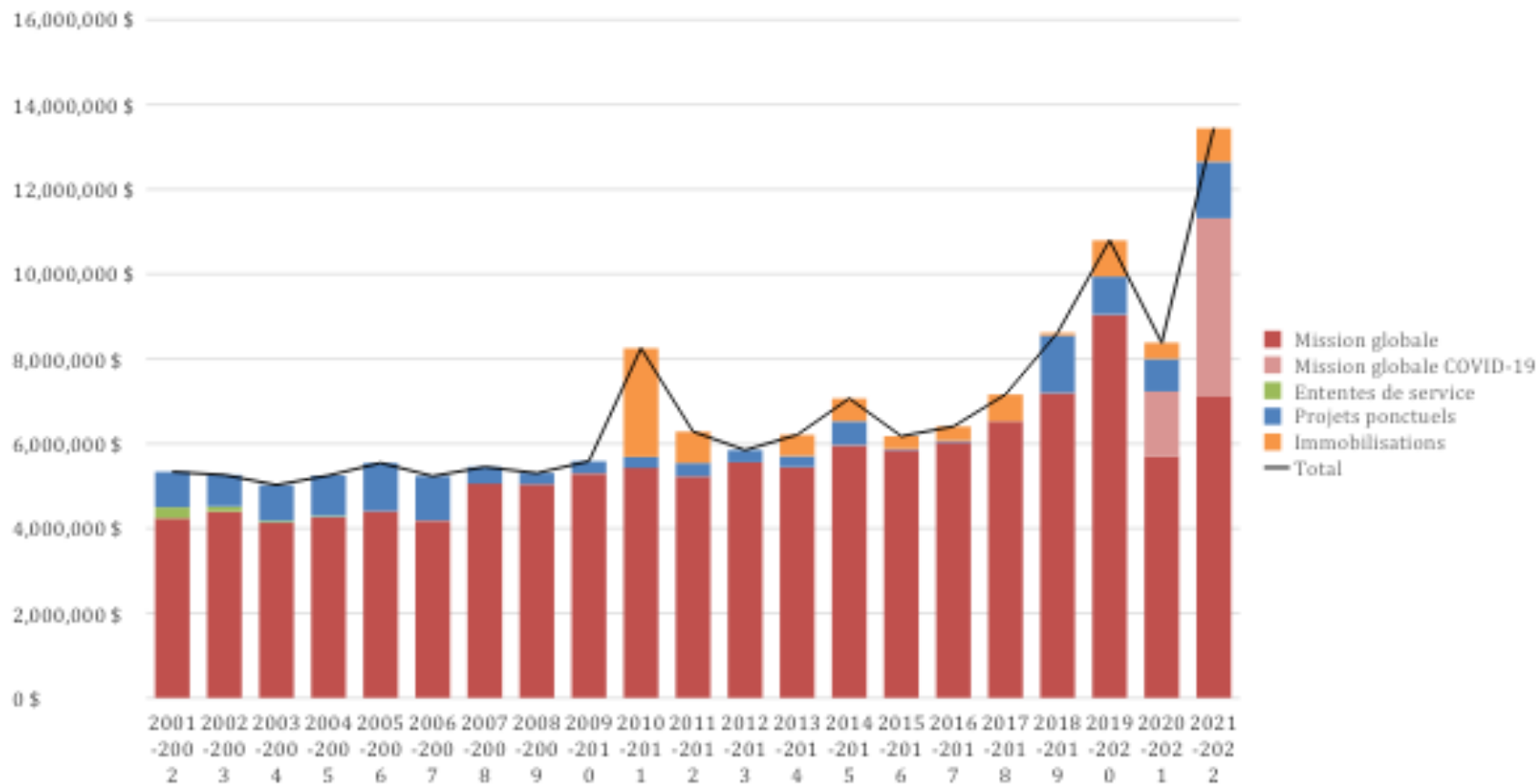
Ministère de la Culture et des Communications			
	Nombre d'organismes en soutien à la mission globale	Moyenne du soutien financier à la mission globale	Médiane du soutien financier à la mission globale
2004-2005	184	23 158 \$	10 000 \$
2005-2006	180	24 493 \$	10 000 \$
2006-2007	171	24 489 \$	10 000 \$
2007-2008	148	34 157 \$	23 659 \$
2008-2009	147	34 305 \$	24 750 \$
2009-2010	158	33 545 \$	24 234 \$
2010-2011	164	33 093 \$	24 102 \$
2011-2012	163	32 080 \$	23 625 \$
2012-2013	162	34 328 \$	23 068 \$
2013-2014	162	33 631 \$	29 684 \$
2014-2015	163	36 612 \$	29 590 \$
2015-2016	163	35 895 \$	29 435 \$
2016-2017	162	37 241 \$	29 263 \$
2017-2018	162	40 322 \$	36 034 \$
2018-2019	159	45 265 \$	35 000 \$
2019-2020	156	57 981 \$	51 368 \$
2020-2021	154	37 095 \$	36 477 \$
2021-2022	152	49 705 \$	48 102 \$

Tableau 2.1
Ministère de la Culture et des Communications
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2021-2022

	Mission globale		Mission globale COVID-19		Ententes de service		Projets ponctuels		Immobilisations		Total
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	\$
2001-2002	4 240 314	79,5			259 960	4,9	835 661	15,7	0	0,0	5 335 935
2002-2003	4 397 407	83,6			122 500	2,3	740 059	14,1	0	0,0	5 259 966
2003-2004	4 129 193	82,2			45 935	0,9	850 010	16,9	0	0,0	5 025 138
2004-2005	4 261 034	81,2			30 620	0,6	957 017	18,2	0	0,0	5 248 671
2005-2006	4 408 794	79,5			0	0,0	1 134 884	20,5	0	0,0	5 543 678
2006-2007	4 187 590	80,0			0	0,0	1 045 450	20,0	0	0,0	5 233 040
2007-2008	5 055 263	92,8			0	0,0	393 525	7,2	0	0,0	5 448 788
2008-2009	5 042 832	95,1			0	0,0	262 085	4,9	0	0,0	5 304 917
2009-2010	5 300 072	94,9			0	0,0	283 938	5,1	0	0,0	5 584 010
2010-2011	5 427 305	65,8			0	0,0	260 500	3,2	2 562 225	31,1	8 250 030
2011-2012	5 229 059	83,2			0	0,0	316 760	5,0	736 760	11,7	6 282 579
2012-2013	5 561 165	95,1			0	0,0	287 000	4,9	0	0,0	5 848 165
2013-2014	5 448 266	87,8			0	0,0	260 784	4,2	498 178	8,0	6 207 228
2014-2015	5 967 764	84,5			0	0,0	562 700	8,0	534 384	7,6	7 064 848
2015-2016	5 850 873	94,7			0	0,0	30 000	0,5	295 478	4,8	6 176 351
2016-2017	6 033 083	94,2			0	0,0	38 000	0,6	334 093	5,2	6 405 176
2017-2018	6 532 163	91,2			0	0,0	0	0,0	627 852	8,8	7 160 015
2018-2019	7 197 164	83,5			0	0,0	1 357 284	15,8	62 100	0,7	8 616 548
2019-2020	9 045 090	83,8			0	0,0	899 060	8,3	850 375	7,9	10 794 525
2020-2021	5 712 696	68,2	1 518 436	18,1	0	0,0	768 952	9,2	380 700	4,5	8 380 784
2021-2022	7 099 141	52,8	4 219 226	31,4	0	0,0	1 333 826	9,9	786 043	5,8	13 438 236

Source : SACAIS, *Soutien financier gouvernemental en action communautaire. État de situation (annuel)*.

Graphique 2.1
Ministère de la Culture et des Communications
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2021-2022



2.2 Ministère de la Culture et des Communications (Conseil des arts et des lettres du Québec)

Ce n'est qu'à partir de 2005-2006 que l'*État de situation* ne prend en considération que les montants accordés à l'action communautaire, d'où l'absence de données pour les années antérieures. La mission globale de cinq organismes communautaires en théâtre et en vidéo est soutenue financièrement par le Conseil des arts et des lettres du Québec, mais sans que soit spécifié s'il s'agit d'un programme en particulier et avec des sommes si peu élevées (et stagnantes) qu'elles ne représentent probablement qu'une infime partie du financement de base de ces organismes. Il est aussi inquiétant de constater que ces organismes reçoivent à peu près la même somme depuis plus de 15 ans, sans que ne soit pris en compte l'augmentation des besoins et sans indexation.

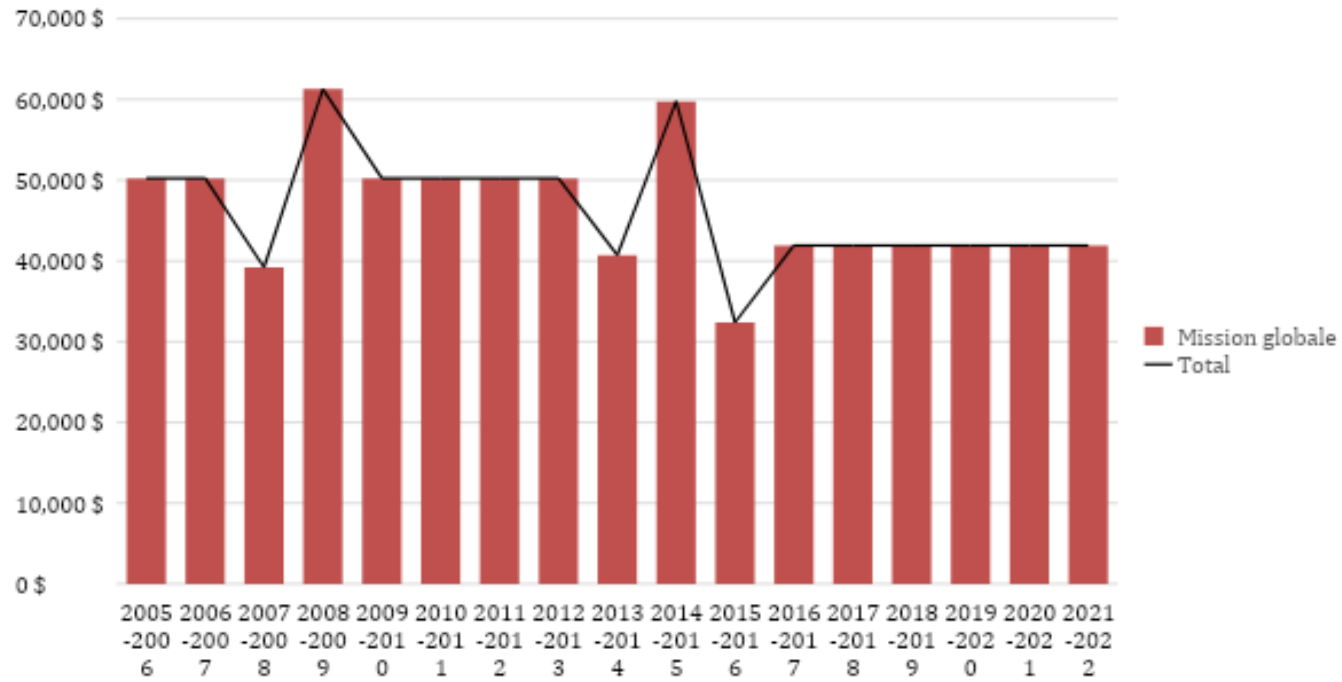
Ministère de la Culture et des Communications (Conseil des arts et des lettres du Québec)			
	Nombre d'organismes en soutien à la mission globale	Moyenne du soutien financier à la mission globale	Médiane du soutien financier à la mission globale
2005-2006	6	8 373 \$	8 309 \$
2006-2007	5	8 373 \$	8 309 \$
2007-2008	6	7 841 \$	8 291 \$
2008-2009	6	10 211 \$	8 309 \$
2009-2010	6	8 373 \$	8 309 \$
2010-2011	6	8 373 \$	8 309 \$
2011-2012	6	8 373 \$	8 309 \$
2012-2013	6	8 373 \$	8 309 \$
2013-2014	5	8 142 \$	8 291 \$
2014-2015	6	9 961 \$	8 291 \$
2015-2016	4	8 096 \$	7 906 \$
2016-2017	5	8 382 \$	8 291 \$
2017-2018	5	8 382 \$	8 291 \$
2018-2019	5	8 382 \$	8 291 \$
2019-2020	5	8 382 \$	8 291 \$
2020-2021	5	8 382 \$	8 291 \$
2021-2022	5	8 382 \$	8 291 \$

Tableau 2.2
Ministère de la Culture et des Communications (Conseil des arts et des lettres du Québec)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2005-2006 à 2021-2022

	Mission globale		Ententes de service		Projets ponctuels		Total
	\$	%	\$	%	\$	%	\$
2005-2006	50 237	100,0	0	0,0	0	0,0	50 237
2006-2007	50 237	100,0	0	0,0	0	0,0	50 237
2007-2008	39 207	100,0	0	0,0	0	0,0	39 207
2008-2009	61 267	100,0	0	0,0	0	0,0	61 267
2009-2010	50 237	100,0	0	0,0	0	0,0	50 237
2010-2011	50 237	100,0	0	0,0	0	0,0	50 237
2011-2012	50 237	100,0	0	0,0	0	0,0	50 237
2012-2013	50 237	100,0	0	0,0	0	0,0	50 237
2013-2014	40 711	100,0	0	0,0	0	0,0	40 711
2014-2015	59 763	100,0	0	0,0	0	0,0	59 763
2015-2016	32 384	100,0	0	0,0	0	0,0	32 384
2016-2017	41 910	100,0	0	0,0	0	0,0	41 910
2017-2018	41 910	100,0	0	0,0	0	0,0	41 910
2018-2019	41 910	100,0	0	0,0	0	0,0	41 910
2019-2020	41 910	100,0	0	0,0	0	0,0	41 910
2020-2021	41 910	100,0	0	0,0	0	0,0	41 910
2021-2022	41 910	100,0	0	0,0	0	0,0	41 910

Source : SACAIS, *Soutien financier gouvernemental en action communautaire. État de situation (annuel).*

Graphique 2.2
Ministère de la Culture et des Communications (Conseil des arts et des lettres du Québec)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2005-2006 à 2021-2022



2.3 Ministère de la Famille

Avant les transferts associés à l'application de la Politique en action communautaire, les organismes communautaires Famille (OCF) étaient pour la plupart rattachés au MSSS. C'est pourquoi le soutien à la mission de ces organismes n'apparaît qu'à partir du début des transferts, soit en 2003-2004. Après plusieurs années de plafonnement à plus ou moins 19 millions\$, le financement accordé à la mission a fait un grand bond dans les dernières années, passant à 38 millions\$ en 2020-2021. Malgré la légère baisse à 37 millions\$ en 2021-2022, la moyenne et la médiane a augmenté puisque le nombre d'organismes financés à la mission est passé de 289 à 280. Cette diminution correspond, grosso modo, au transfert du financement des regroupements dans un volet du programme qui n'apparaît toutefois pas dans l'État de situation.

La hausse du financement par ententes de service à partir de 2011-2012 découle d'une comptabilisation différente de la contribution du ministère aux dépenses des OCF reliées aux haltes-garderies, celle-ci étant dorénavant versée en ententes de service et non plus en soutien à la mission. Cela a eu pour effet d'augmenter la proportion du financement total accordé aux ententes de service à partir de cette date.

Les montants accordés aux projets ponctuels demeurent dans l'ensemble peu élevés, sauf en 2016-2017, année où le ministère a obtenu un transfert d'argent du ministère de l'Éducation dans le cadre de la *Stratégie 0-8 ans*. Quant à l'augmentation du financement total accordé par le ministère de la Famille, dans les deux dernières années (plus de 10 millions\$ par rapport à 2019-2020), elle s'explique en grande partie par l'ajout de sommes en projets et en ententes de service COVID.

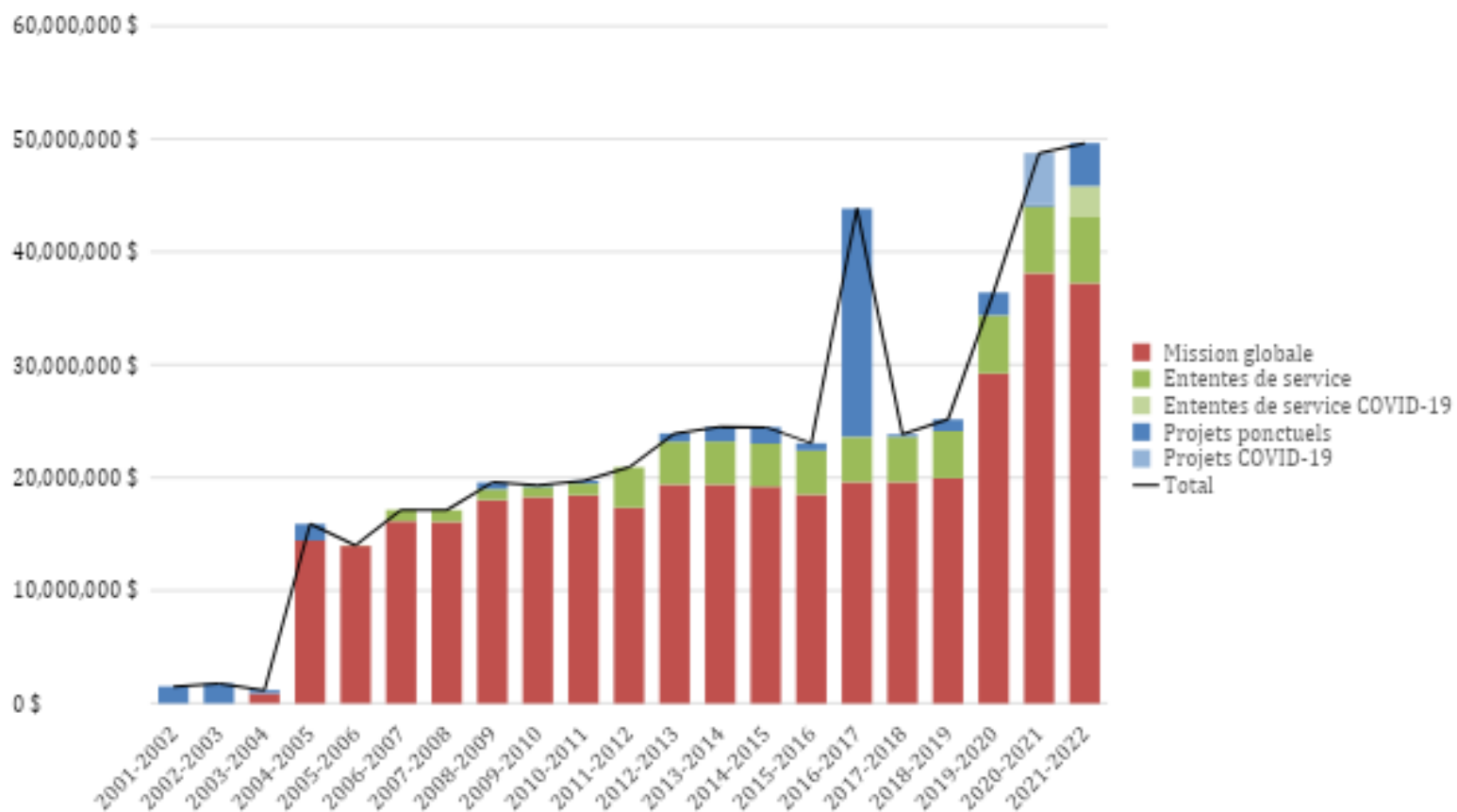
Ministère de la Famille			
	Nombre d'organismes en soutien à la mission globale	Moyenne du soutien financier à la mission globale	Médiane du soutien financier à la mission globale
2004-2005	265	54 410 \$	49 544 \$
2005-2006	272	51 327 \$	46 921 \$
2006-2007	269	59 982 \$	54 867 \$
2007-2008	268	59 996 \$	54 697 \$
2008-2009	267	67 453 \$	60 200 \$
2009-2010	268	68 188 \$	61 010 \$
2010-2011	267	69 091 \$	62 353 \$
2011-2012	283	61 267 \$	54 209 \$
2012-2013	283	68 526 \$	60 014 \$
2013-2014	283	68 526 \$	60 014 \$
2014-2015	280	55 122 \$	49 735 \$
2015-2016	270	68 516 \$	60 014 \$
2016-2017	270	72 617 \$	63 850 \$
2017-2018	270	72 617 \$	63 850 \$
2018-2019	270	73 874 \$	64 956 \$
2019-2020	289	101 161 \$	99 827 \$
2020-2021	289	131 922 \$	130 000 \$
2021-2022	280	132 946 \$	132 229 \$

Tableau 2.3
Ministère de la Famille
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2021-2022

	Mission globale		Ententes de service		Ententes de service COVID-19		Projets ponctuels		Projets COVID-19		Total
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	\$
2001-2002	0	0,0	0	0,0			1 500 000	100,0			1 500 000
2002-2003	0	0,0	0	0,0			1 750 000	100,0			1 750 000
2003-2004	882 000	75,3	0	0,0			290 000	24,7			1 172 000
2004-2005	14 418 551	90,7	0	0,0			1 480 000	9,3			15 898 551
2005-2006	13 961 043	99,8	32 000	0,2			0	0,0			13 993 043
2006-2007	16 135 206	94,1	1 009 000	5,9			0	0,0			17 144 206
2007-2008	16 078 963	93,9	1 037 000	6,1			0	0,0			17 115 963
2008-2009	18 010 043	92,0	970 000	5,0			594 149	3,0			19 574 192
2009-2010	18 274 256	94,5	920 969	4,8			139 078	0,7			19 334 303
2010-2011	18 447 186	93,5	1 020 747	5,2			255 147	1,3			19 723 080
2011-2012	17 338 543	82,9	3 572 478	17,1			0	0,0			20 911 021
2012-2013	19 392 821	81,1	3 801 810	15,9			725 801	3,0			23 920 432
2013-2014	19 392 821	79,2	3 815 751	15,6			1 267 027	5,2			24 475 599
2014-2015	19 200 346	78,5	3 816 913	15,6			1 455 574	5,9			24 472 833
2015-2016	18 499 216	80,3	3 894 433	16,9			650 500	2,8			23 044 149
2016-2017	19 606 697	44,7	3 992 710	9,1			20 241 054	46,2			43 840 461
2017-2018	19 606 697	82,3	4 007 680	16,8			215 975	0,9			23 830 352
2018-2019	19 946 029	79,3	4 171 408	16,6			1 046 544	4,2			25 163 981
2019-2020	29 235 636	80,3	5 147 660	14,1			2 018 218	5,5			36 401 514
2020-2021	38 125 385	78,2	5 909 168	12,1			224 383	0,5	4 496 386	9,2	48 755 323
2021-2022	37 223 913	75,0	5 971 865	12,0	2 638 947	5,3	3 804 972	7,7			49 639 697

Source : SACAIS, *Soutien financier gouvernemental en action communautaire. État de situation (annuel).*

Graphique 2.3
Ministère de la Famille
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2021-2022



2.4 Ministère de la Justice

Le soutien financier total de ce ministère a connu une croissance continue, mais il est presque uniquement consacré aux ententes de service, dont la majorité (36 millions\$) est dédiée aux services d'aide aux victimes d'actes criminels. C'est aussi pour ce même type de service qu'est accordé la majorité du financement par projet (2,6 millions\$), le reste étant imparti à des mesures pour favoriser l'accès à la justice et lutter contre l'homophobie et la transphobie.

Notons qu'en ne soutenant la mission que d'un seul organisme, ce ministère est très loin d'appliquer un des principes fondamentaux de la Politique, soit la prépondérance du financement en appui à la mission globale.

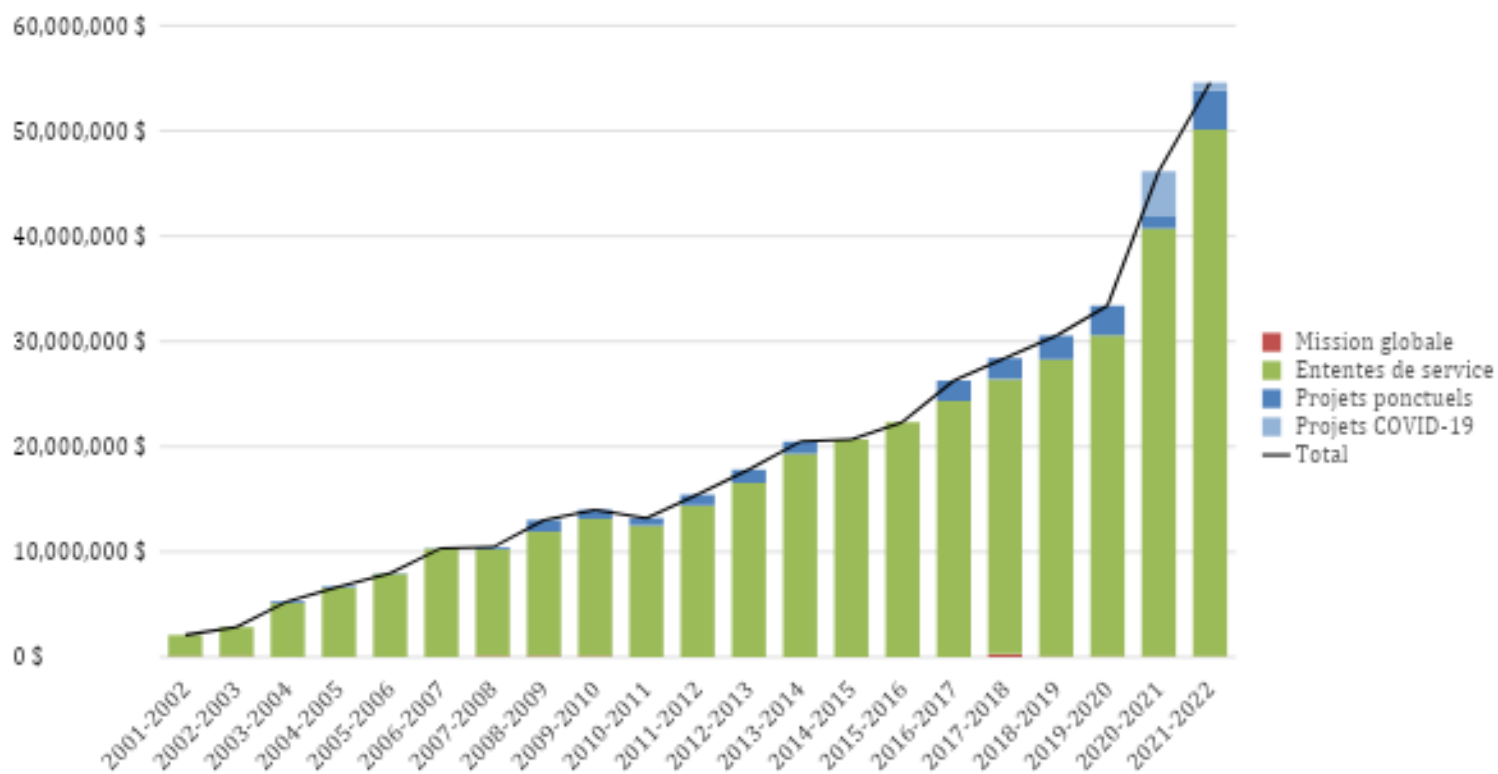
Ministère de la Justice			
	Nombre d'organismes en soutien à la mission globale	Moyenne du soutien financier à la mission globale	Médiane du soutien financier à la mission globale
2004-2005	1	10 100 \$	s/o
2005-2006	1	10 100 \$	s/o
2006-2007	1	10 100 \$	s/o
2007-2008	2	55 050 \$	55 050 \$
2008-2009	2	55 050 \$	55 050 \$
2009-2010	1	100 000 \$	s/o
2010-2011	0	s/o	s/o
2011-2012	0	s/o	s/o
2012-2013	0	s/o	s/o
2013-2014	0	s/o	s/o
2014-2015	0	s/o	s/o
2015-2016	0	s/o	s/o
2016-2017	0	s/o	s/o
2017-2018	1	275 000 \$	275 000 \$
2018-2019	1	78 500 \$	78 500 \$
2019-2020	1	59 126 \$	59 126 \$
2020-2021	1	45 595 \$	45 595 \$
2021-2022	6	6 667 \$	5 000 \$

Tableau 2.4
Ministère de la Justice
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2021-2022

	Mission globale		Ententes de service		Projets ponctuels		Projets COVID-19		Total
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	\$
2001-2002	75 000	3,6	2 019 831	96,4	0	0,0			2 094 831
2002-2003	75 000	2,6	2 781 278	97,4	0	0,0			2 856 278
2003-2004	10 100	0,2	5 116 977	96,3	188 013	3,5			5 315 090
2004-2005	10 100	0,2	6 566 027	97,8	134 232	2,0			6 710 359
2005-2006	10 100	0,1	7 897 283	99,0	66 000	0,8			7 973 383
2006-2007	10 100	0,1	10 301 519	99,4	50 000	0,5			10 361 619
2007-2008	110 100	1,1	10 135 500	97,1	193 017	1,8			10 438 617
2008-2009	110 100	0,8	11 802 429	90,5	1 121 880	8,6			13 034 409
2009-2010	100 100	0,7	13 040 153	93,2	852 294	6,1			13 992 547
2010-2011	0	0,0	12 505 050	94,6	715 587	5,4			13 220 637
2011-2012	0	0,0	14 408 744	93,4	1 023 492	6,6			15 432 236
2012-2013	0	0,0	16 543 091	92,9	1 265 169	7,1			17 808 260
2013-2014	0	0,0	19 329 711	94,4	1 145 707	5,6			20 475 418
2014-2015	0	0,0	20 675 604	100,0	0	0,0			20 675 604
2015-2016	0	0,0	22 338 495	100,0	0	0,0			22 338 495
2016-2017	0	0,0	24 330 320	92,6	1 949 892	7,4			26 280 212
2017-2018	275 000	1,0	26 144 905	92,0	1 991 322	7,0			28 411 227
2018-2019	78 500	0,3	28 203 379	92,3	2 261 942	7,4			30 543 821
2019-2020	59 126	0,2	30 521 229	91,4	2 806 615	8,4			33 386 970
2020-2021	45 595	0,1	40 687 896	88,1	1 264 596	2,7	4 162 395	9,0	46 160 482
2021-2022	40 000	0,1	50 092 069	91,8	3 696 799	6,8	763 894	1,4	54 592 762

Source : SACAIS, *Soutien financier gouvernemental en action communautaire. État de situation (annuel)*.

Graphique 2.4
Ministère de la Justice
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2021-2022



2.5 Ministère de la Justice (Office de la protection du consommateur)

L'Office de la protection du consommateur a inscrit du financement aux organismes communautaires pour la première fois en 2012-2013. Il s'agit d'une somme attribuée dans le cadre du *Programme de soutien financier aux projets d'éducation, d'information et de partenariat*. Ce n'est qu'en 2018-2019 que s'est ajouté le *Programme de soutien aux activités d'éducation financière et de consultation budgétaire* avec une première enveloppe dédiée au soutien à la mission, soit un peu plus de 400 000 \$ répartis entre 35 organismes. Cette enveloppe s'est toutefois transformée en financement par projets en 2019-2021. Par conséquent, en l'absence de programme de soutien à la mission, ce ministère contrevient à l'esprit de la Politique gouvernementale en action communautaire, dont un des principes fondamentaux est d'assurer la prépondérance du financement en appui à la mission globale.

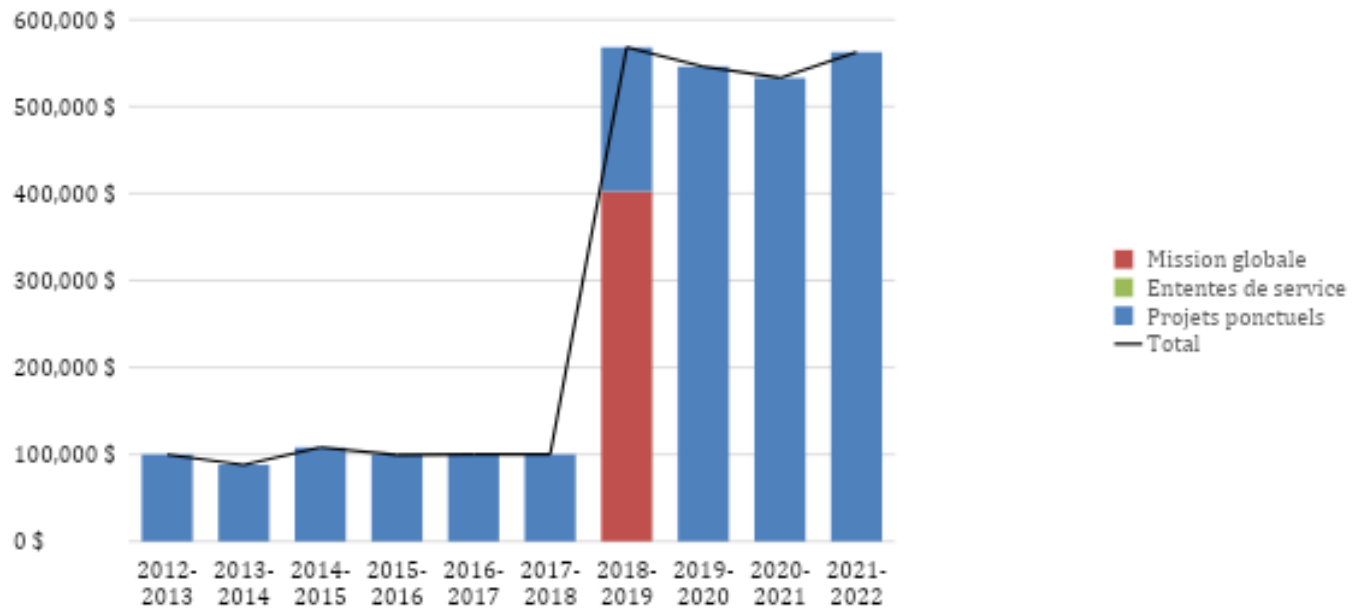
Ministère de la Justice (Office de protection du consommateur)			
	Nombre d'organismes en soutien à la mission globale	Moyenne du soutien financier à la mission globale	Médiane du soutien financier à la mission globale
2012-2013	0	0 \$	s/o
2013-2014	0	0 \$	s/o
2014-2015	0	0 \$	s/o
2015-2016	0	0 \$	s/o
2016-2017	0	0 \$	s/o
2017-2018	0	0 \$	s/o
2018-2019	35	11 500 \$	11 500 \$
2019-2020	0	0 \$	s/o
2020-2021	0	0 \$	s/o
2021-2022	0	0 \$	s/o

Tableau 2.5
Ministère de la Justice (Office de la protection du consommateur)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2012-2003 à 2021-2022

	Mission globale		Ententes de service		Projets ponctuels		Total
	\$	%	\$	%	\$	%	\$
2012-2013	0	0,0	0	0,0	100 000	100	100 000
2013-2014	0	0,0	0	0,0	88 146	100	88 146
2014-2015	0	0,0	0	0,0	108 035	100	108 035
2015-2016	0	0,0	0	0,0	99 404	100	99 404
2016-2017	0	0,0	0	0,0	100 000	100	100 000
2017-2018	0	0,0	0	0,0	100 120	100	100 120
2018-2019	402 500	70,8	0	0,0	165 748	29	568 248
2019-2020	0	0,0	0	0,0	545 730	100	545 730
2020-2021	0	0,0	0	0,0	532 952	100,0	532 952
2021-2022	0	0,0	0	0,0	562 380	100,0	562 380

Source : SACAIS, *Soutien financier gouvernemental en action communautaire. État de situation* (annuel).

Graphique 2.5
Ministère de la Justice (Office de la protection du consommateur)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2012-2003 à 2021-2022



2.6 Ministère de la Santé et des Services sociaux

Le soutien financier de ce ministère est principalement concentré dans le *Programme de soutien aux organismes communautaires* (PSOC) qui accapare 88 % du financement total accordé aux organismes communautaires par le MSSS. La proportion destinée au soutien à la mission, qui avait dépassé les 85% à quelques reprises, a atteint son niveau le plus bas, chutant à 74% en 2021-2022. Alors que la proportion du financement par ententes de service est demeurée relativement stable, avec une légère diminution dans la dernière année, celle dévolue aux projets a plus que doublé. En chiffres absolus, l'augmentation est encore plus marquante.

Précisons ici que le terme « entente de service » correspond, dans le cas du MSSS, à des « ententes pour le financement d'activités spécifiques » utilisées pour la réalisation d'activités qui sont en cohérence avec la mission de l'organisme. L'utilisation du terme « entente de service » est donc différente de celle présentée dans l'État de situation, définie comme une entente « pour des services complémentaires à ceux du réseau public ¹¹ », et ce, pour l'atteinte des priorités et des orientations ministérielles. L'entente de service est hors PSOC alors que l'entente spécifique est l'un des trois modes à l'intérieur du PSOC.

Ministère de la Santé et des Services sociaux			
	Nombre d'organismes en soutien à la mission globale	Moyenne du soutien financier à la mission globale	Médiane du soutien financier à la mission globale
2004-2005	2745	97 873 \$	60 993 \$
2005-2006	2744	107 099 \$	65 983 \$
2006-2007	2776	113 350 \$	69 502 \$
2007-2008	2839	120 363 \$	72 992 \$
2008-2009	2889	127 874 \$	78 016 \$
2009-2010	2876	131 546 \$	81 694 \$
2010-2011	2885	135 349 \$	84 660 \$
2011-2012	2885	135 349 \$	84 660 \$
2012-2013	2886	144 460 \$	90 579 \$
2013-2014	2911	152 910 \$	98 874 \$
2014-2015	2924	154 736 \$	100 534 \$
2015-2016	2928	157 359 \$	102 056 \$
2016-2017	2897	160 925 \$	105 094 \$
2017-2018	2989	160 988 \$	105 612 \$
2018-2019	2970	170 254 \$	113 911 \$
2019-2020	3013	184 675 \$	128 035 \$
2020-2021	3017	212 153 \$	145 470 \$
2021-2022	3018	228 929 \$	153 388 \$

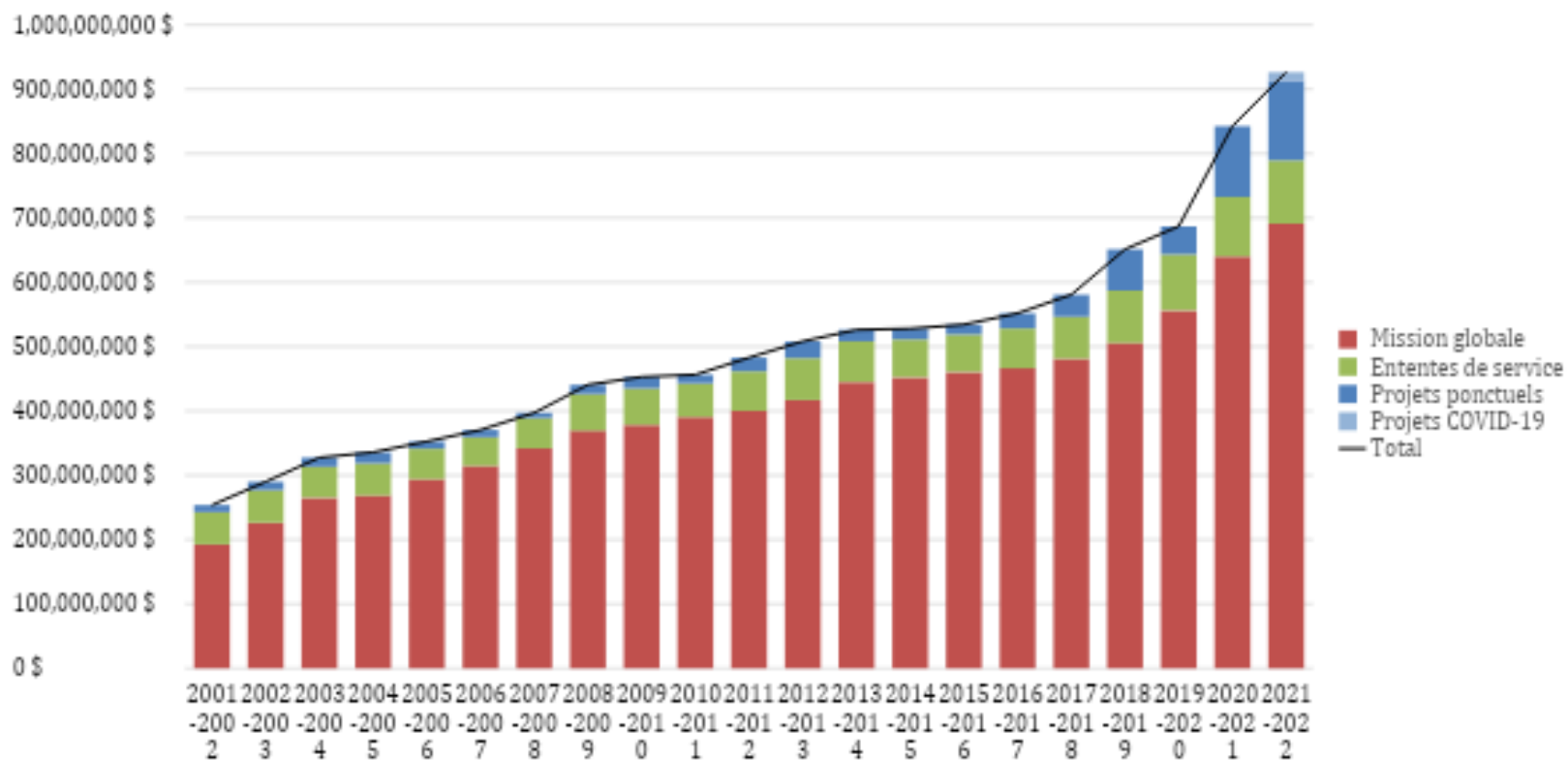
¹¹ *Soutien financier gouvernemental en action communautaire. État de situation 2021-2022*, p. 55.

Tableau 2.6
Ministère de la Santé et des Services sociaux
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2021-2022

	Mission globale		Ententes de service		Projets ponctuels		Projets COVID-19		Total
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	\$
2001-2002	192 550 542	75,9	50 218 119	19,8	10 927 392	4,3			253 696 053
2002-2003	226 329 485	78,1	50 663 041	17,5	12 934 998	4,5			289 927 524
2003-2004	265 320 693	81,0	48 074 432	14,7	14 101 934	4,3			327 497 059
2004-2005	268 661 793	80,0	50 042 982	14,9	17 014 505	5,1			335 719 280
2005-2006	293 879 946	83,4	47 480 455	13,5	11 206 559	3,2			352 566 960
2006-2007	314 658 236	84,9	44 632 414	12,0	11 197 098	3,0			370 487 748
2007-2008	341 710 901	86,1	47 454 810	12,0	7 868 688	2,0			397 034 399
2008-2009	369 428 469	83,8	56 919 621	12,9	14 269 612	3,2			440 617 702
2009-2010	378 325 175	83,6	56 826 124	12,5	17 656 675	3,9			452 807 974
2010-2011	390 481 479	85,6	52 375 289	11,5	13 454 123	2,9			456 310 891
2011-2012	400 118 492	82,9	61 480 604	12,7	21 223 079	4,4			482 822 175
2012-2013	416 911 260	82,0	65 279 075	12,8	25 978 441	5,1			508 168 776
2013-2014	445 121 129	84,6	63 120 898	12,0	17 757 232	3,4			525 999 259
2014-2015	452 449 346	85,7	58 783 391	11,1	16 670 808	3,2			527 903 545
2015-2016	460 747 324	86,3	58 190 430	10,9	15 243 484	2,9			534 181 238
2016-2017	466 198 169	84,5	62 158 423	11,3	23 353 089	4,2			551 709 681
2017-2018	481 193 807	82,9	65 361 303	11,3	34 089 446	5,9			580 644 556
2018-2019	505 655 324	77,7	81 529 223	12,5	64 002 496	9,8			651 187 043
2019-2020	556 424 647	81,0	87 035 345	12,7	43 443 909	6,3			686 903 901
2020-2021	640 066 970	76,0	92 501 767	11,0	110 071 203	13,1			842 639 940
2021-2022	690 908 723	74,6	98 610 640	10,6	124 071 051	13,4	12 838 712	1,4	926 429 126

Source : SACAIS, *Soutien financier gouvernemental en action communautaire. État de situation (annuel)*.

Graphique 2.6
Ministère de la Santé et des Services sociaux
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2021-2022



2.7 Ministère de la Santé et des Services sociaux (Secrétariat aux aînés)

Selon les données colligées par le SACAIS, le Secrétariat aux aînés ne soutient la mission d'aucun organisme communautaire, la plupart étant directement rattachés au ministère de la Santé et des Services sociaux, et ne verse de l'argent aux organismes communautaires que pour des projets. Un nouveau programme de financement, *Initiatives de travail de milieu auprès des aînés en situation de vulnérabilité* (plus de 6 millions\$), s'est ajouté en 2019-2021, faisant tripler la somme accordée par ce ministère à un plus grand nombre d'organismes communautaires, mais pour des projets sur une thématique bien précise. Le reste du financement par projet est accordé par le biais du programme *Québec ami des aînés* et, dans une moindre mesure, par le programme *Saines habitudes de vie*.

Notons qu'en ne soutenant la mission d'aucun organisme d'action communautaire autonome, le Secrétariat aux aînés contrevient à un des principes fondamentaux de la Politique, soit la prépondérance du financement en appui à la mission globale.

Tableau 2.7
Ministère de la Santé et des Services sociaux (Secrétariat aux aînés)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2004-2005 à 2021-2022

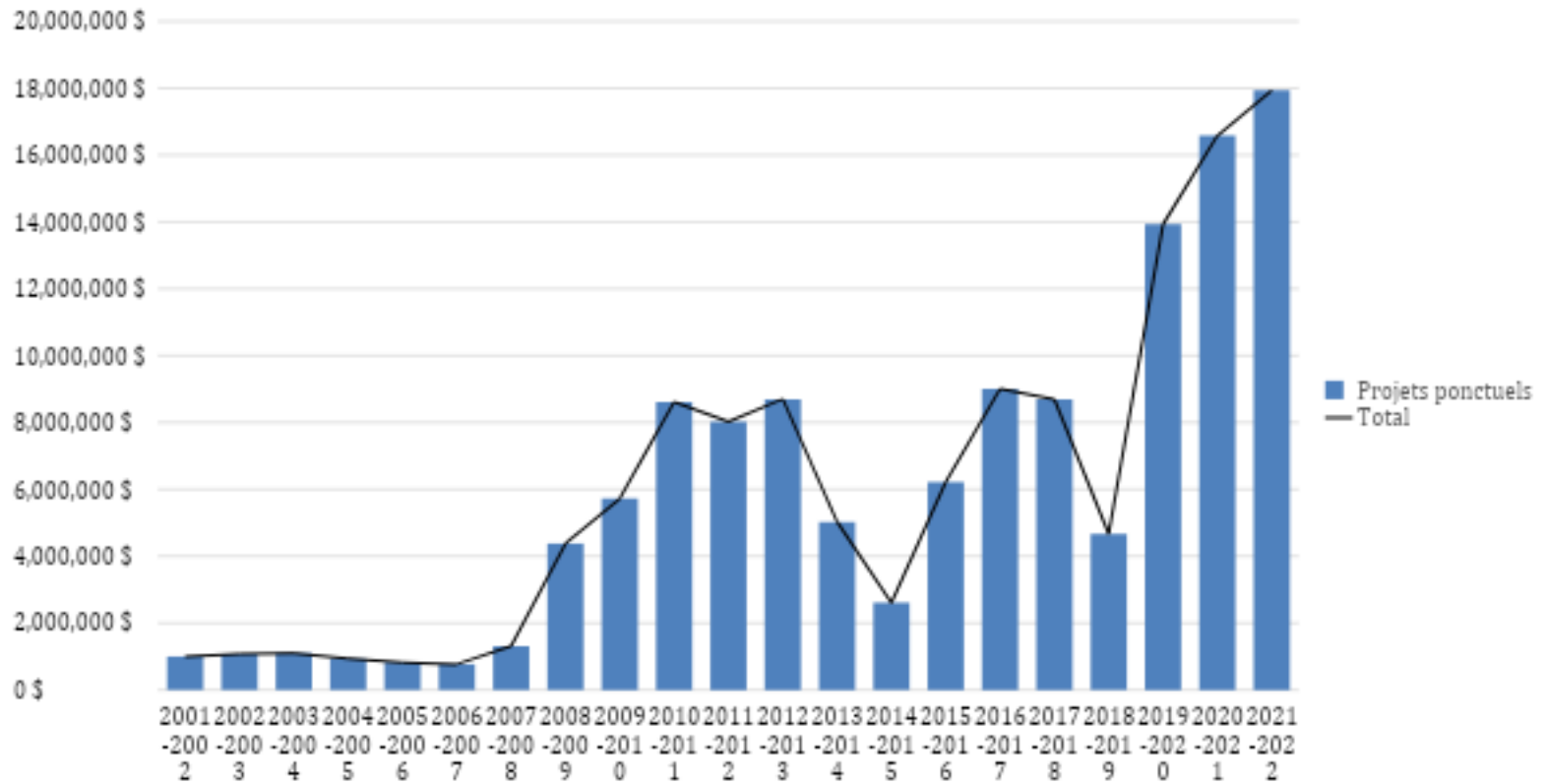
Ministère de la Santé et des Services sociaux (Secrétariat aux aînés)			
	Nombre d'organismes en soutien à la mission globale	Moyenne du soutien financier à la mission globale	Médiane du soutien financier à la mission globale
2004-2005	0	0 \$	s/o
2005-2006	0	0 \$	s/o
2006-2007	0	0 \$	s/o
2007-2008	0	0 \$	s/o
2008-2009	0	0 \$	s/o
2009-2010	0	0 \$	s/o
2010-2011	0	0 \$	s/o
2011-2012	0	0 \$	s/o
2012-2013	0	0 \$	s/o
2013-2014	0	0 \$	s/o
2014-2015	0	0 \$	s/o
2015-2016	0	0 \$	s/o
2016-2017	0	0 \$	s/o
2017-2018	0	0 \$	s/o
2018-2019	0	0 \$	s/o
2019-2020	0	0 \$	s/o
2020-2021	0	0 \$	s/o
2021-2022	0	0 \$	s/o

Graphique 2.7
Ministère de la Santé et des Services sociaux (Secrétariat aux aînés)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2021-2022

	Mission globale		Ententes de service		Projets ponctuels		Total
	\$	%	\$	%	\$	%	\$
2001-2002	0	0,0	0	0,0	999 450	100,0	999 450
2002-2003	0	0,0	0	0,0	1 075 000	100,0	1 075 000
2003-2004	0	0,0	0	0,0	1 101 000	100,0	1 101 000
2004-2005	0	0,0	0	0,0	932 000	100,0	932 000
2005-2006	0	0,0	0	0,0	827 280	100,0	827 280
2006-2007	0	0,0	0	0,0	768 400	100,0	768 400
2007-2008	0	0,0	0	0,0	1 311 747	100,0	1 311 747
2008-2009	0	0,0	0	0,0	4 380 327	100,0	4 380 327
2009-2010	0	0,0	0	0,0	5 723 350	100,0	5 723 350
2010-2011	0	0,0	0	0,0	8 610 835	100,0	8 610 835
2011-2012	0	0,0	0	0,0	8 027 722	100,0	8 027 722
2012-2013	0	0,0	0	0,0	8 699 752	100,0	8 699 752
2013-2014	0	0,0	0	0,0	5 029 056	100,0	5 029 056
2014-2015	0	0,0	0	0,0	2 611 112	100,0	2 611 112
2015-2016	0	0,0	0	0,0	6 221 252	100,0	6 221 252
2016-2017	0	0,0	0	0,0	9 010 820	100,0	9 010 820
2017-2018	0	0,0	0	0,0	8 695 764	100,0	8 695 764
2018-2019	0	0,0	0	0,0	4 666 248	100,0	4 666 248
2019-2020	0	0,0	0	0,0	13 925 092	100,0	13 925 092
2020-2021	0	0,0	0	0,0	16 581 606	100,0	16 581 606
2021-2022	0	0,0	0	0,0	17 933 102	100,0	17 933 102

Source : SACAIS, *Soutien financier gouvernemental en action communautaire. État de situation* (annuel).

Graphique 2.7
Ministère de la Santé et des Services sociaux (Secrétariat aux aînés)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2021-2022



2.8 Ministère de la Santé et des Services sociaux (Office des personnes handicapées du Québec)

La chute radicale en 2003-2004 de la proportion attribuée au soutien à la mission globale s'explique par le transfert, soit au SACAIS, soit au MSSS, de tous les organismes dont la mission était soutenue par l'Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ), à l'exception d'un organisme à vocation internationale. Par souci de cohérence, nous avons donc exclu du graphique les données de 2001-2002 et 2002-2003. Le soutien financier de l'OPHQ aux organismes communautaires est essentiellement dévolu au financement de projets ponctuels par le biais du *Programme de soutien aux organismes de promotion*.

En ne soutenant la mission d'aucun organisme, l'OPHQ est très loin d'appliquer un des principes fondamentaux de la Politique, soit la prépondérance du financement en appui à la mission globale.

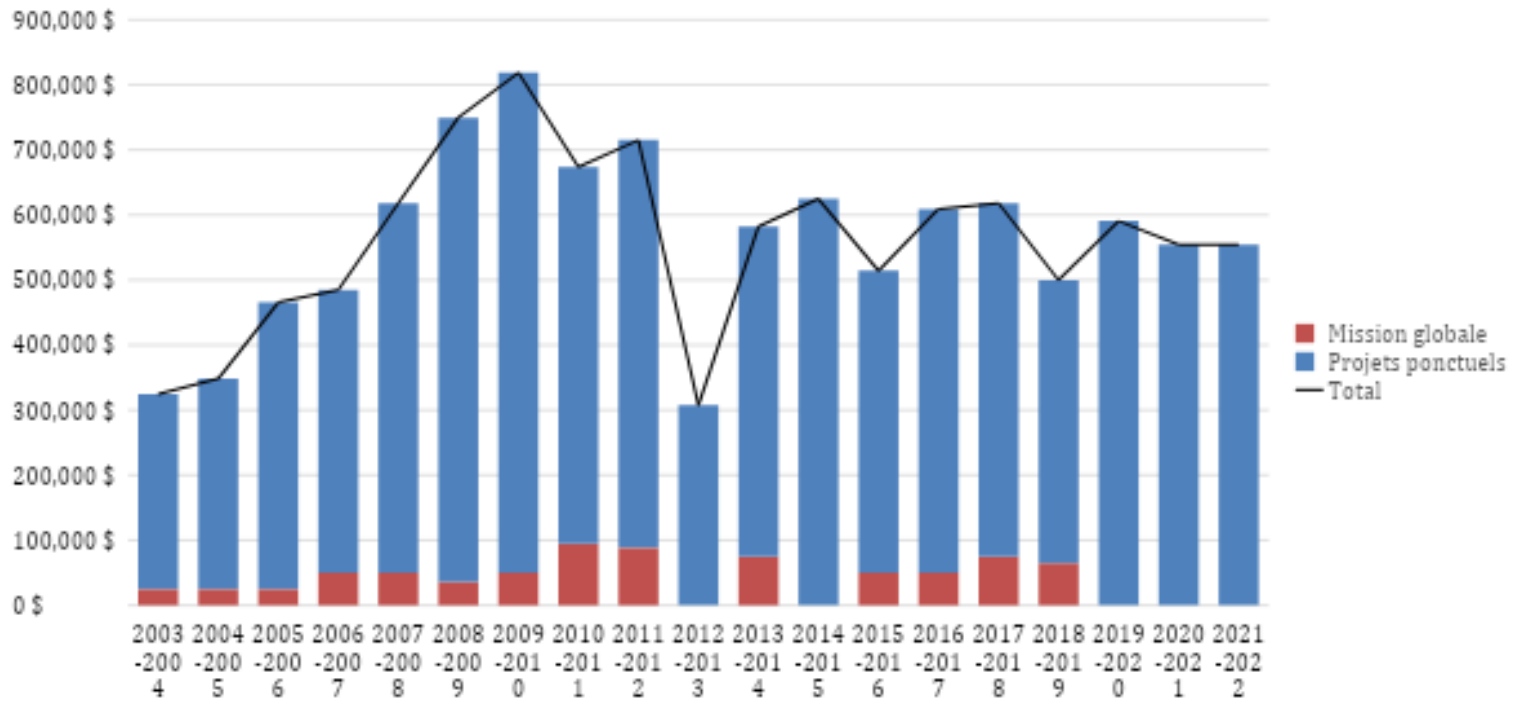
Ministère de la Santé et des Services sociaux (Office des personnes handicapées du Québec)			
	Nombre d'organismes en soutien à la mission globale	Moyenne du soutien financier à la mission globale	Médiane du soutien financier à la mission globale
2004-2005	1	25 000 \$	s/o
2005-2006	1	25 000 \$	s/o
2006-2007	1	50 000 \$	s/o
2007-2008	1	50 000 \$	s/o
2008-2009	1	36 267 \$	s/o
2009-2010	1	50 000 \$	s/o
2010-2011	1	95 000 \$	s/o
2011-2012	1	88 520 \$	s/o
2012-2013	0	0 \$	s/o
2013-2014	1	75 000 \$	75 000 \$
2014-2015	0	0 \$	s/o
2015-2016	1	50 000 \$	50 000 \$
2016-2017	1	50 000 \$	50 000 \$
2017-2018	1	75 000 \$	75 000 \$
2018-2019	1	65 000 \$	65 000 \$
2019-2020	0	0 \$	s/o
2020-2021	0	0 \$	s/o
2021-2022	0	0 \$	s/o

Tableau 2.8
Ministère de la Santé et des Services sociaux (Office des personnes handicapées du Québec)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2021-2022

	Mission globale		Ententes de service		Projets ponctuels		Total
	\$	%	\$	%	\$	%	\$
2001-2002	5 118 711	98,9	0	0,0	55 000	1,1	5 173 711
2002-2003	5 565 708	98,1	0	0,0	110 000	1,9	5 675 708
2003-2004	25 000	7,7	0	0,0	299 594	92,3	324 594
2004-2005	25 000	7,2	0	0,0	323 117	92,8	348 117
2005-2006	25 000	5,4	0	0,0	440 354	94,6	465 354
2006-2007	50 000	10,3	0	0,0	434 971	89,7	484 971
2007-2008	50 000	8,1	0	0,0	568 217	91,9	618 217
2008-2009	36 267	4,8	0	0,0	713 414	95,2	749 681
2009-2010	50 000	6,1	0	0,0	768 500	93,9	818 500
2010-2011	95 000	14,1	0	0,0	578 694	85,9	673 694
2011-2012	88 520	12,4	0	0,0	626 409	87,6	714 929
2012-2013	0	0,0	0	0,0	307 560	100,0	307 560
2013-2014	75 000	12,9	0	0,0	507 226	87,1	582 226
2014-2015	0	0,0	0	0,0	624 595	100,0	624 595
2015-2016	50 000	9,7	0	0,0	464 274	90,3	514 274
2016-2017	50 000	8,2	0	0,0	559 202	91,8	609 202
2017-2018	75 000	12,1	0	0,0	543 000	87,9	618 000
2018-2019	65 000	13,0	0	0,0	434 691	87,0	499 691
2019-2020	0	0,0	0	0,0	590 631	100,0	590 631
2020-2021	0	0,0	0	0,0	554 164	100,0	554 164
2021-2022	0	0,0	0	0,0	554 134	100,0	554 134

Source : SACAIS, *Soutien financier gouvernemental en action communautaire. État de situation (annuel)*.

Graphique 2.8
Ministère de la Santé et des Services sociaux (Office des personnes handicapées du Québec)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2003-2004¹² à 2021-2022



¹² Ce graphique ne comprend pas les deux premières années pour respecter une échelle homogène

2.9 Ministère de la Sécurité publique

Le ministère de la Sécurité publique n'a pas de programme de soutien à la mission et consacre la majeure partie du soutien financier à des ententes de service avec des ressources communautaires pour différents volets : hébergement, suivi dans la communauté, coûts marginaux, sensibilisation et conscientisation. Les volets « hébergement » et « suivi dans la communauté » accaparent 89 % du financement des ententes de service. La décroissance de l'enveloppe totale accordée aux ententes de service en 2019-2021 s'explique par la disparition du volet « travaux compensatoires » (plus de 2 millions\$ en 2018-2019).

Le financement par projet a connu une hausse importante dans les dernières années, ce qui s'explique par une enveloppe accrue en 2015-2016 au *Programme de financement issu du partage des produits de la criminalité* et de l'ajout, cette même année, de deux programmes : *Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes* et *Prévention Jeunesse*. À partir de 2020-2021, il s'est ajouté également le *Programme de prévention de la délinquance par les sports, les arts et la culture* avec un fonds de près de 2 millions\$ en 2021-2022.

Sans programme de soutien à la mission, ce ministère contrevient à l'esprit de la Politique gouvernementale en action communautaire, dont un des principes fondamentaux est d'assurer la prépondérance du financement en appui à la mission globale.

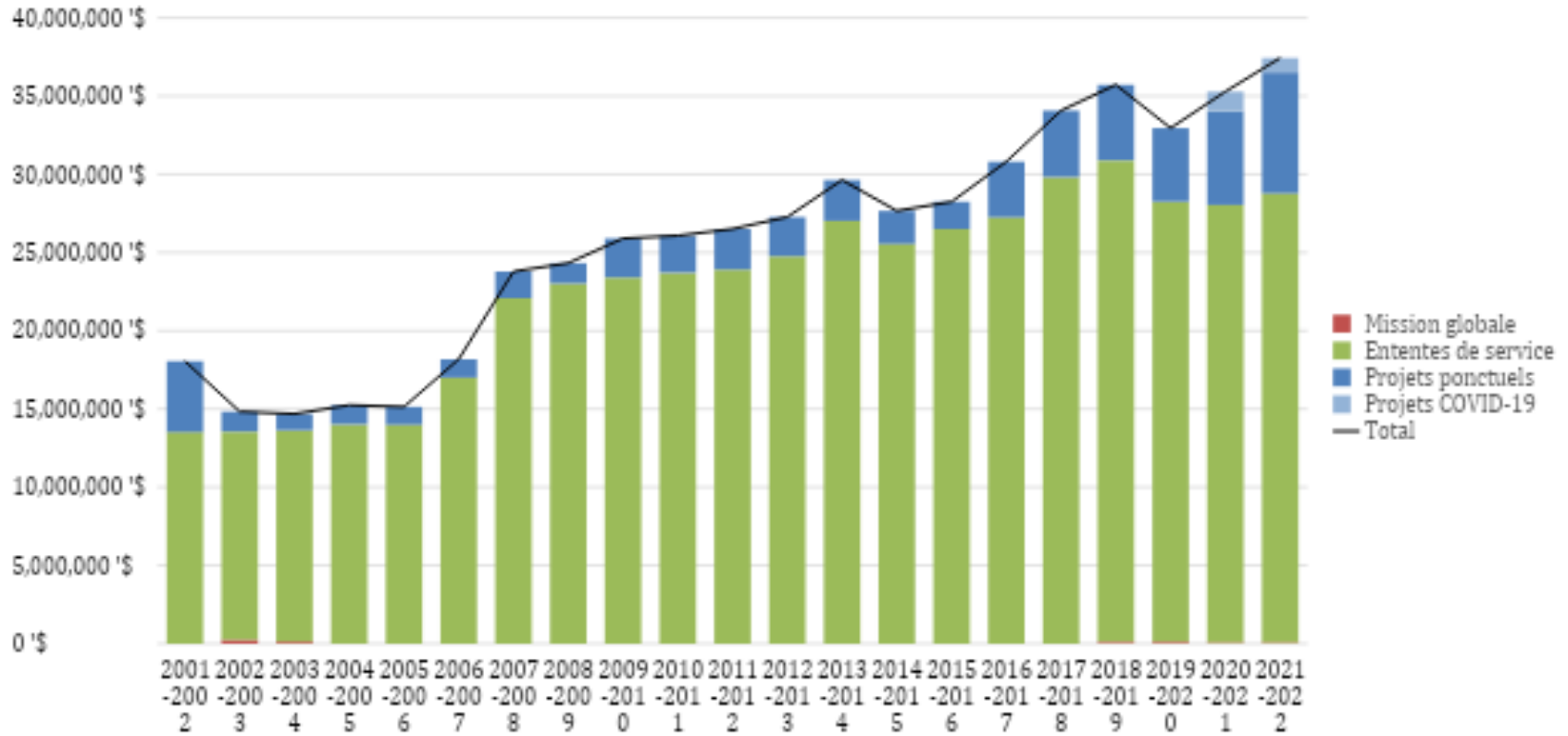
Ministère de la Sécurité publique			
	Nombre d'organismes en soutien à la mission globale	Moyenne du soutien financier à la mission globale	Médiane du soutien financier à la mission globale
2004-2005	1	12 000 \$	s/o
2005-2006	1	12 000 \$	s/o
2006-2007	1	12 000 \$	s/o
2007-2008	1	12 000 \$	s/o
2008-2009	0	0 \$	s/o
2009-2010	1	12 000 \$	s/o
2010-2011	1	12 000 \$	s/o
2011-2012	0	0 \$	s/o
2012-2013	0	0 \$	s/o
2013-2014	0	0 \$	s/o
2014-2015	0	0 \$	s/o
2015-2016	0	0 \$	s/o
2016-2017	0	0 \$	s/o
2017-2018	0	0 \$	s/o
2018-2019	2	54 278 \$	54 278 \$
2019-2020	2	59 278 \$	59 278 \$
2020-2021	1	74 070 \$	s/o
2021-2022	1	74 070 \$	s/o

Tableau 2.9
Ministère de la Sécurité publique
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2021-2022

	Mission globale		Ententes de service		Projets ponctuels		Projets COVID-19		Total
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	\$
2001-2002	0	0,0	13 525 727	74,9	4 528 718	25,1			18 054 445
2002-2003	260 000	1,8	13 297 596	89,7	1 271 452	8,6			14 829 048
2003-2004	142 000	1,0	13 498 458	91,9	1 043 182	7,1			14 683 640
2004-2005	12 000	0,1	14 011 545	91,9	1 220 000	8,0			15 243 545
2005-2006	12 000	0,1	13 984 054	92,4	1 140 000	7,5			15 136 054
2006-2007	12 000	0,1	16 999 535	93,5	1 170 000	6,4			18 181 535
2007-2008	12 000	0,1	22 073 481	92,8	1 700 000	7,1			23 785 481
2008-2009	0	0,0	23 023 063	94,7	1 300 000	5,3			24 323 063
2009-2010	12 000	0,05	23 393 291	90,3	2 495 282	9,6			25 900 573
2010-2011	12 000	0,05	23 701 805	90,9	2 360 402	9,1			26 074 207
2011-2012	0	0,0	23 913 213	90,2	2 595 357	9,8			26 508 570
2012-2013	0	0,0	24 762 856	90,8	2 503 490	9,2			27 266 346
2013-2014	0	0,0	27 025 392	91,2	2 607 576	8,8			29 632 968
2014-2015	0	0,0	25 549 818	92,4	2 112 599	7,6			27 662 417
2015-2016	0	0,0	26 499 726	93,8	1 745 000	6,2			28 244 726
2016-2017	0	0,0	27 255 031	88,5	3 550 000	11,5			30 805 031
2017-2018	0	0,0	29 823 708	87,5	4 250 000	12,5			34 073 708
2018-2019	108 555	0,3	30 785 904	86,2	4 824 636	13,5			35 719 095
2019-2020	118 555	0,4	28 134 239	85,4	4 700 000	14,3			32 952 794
2020-2021	74 070	0,2	27 968 441	79,3	5 991 500	17,0	1 250 000	3,5	35 284 011
2021-2022	74 070	0,2	28 710 487	76,7	7 722 797	20,6	925 000	2,5	37 432 354

Source : SACAIS, *Soutien financier gouvernemental en action communautaire. État de situation (annuel).*

Graphique 2.9
Ministère de la Sécurité publique
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2021-2022



2.10 Ministère l'Économie et de l'Innovation (Développement économique)

Il s'agit essentiellement du programme *Soutien au Réseau Microentreprendre* (nouveau nom du *Réseau québécois du crédit communautaire*) qui a été pris en considération dans *l'État de situation* pour la première fois en 2004-2005. Sauf une rare exception en 2012-2013, la totalité des fonds de ce programme est consacrée à la mission globale d'organismes de microcrédit, dont le nombre d'organismes soutenus est moindre depuis quelques années, mais avec une enveloppe globale qui en croissance depuis 2018-2019.

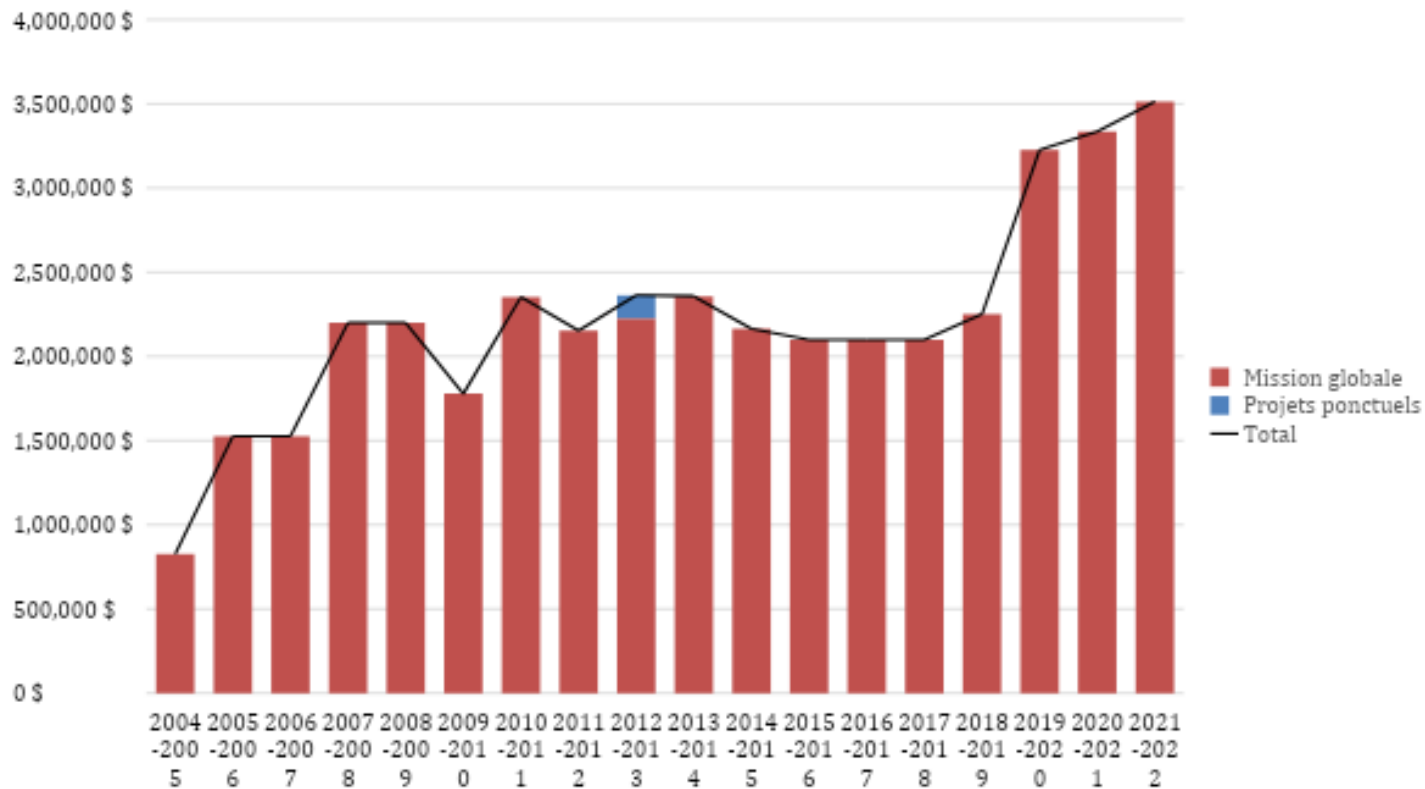
Ministère de l'Économie et de l'Innovation (Développement économique)			
	Nombre d'organismes en soutien à la mission globale	Moyenne du soutien financier à la mission globale	Médiane du soutien financier à la mission globale
2004-2005	nd	nd	nd
2005-2006	17	69 251 \$	59 938 \$
2006-2007	20	76 250 \$	12 074 \$
2007-2008	22	100 000 \$	80 000 \$
2008-2009	22	100 000 \$	80 000 \$
2009-2010	22	80 830 \$	100 000 \$
2010-2011	22	106 910 \$	136 910 \$
2011-2012	21	102 565 \$	123 636 \$
2012-2013	22	101 213 \$	74 000 \$
2013-2014	23	102 517 \$	80 000 \$
2014-2015	23	94 148 \$	122 000 \$
2015-2016	22	95 455 \$	112 704 \$
2016-2017	21	100 000 \$	112 704 \$
2017-2018	16	131 250 \$	112 703 \$
2018-2019	16	140 640 \$	130 000 \$
2019-2020	17	189 824 \$	193 700 \$
2020-2021	18	185 389 \$	195 000 \$
2021-2022	19	184 934 \$	195 000 \$

Tableau 2.10
Ministère de l'Économie et de l'Innovation (Développement économique)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2004-2005 à 2021-2022

	Mission globale		Ententes de service		Projets ponctuels		Total
	\$	%	\$	%	\$	%	\$
2004-2005	826 000	100,0	0	0,0	0	0,0	826 000
2005-2006	1 524 995	100,0	0	0,0	0	0,0	1 524 995
2006-2007	1 525 000	100,0	0	0,0	0	0,0	1 525 000
2007-2008	2 200 000	100,0	0	0,0	0	0,0	2 200 000
2008-2009	2 200 000	100,0	0	0,0	0	0,0	2 200 000
2009-2010	1 778 250	100,0	0	0,0	0	0,0	1 778 250
2010-2011	2 352 026	100,0	0	0,0	0	0,0	2 352 026
2011-2012	2 153 873	100,0	0	0,0	0	0,0	2 153 873
2012-2013	2 226 692	94,2	0	0,0	136 000	5,8	2 362 692
2013-2014	2 357 880	100,0	0	0,0	0	0,0	2 357 880
2014-2015	2 165 400	100,0	0	0,0	0	0,0	2 165 400
2015-2016	2 100 000	100,0	0	0,0	0	0,0	2 100 000
2016-2017	2 099 997	100,0	0	0,0	0	0,0	2 099 997
2017-2018	2 099 992	100,0	0	0,0	0	0,0	2 099 992
2018-2019	2 250 244	100,0	0	0,0	0	0,0	2 250 244
2019-2020	3 227 000	100,0	0	0,0	0	0,0	3 227 000
2020-2021	3 337 000	100,0	0	0,0	0	0,0	3 337 000
2021-2022	3 513 750	100,0	0	0,0	0	0,0	3 513 750

Source : SACAIS, *Soutien financier gouvernemental en action communautaire. État de situation* (annuel).

Graphique 2.10
Ministère de l'Économie et de l'Innovation (Développement économique)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2004-2005 à 2021-2022



2.11 Ministère l'Économie et de l'Innovation (Innovation)

La totalité du soutien à la mission accordé à des organismes communautaires par le volet « Innovation » de ce ministère, s'inscrit dans le cadre du *Programme NovaScience*, appelé auparavant *Programme de soutien à la promotion de la culture scientifique et à la relève en science et technologie*. Le soutien à la mission globale y occupe généralement une proportion prépondérante, mais variable en fonction de la fluctuation des sommes accordées aux projets ponctuels de ce même programme.

Les nombreuses exigences reliées au *Programme NovaScience*, en particulier l'obligation d'arrimer le plan d'action de l'organisme avec le plan stratégique du ministère, nous font douter qu'il s'agisse d'un programme destiné à l'action communautaire et encore moins en soutien à leur mission, celle-ci apparaissant plutôt imposée par le ministère.

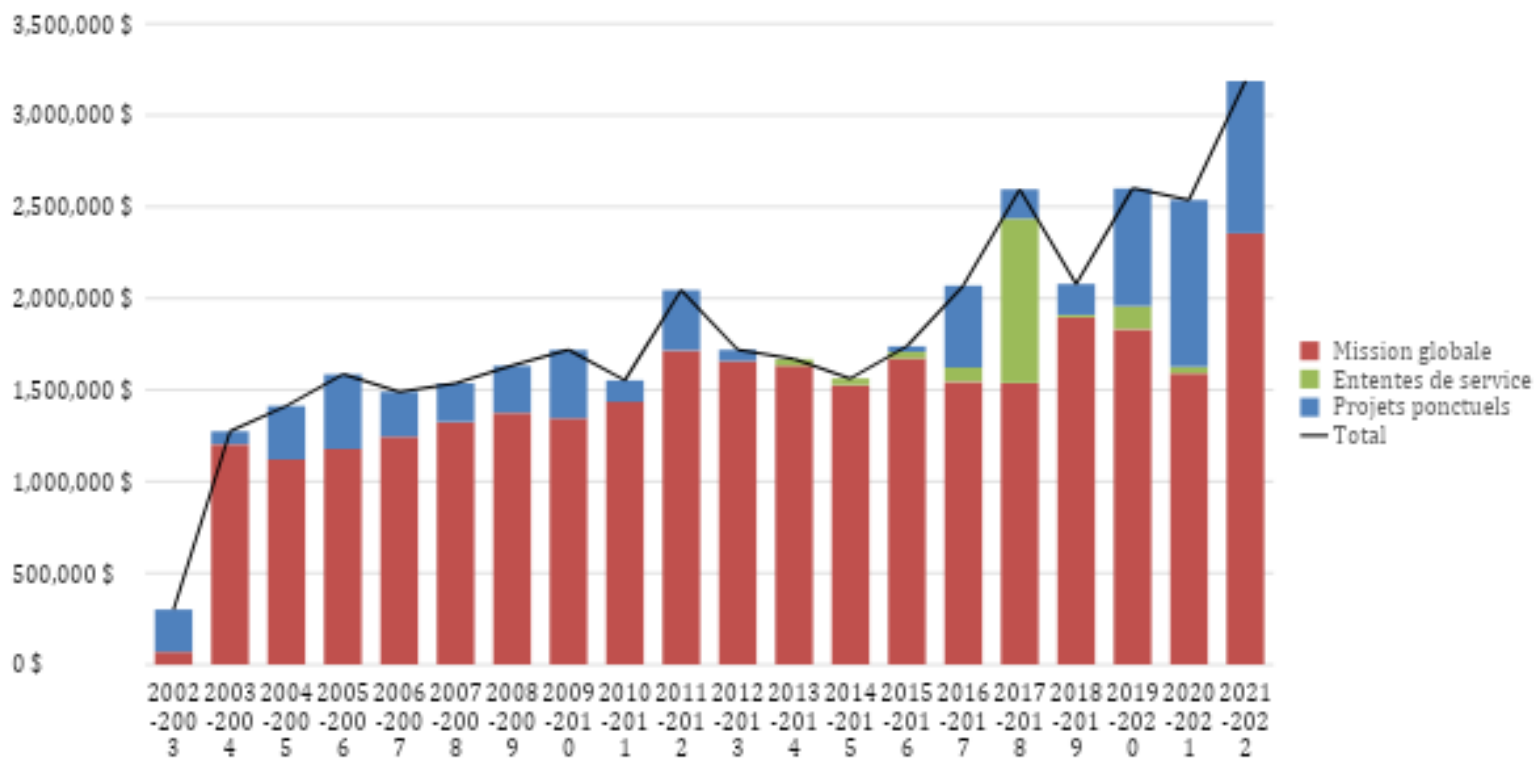
Ministère de l'Économie et de l'Innovation (Innovation)			
	Nombre d'organismes en soutien à la mission globale	Moyenne du soutien financier à la mission globale	Médiane du soutien financier à la mission globale
2004-2005	17	67 359 \$	57 200 \$
2005-2006	17	69 251 \$	59 938 \$
2006-2007	11	113 191 \$	100 000 \$
2007-2008	11	120 505 \$	100 000 \$
2008-2009	11	125 050 \$	100 000 \$
2009-2010	11	122 323 \$	102 900 \$
2010-2011	11	130 354 \$	109 340 \$
2011-2012	11	156 036 \$	133 775 \$
2012-2013	10	165 802 \$	138 303 \$
2013-2014	10	163 222 \$	140 119 \$
2014-2015	10	152 672 \$	130 589 \$
2015-2016	9	185 775 \$	144 439 \$
2016-2017	9	171 709 \$	136 780 \$
2017-2018	9	170 903 \$	137 431 \$
2018-2019	15	126 450 \$	102 306 \$
2019-2020	10	183 220 \$	157 557 \$
2020-2021	10	159 087 \$	138 412 \$
2021-2022	10	235 551 \$	195 204 \$

Tableau 2.11
Ministère de l'Économie et de l'Innovation (Innovation)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2002-2003 à 2021-2022

	Mission globale		Ententes de service		Projets ponctuels		Total
	\$	%	\$	%	\$	%	\$
2002-2003	70 000	23,3		0,0	231 000	76,7	301 000
2003-2004	1 204 100	94,5		0,0	70 000	5,5	1 274 100
2004-2005	1 120 100	79,3		0,0	292 587	20,7	1 412 687
2005-2006	1 177 259	74,3		0,0	407 960	25,7	1 585 219
2006-2007	1 245 100	83,6		0,0	245 118	16,4	1 490 218
2007-2008	1 325 550	86,3		0,0	210 715	13,7	1 536 265
2008-2009	1 375 550	84,3		0,0	256 286	15,7	1 631 836
2009-2010	1 345 550	78,3		0,0	373 279	21,7	1 718 829
2010-2011	1 434 999	92,4		0,0	117 448	7,6	1 552 447
2011-2012	1 716 397	83,9		0,0	329 000	16,1	2 045 397
2012-2013	1 658 018	96,4		0,0	61 420	3,6	1 719 438
2013-2014	1 632 219	97,8	36 000	2,2	0	0,0	1 668 219
2014-2015	1 526 719	97,7	36 000	2,3	0	0,0	1 562 719
2015-2016	1 671 974	96,2	36 000	2,1	30 642	1,8	1 738 616
2016-2017	1 545 377	74,7	77 210	3,7	447 299	21,6	2 069 886
2017-2018	1 538 127	59,3	897 797	34,6	159 771	6,2	2 595 695
2018-2019	1 896 744	91,2	13 495	0,6	168 615	8,1	2 078 854
2019-2020	1 832 199	70,5	125 800	4,8	642 296	24,7	2 600 295
2020-2021	1 590 869	62,7	36 000	1,4	910 456	35,9	2 537 325
2021-2022	2 355 512	73,9	0	0,0	831 282	26,1	3 186 794

Source : SACAIS, *Soutien financier gouvernemental en action communautaire. État de situation* (annuel).

Graphique 2.11
Ministère de l'Économie et de l'Innovation (Innovation)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2002-2003 à 2021-2022



2.12 Ministère de l'Éducation (Éducation)

La diminution du soutien financier par ce ministère en 2003-2004 est principalement due à l'abolition des deux programmes de soutien à l'éducation populaire autonome (PSEPA) et à l'alphabétisation populaire autonome (PSAPA), ainsi qu'au transfert vers d'autres ministères d'une grande partie des organismes financés par ces mesures. Ces deux programmes ont fait place au Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation (PACTE) qui concentre dorénavant l'entièreté du financement aux organismes communautaires et dont plus de 95 % en soutien à la mission, y compris les sommes attribuées en contexte COVID-19.

Le volet « projet » du PACTE demeure, quant à lui, stable avec une enveloppe de plus ou moins 1 million\$ répartie à une vingtaine d'organismes en 2021-2022.

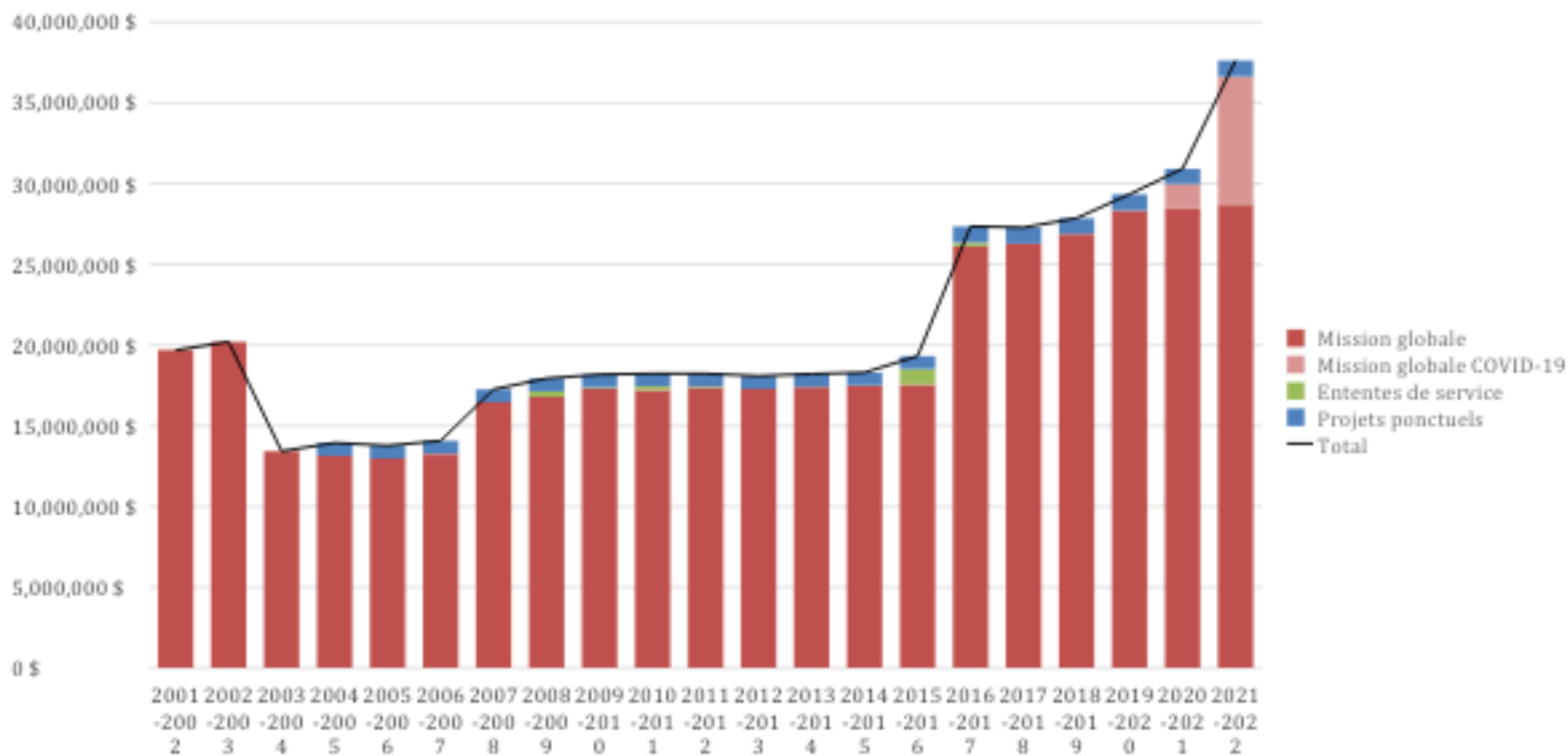
Ministère de l'Éducation (Éducation)			
	Nombre d'organismes en soutien à la mission globale	Moyenne du soutien financier à la mission globale	Médiane du soutien financier à la mission globale
2004-2005	160	82 129 \$	76 888 \$
2005-2006	161	80 558 \$	75 000 \$
2006-2007	167	79 484 \$	75 000 \$
2007-2008	181	90 919 \$	92 000 \$
2008-2009	182	92 285 \$	92 000 \$
2009-2010	181	95 548 \$	93 228 \$
2010-2011	180	95 643 \$	93 228 \$
2011-2012	183	94 851 \$	93 228 \$
2012-2013	181	95 487 \$	93 228 \$
2013-2014	183	95 134 \$	93 228 \$
2014-2015	184	95 117 \$	93 228 \$
2015-2016	183	95 906 \$	93 228 \$
2016-2017	193	135 290 \$	140 347 \$
2017-2018	197	133 400 \$	120 767 \$
2018-2019	201	133 769 \$	121 524 \$
2019-2020	202	140 292 \$	123 809 \$
2020-2021	203	140 509 \$	123 711 \$
2021-2022	204	140 703 \$	123 809 \$

Tableau 2.12
Ministère de l'Éducation (Éducation)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2021-2022

	Mission globale		Mission globale COVID-19		Ententes de service		Projets ponctuels		Total
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	\$
2001-2002	19 683 541	100,0			0	0,0	0	0,0	19 683 541
2002-2003	20 198 082	100,0			0	0,0	0	0,0	20 198 082
2003-2004	13 425 779	100,0			0	0,0	0	0,0	13 425 779
2004-2005	13 140 600	94,3			0	0,0	800 000	5,7	13 940 600
2005-2006	12 969 795	94,2			0	0,0	800 000	5,8	13 769 795
2006-2007	13 273 828	94,3			0	0,0	800 000	5,7	14 073 828
2007-2008	16 456 421	95,4			0	0,0	800 000	4,6	17 256 421
2008-2009	16 795 949	93,6			339 379	1,9	800 000	4,5	17 935 328
2009-2010	17 294 133	95,2			81 067	0,4	800 000	4,4	18 175 200
2010-2011	17 215 815	94,4			234 985	1,3	779 000	4,3	18 229 800
2011-2012	17 357 775	95,2			72 025	0,4	800 000	4,4	18 229 800
2012-2013	17 283 143	95,6			0	0,0	800 000	4,4	18 083 143
2013-2014	17 409 568	95,6			0	0,0	800 000	4,4	18 209 568
2014-2015	17 501 568	95,6			0	0,0	800 000	4,4	18 301 568
2015-2016	17 550 885	90,9			965 714	5,0	800 000	4,1	19 316 599
2016-2017	26 110 885	95,5			240 000	0,9	1 000 000	3,7	27 350 885
2017-2018	26 279 789	96,3			0	0,0	1 000 000	3,7	27 279 789
2018-2019	26 887 545	96,5			0	0,0	970 000	3,5	27 857 545
2019-2020	28 338 900	96,6			0	0,0	1 000 000	3,4	29 338 900
2020-2021	28 523 385	92,3	1 450 000	4,7	0	0,0	945 000	3,1	30 918 385
2021-2022	28 703 385	76,3	7 920 000	21,1	0	0,0	1 000 000	2,7	37 623 385

Source : SACAIS, *Soutien financier gouvernemental en action communautaire. État de situation* (annuel).

Graphique 2.12
Ministère de l'Éducation (Éducation)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2021-2022



2.13 Ministère de l'Éducation (Loisir et sport)

Le soutien à la mission globale est réparti dans cinq programmes d'assistance financière : centres communautaires de loisir, accessibilité aux camps de vacances, organismes nationaux de loisir, fédérations sportives québécoises et instances régionales responsables du loisir des personnes handicapées. Si la somme et la proportion du financement à la mission ont toutes les deux connu une hausse aussi élevée en 2019-2021, cela est attribuable à l'apparition du *Programme d'assistance financière aux instances régionales responsables du loisir des personnes handicapées* (1,2 million\$), ainsi qu'au transfert en mission globale du *Programme de soutien aux fédérations sportives québécoises*, auparavant en ententes de service (4,6 millions\$). Il en est ainsi découlé une chute de la proportion du financement accordée en entente de service.

Le soutien financier pour des projets d'immobilisations, essentiellement destinés aux camps de vacances, et qui représentait une proportion de 4 à 6 %, a tout simplement disparu depuis 2017-2018. Le financement par projets, par contre, est de retour avec une somme jamais inégalée, effet combiné de l'ajout d'un financement appelé « Autre SLS » (9,2 millions\$ en 2021-2022) et d'une somme de près de 1 million\$ attribuée aux instances régionales responsables du loisir des personnes handicapées. L'exceptionnelle augmentation de l'enveloppe globale accordée par ce ministère en 2020-2021 s'explique par des sommes importantes attribuées en contexte COVID-19.

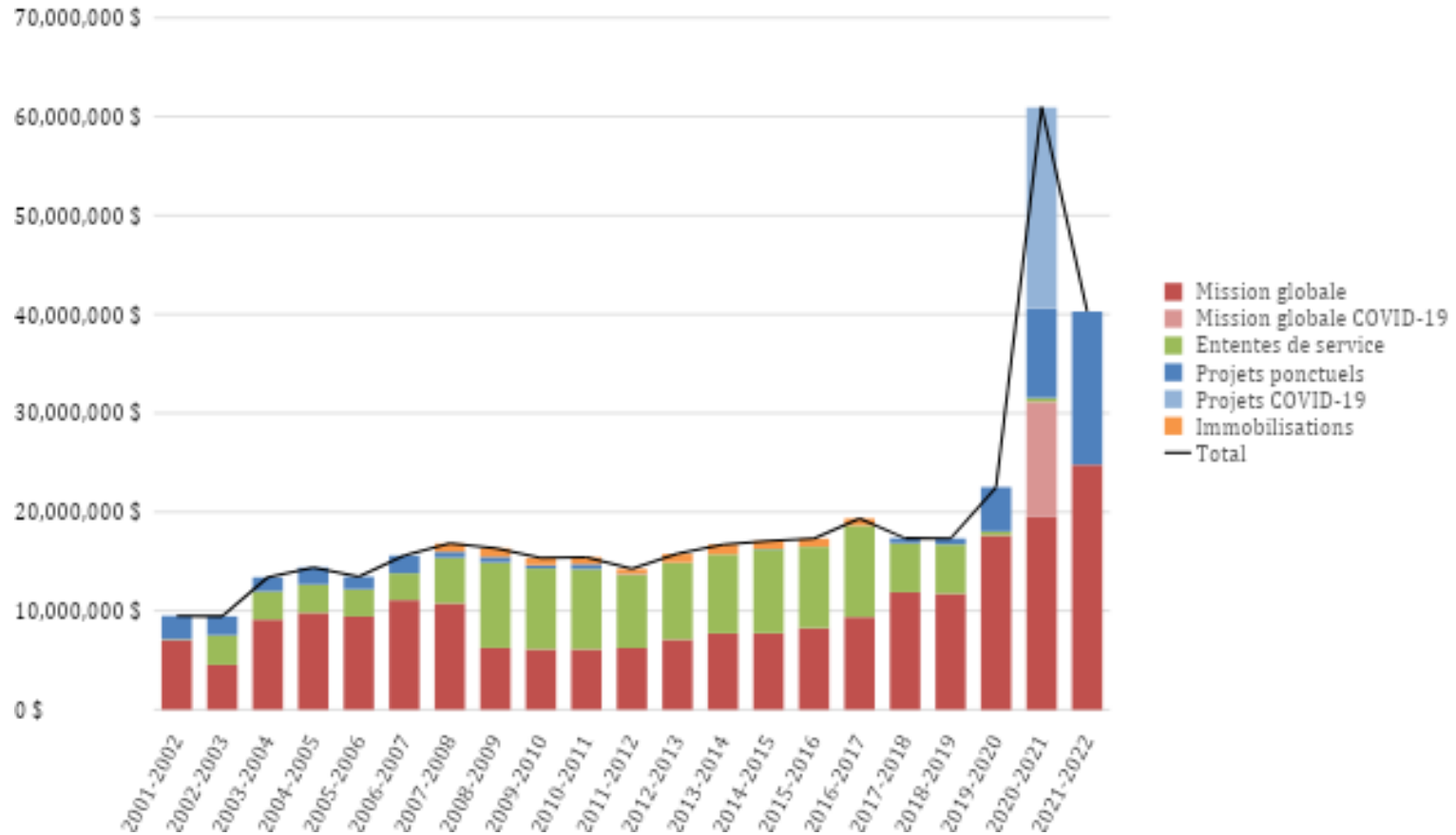
Ministère de l'Éducation (Loisir et sport)			
	Nombre d'organismes en soutien à la mission globale	Moyenne du soutien financier à la mission globale	Médiane du soutien financier à la mission globale
2004-2005	150	65 352 \$	58 033 \$
2005-2006	145	64 977 \$	60 702 \$
2006-2007	156	71 080 \$	60 548 \$
2007-2008	155	69 385 \$	65 510 \$
2008-2009	85	73 422 \$	77 794 \$
2009-2010	83	73 619 \$	77 794 \$
2010-2011	83	73 619 \$	77 794 \$
2011-2012	83	75 030 \$	77 794 \$
2012-2013	84	84 436 \$	81 850 \$
2013-2014	85	90 913 \$	82 263 \$
2014-2015	85	91 022 \$	82 263 \$
2015-2016	87	94 869 \$	81 850 \$
2016-2017	90	104 027 \$	90 825 \$
2017-2018	144	82 475 \$	81 850 \$
2018-2019	134	87 556 \$	81 850 \$
2019-2020	197	89 472 \$	85 325 \$
2020-2021	205	95 126 \$	86 226 \$
2021-2022	204	121 423 \$	112 037 \$

Tableau 2.13
Ministère de l'Éducation (Loisir et sport)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2021-2022

	Mission globale		Mission globale COVID-19		Ententes de service		Projets ponctuels		Projets COVID-19		Immobilisations		Total
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	\$
2001-2002	7 044 916	74,3			80 000	0,8	2 359 019	24,9			0	0,0	9 483 935
2002-2003	4 526 572	48,0			3 005 567	31,8	1 906 910	20,2			0	0,0	9 439 049
2003-2004	9 118 093	68,1			2 853 557	21,3	1 420 278	10,6			0	0,0	13 391 928
2004-2005	9 802 744	68,2			2 862 300	19,9	1 711 589	11,9			0	0,0	14 376 633
2005-2006	9 421 662	70,1			2 758 806	20,5	1 268 611	9,4			0	0,0	13 449 079
2006-2007	11 088 462	71,1			2 705 990	17,4	1 794 840	11,5			0	0,0	15 589 292
2007-2008	10 754 622	64,0			4 628 828	27,5	587 800	3,5			833 914	5,0	16 805 164
2008-2009	6 240 882	38,2			8 657 735	53,0	560 050	3,4			868 201	5,3	16 326 868
2009-2010	6 110 400	39,8			8 179 361	53,3	333 000	2,2			734 062	4,8	15 356 823
2010-2011	6 110 400	39,6			8 110 590	52,6	501 175	3,3			692 676	4,5	15 414 841
2011-2012	6 227 460	43,8			7 420 552	52,1	60 000	0,4			522 000	3,7	14 230 012
2012-2013	7 092 650	45,0			7 789 331	49,4	0	0,0			876 928	5,6	15 758 909
2013-2014	7 719 122	46,2			7 999 800	47,8	0	0,0			1 002 234	6,0	16 721 156
2014-2015	7 736 891	45,3			8 488 719	49,7	45 000	0,3			792 711	4,6	17 063 321
2015-2016	8 253 641	47,7			8 231 649	47,6	0	0,0			817 250	4,7	17 302 540
2016-2017	9 362 397	48,4			9 259 484	47,9	0	0,0			721 736	3,7	19 343 617
2017-2018	11 876 368	68,5			4 960 506	28,6	507 911	2,9			0	0,0	17 344 785
2018-2019	11 732 475	67,8			4 980 675	28,8	603 233	3,5			0	0,0	17 316 383
2019-2020	17 626 011	78,3			405 500	1,8	4 482 017	19,9			0	0,0	22 513 528
2020-2021	19 500 792	32,0	11 645 005	19,1	405 500	0,7	9 022 297	14,8	20 382 379	33,4	0	0,0	60 955 973
2021-2022	24 770 262	61,5	0	0,0	0	0,0	15 534 783	38,5	0	0,0	0	0,0	40 305 045

Source : SACAIS, *Soutien financier gouvernemental en action communautaire. État de situation (annuel).*

Graphique 2.13
Ministère de l'Éducation (Loisir et sport)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2021-2022



2.14 Ministère de l'Éducation (Secrétariat à la condition féminine)

Auparavant sous la gouverne du ministère de la Justice, avec un saut en 2015-2016 au ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation, le Secrétariat à la condition féminine relève dorénavant du ministère de l'Éducation. Son apport financier aux organismes communautaires se limite maintenant à du financement par projets. La croissance importante du financement par projets des dernières années s'explique par la bonification de différents programmes de soutien financier à des initiatives en matière de violences sexuelles, de violence conjugale et d'égalité entre les femmes et les hommes. La hausse particulière de 2019-2020 est marquée par l'ajout de plus de 3 millions\$ au *Programme de soutien financier à des initiatives en matière d'égalité entre les femmes et les hommes*. Quant au bond de 2021-2022, il découle de la bonification du *Programme de soutien financier à des initiatives en matière de violence sexuelle* et du *Programme de soutien financier à des initiatives en matière d'égalité entre les femmes et les hommes en milieux autochtones*.

La majorité des organismes qui reçoivent du financement du Secrétariat sont rattachés à d'autres ministères, en particulier au Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS) et au ministère de la Santé et des Services sociaux. Sans programme de soutien à la mission, le SCF contrevient à l'esprit de la Politique gouvernementale en action communautaire, dont un des principes fondamentaux est un d'assurer la prépondérance du financement en appui à la mission globale.

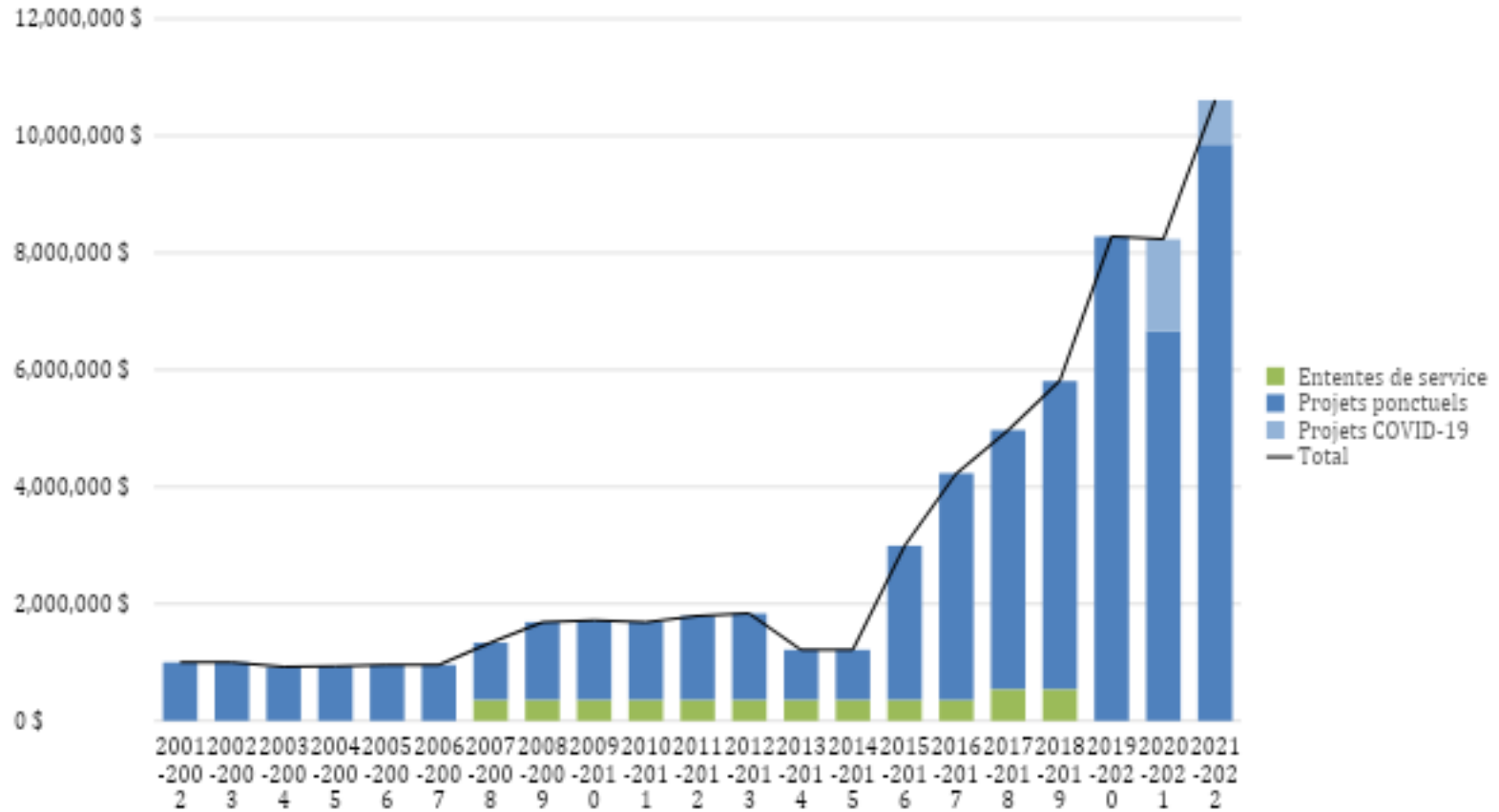
Ministère de l'Éducation (Secrétariat à la condition féminine)			
	Nombre d'organismes en soutien à la mission globale	Moyenne du soutien financier à la mission globale	Médiane du soutien financier à la mission globale
2004-2005	0	0 \$	s/o
2005-2006	0	0 \$	s/o
2006-2007	0	0 \$	s/o
2007-2008	0	0 \$	s/o
2008-2009	0	0 \$	s/o
2009-2010	0	0 \$	s/o
2010-2011	0	0 \$	s/o
2011-2012	0	0 \$	s/o
2012-2013	0	0 \$	s/o
2013-2014	0	0 \$	s/o
2014-2015	0	0 \$	s/o
2015-2016	0	0 \$	s/o
2016-2017	0	0 \$	s/o
2017-2018	0	0 \$	s/o
2018-2019	0	0 \$	s/o
2019-2020	0	0 \$	s/o
2020-2021	0	0 \$	s/o
2021-2022	0	0 \$	s/o

Tableau 2.14
Ministère de l'Éducation (Secrétariat à la condition féminine)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2021-2022

	Mission globale		Ententes de service		Projets ponctuels		Projets COVID-19		Total
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	\$
2001-2002	0	0,0	0	0,0	1 000 000	100,0			1 000 000
2002-2003	0	0,0	0	0,0	1 000 000	100,0			1 000 000
2003-2004	0	0,0	0	0,0	920 000	100,0			920 000
2004-2005	0	0,0	0	0,0	934 200	100,0			934 200
2005-2006	0	0,0	0	0,0	950 800	100,0			950 800
2006-2007	0	0,0	0	0,0	956 480	100,0			956 480
2007-2008	0	0,0	360 000	26,9	978 000	73,1			1 338 000
2008-2009	0	0,0	360 000	21,3	1 328 000	78,7			1 688 000
2009-2010	0	0,0	360 000	20,9	1 363 000	79,1			1 723 000
2010-2011	0	0,0	360 000	21,3	1 327 000	78,7			1 687 000
2011-2012	0	0,0	360 000	20,1	1 431 060	79,9			1 791 060
2012-2013	0	0,0	360 000	19,6	1 474 860	80,4			1 834 860
2013-2014	0	0,0	360 000	29,7	853 535	70,3			1 213 535
2014-2015	0	0,0	360 000	29,7	853 535	70,3			1 213 535
2015-2016	0	0,0	360 000	12,0	2 633 174	88,0			2 993 174
2016-2017	0	0,0	360 000	8,5	3 868 761	91,5			4 228 761
2017-2018	0	0,0	540 000	10,9	4 426 481	89,1			4 966 481
2018-2019	0	0,0	540 000	9,3	5 273 191	90,7			5 813 191
2019-2020	0	0,0	0	0,0	8 278 562	100,0			8 278 562
2020-2021	0	0,0	0	0,0	6 670 650	81,0	1 562 516	19,0	8 233 166
2021-2022	0	0,0	0	0,0	9 853 593	92,9	756 452	7,1	10 610 045

Source : SACAIS, *Soutien financier gouvernemental en action communautaire. État de situation (annuel).*

Graphique 2.14
Ministère de l'Éducation (Secrétariat à la condition féminine)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2021-2022



2.15 Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

Le budget destiné à la mise en œuvre de la Politique en action communautaire a été utilisé pour soutenir la mission de quelques organismes nationaux et régionaux en action communautaire autonome pendant les premières années. Le budget ayant été épuisé en 2005, le programme de soutien à la mission a été aboli. Le nouveau programme mis en place en 2007-2008 pour soutenir la mission de six organismes nationaux s'est graduellement rétréci pour disparaître en 2017-2018 et réapparaître en 2018-2019 avec un financement un peu plus élevé, mais réparti entre 10 organismes nationaux. Le financement à la mission d'organismes régionaux est toujours absent.

Le ministère prétend qu'il soutient la mission d'un nombre plus élevé d'organismes communautaires, soit celle des conseils régionaux de l'environnement et de leur regroupement (7,1 millions\$ à 17 organismes) ainsi que celle des tables de concertation régionales (625 000\$ à 5 organismes) et des organismes de bassin (15 millions\$ à 41 organismes). Le RQ-ACA a déjà émis des avis contraires, spécifiant qu'il ne considère pas ces groupes comme des organismes communautaires, ce qui se reflète dans notre présentation des données. Il en résulte que la proportion du financement en soutien à la mission est minime par rapport aux sommes attribuées aux autres modes de financement, en particulier celui par projets, ce qui contrevient à un des principes fondamentaux de la Politique, soit la prépondérance du financement en appui à la mission globale.

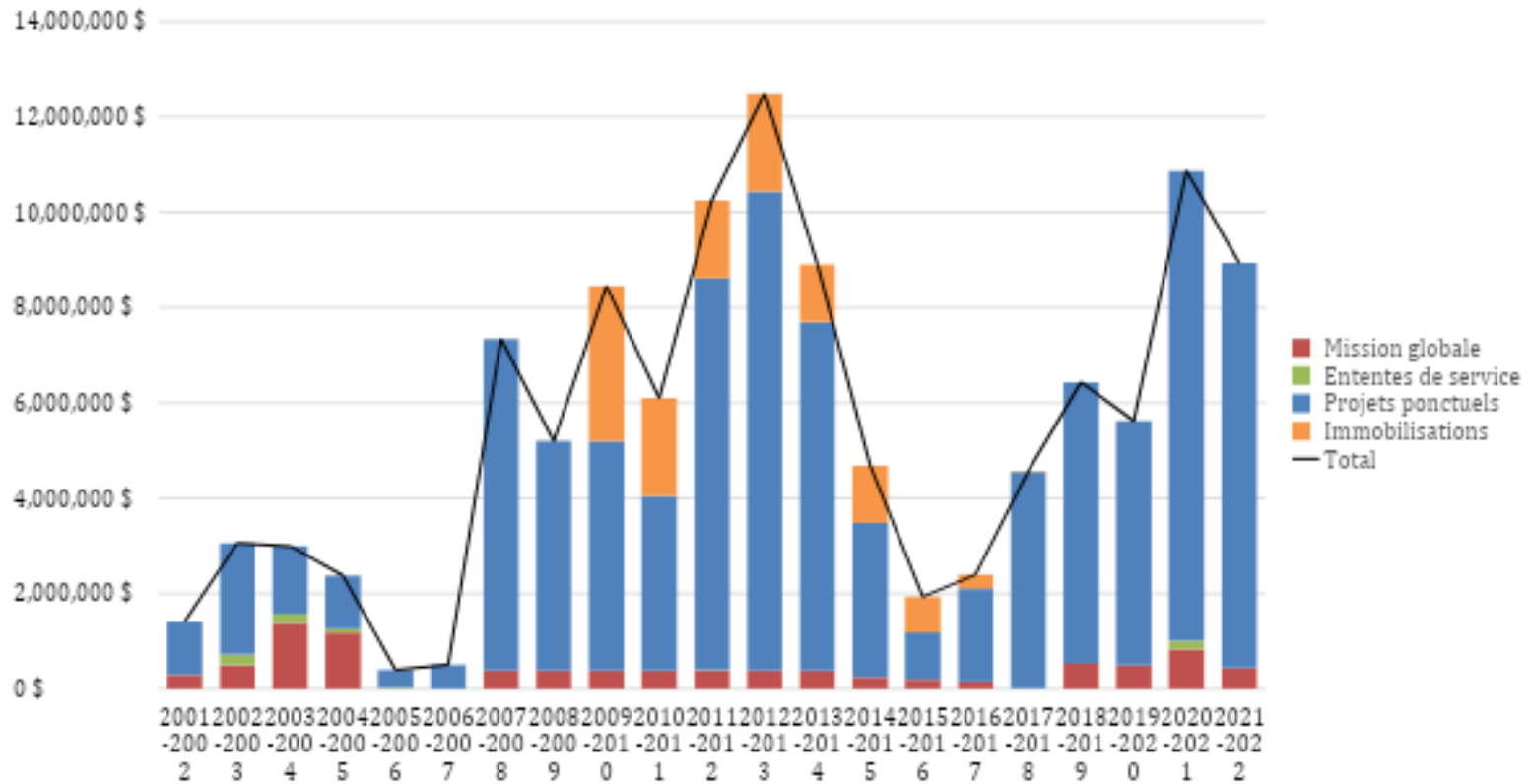
Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (Environnement)			
	Nombre d'organismes en soutien à la mission globale	Moyenne du soutien financier à la mission globale	Médiane du soutien financier à la mission globale
2004-2005	43	27 477 \$	n/d
2005-2006	0	0 \$	s/o
2006-2007	0	0 \$	s/o
2007-2008	6	65 000 \$	65 000 \$
2008-2009	6	65 000 \$	65 000 \$
2009-2010	6	65 000 \$	65 000 \$
2010-2011	6	65 000 \$	65 000 \$
2011-2012	6	65 000 \$	65 000 \$
2012-2013	6	65 000 \$	65 000 \$
2013-2014	6	65 000 \$	65 000 \$
2014-2015	4	62 000 \$	62 000 \$
2015-2016	5	40 000 \$	40 000 \$
2016-2017	4	40 000 \$	40 000 \$
2017-2018	0	0 \$	s/o
2018-2019	10	54 000 \$	55 555 \$
2019-2020	9	55 555 \$	55 555 \$
2020-2021	8	101 794 \$	55 555 \$
2021-2022	8	55 555 \$	55 555 \$

Tableau 2.15
Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2021-2022

	Mission globale		Ententes de service		Projets ponctuels		Immobilisations		Total
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	\$
2001-2002	300 000	21,3	0	0,0	1 106 647	78,7	0	0,0	1 406 647
2002-2003	500 000	16,4	224 556	7,3	2 330 742	76,3	0	0,0	3 055 298
2003-2004	1 385 508	46,2	189 904	6,3	1 421 638	47,4	0	0,0	2 997 050
2004-2005	1 181 508	49,8	77 202	3,3	1 115 885	47,0	0	0,0	2 374 595
2005-2006	0	0,0	22 500	5,6	379 351	94,4	0	0,0	401 851
2006-2007	0	0,0	0	0,0	506 330	100,0	0	0,0	506 330
2007-2008	390 000	5,3	0	0,0	6 949 142	94,7	0	0,0	7 339 142
2008-2009	390 000	7,5	0	0,0	4 805 346	92,5	0	0,0	5 195 346
2009-2010	390 000	4,6	0	0,0	4 808 561	56,9	3 251 271	38,5	8 449 832
2010-2011	390 000	6,4	0	0,0	3 654 287	59,9	2 054 339	33,7	6 098 626
2011-2012	390 000	3,8	5 000	0,0	8 221 330	80,2	1 628 552	15,9	10 244 882
2012-2013	390 000	3,1	0	0,0	10 045 441	80,4	2 054 960	16,5	12 490 401
2013-2014	390 000	4,4	0	0,0	7 308 507	82,1	1 202 325	13,5	8 900 832
2014-2015	250 000	5,3	0	0,0	3 233 409	69,0	1 202 325	25,7	4 685 734
2015-2016	200 000	10,3	0	0,0	987 756	51,1	746 353	38,6	1 934 109
2016-2017	160 000	6,7	0	0,0	1 948 800	81,2	290 164	12,1	2 398 964
2017-2018	0	0,0	0	0,0	4 559 391	99,7	14 255	0,3	4 573 646
2018-2019	539 995	8,4	0	0,0	5 892 997	91,6	0	0,0	6 432 992
2019-2020	499 995	8,9	1 000	0,0	5 119 382	91,1	0	0,0	5 620 377
2020-2021	833 325	7,7	180 000	1,6	9 846 267	90,7	0	0,0	10 859 592
2021-2022	444 440	5,0	0	1,7	8 485 230	95,0	0	0,0	8 929 670

Source : SACAIS, *Soutien financier gouvernemental en action communautaire. État de situation* (annuel) et Avis du RQ-ACA sur l'État de situation.

Graphique 2.15
Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2021-2022



2.16 Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration

Même si la proportion du soutien à la mission s'est maintenue à un niveau très bas, soit en deçà de 10 % depuis 2003-2004, l'augmentation de l'enveloppe du *Programme Soutien à la mission* a connu une hausse substantielle, faisant ainsi presque tripler le soutien financier moyen (moins de 52 000\$ en 2018-2019 à plus de 130 000\$ en 2021-2022). Ce sont les ententes de service qui occupent la plus grande part du financement de ce ministère par l'entremise du *Programme d'accompagnement et de soutien à l'intégration* (50 millions\$ en 2021-2022). Quant au financement par projet, il est concentré dans le *Programme d'appui aux collectivités* avec une somme de 8,2 millions\$.

Il importe de souligner que le nombre d'organismes recevant du financement en ententes de service (104) ou pour des projets (89) dépasse largement le nombre soutenu pour leur mission (41), ce qui contrevient fortement à un principe important de la Politique, soit que le financement en appui à la mission globale devrait constituer une portion prépondérante du financement global accordé par le gouvernement.

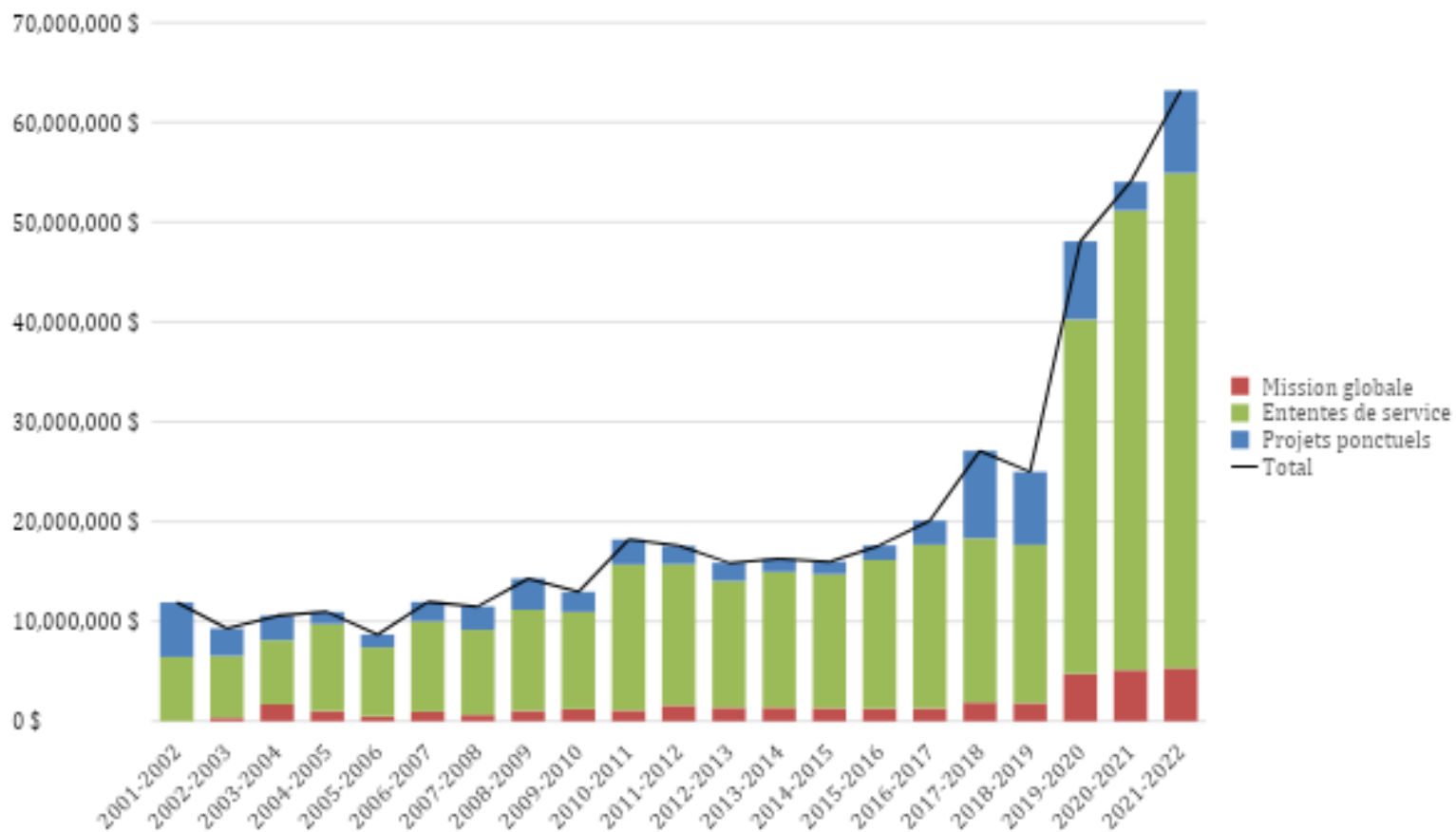
Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration			
	Nombre d'organismes en soutien à la mission globale	Moyenne du soutien financier à la mission globale	Médiane du soutien financier à la mission globale
2004-2005	43	23 632 \$	8 548 \$
2005-2006	19	26 371 \$	12 310 \$
2006-2007	20	47 709 \$	28 834 \$
2007-2008	17	37 354 \$	16 413 \$
2008-2009	35	29 681 \$	15 000 \$
2009-2010	34	35 913 \$	15 300 \$
2010-2011	33	42 751 \$	15 606 \$
2011-2012	32	49 337 \$	28 860 \$
2012-2013	33	49 337 \$	25 000 \$
2013-2014	32	42 336 \$	25 000 \$
2014-2015	31	42 127 \$	25 000 \$
2015-2016	30	42 269 \$	25 000 \$
2016-2017	31	41 530 \$	25 000 \$
2017-2018	36	52 219 \$	28 622 \$
2018-2019	35	51 905 \$	27 324 \$
2019-2020	36	131 673 \$	115 000 \$
2020-2021	41	124 841 \$	115 000 \$
2021-2022	41	130 046 \$	125 000 \$

Tableau 2.16
Ministère l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2021-2022

	Mission globale		Ententes de service		Projets ponctuels		Total
	\$	%	\$	%	\$	%	\$
2001-2002	0	0,0	6 439 450	54,1	5 457 363	45,9	11 896 813
2002-2003	368 000	4,0	6 180 000	66,5	2 744 187	29,5	9 292 187
2003-2004	1 681 094	15,9	6 442 400	60,9	2 446 872	23,1	10 570 366
2004-2005	1 016 178	9,3	8 730 936	79,7	1 201 641	11,0	10 948 755
2005-2006	501 043	5,8	6 898 720	79,5	1 278 849	14,7	8 678 612
2006-2007	954 175	8,0	9 062 778	75,9	1 928 849	16,1	11 945 802
2007-2008	636 717	5,5	8 523 267	74,1	2 335 813	20,3	11 495 797
2008-2009	1 038 843	7,3	10 120 892	70,8	3 128 599	21,9	14 288 334
2009-2010	1 221 044	9,4	9 729 601	75,1	2 005 333	15,5	12 955 978
2010-2011	1 080 780	5,9	14 617 197	80,3	2 503 425	13,8	18 201 402
2011-2012	1 578 769	9,0	14 157 770	80,6	1 830 690	10,4	17 567 229
2012-2013	1 347 706	8,5	12 705 382	80,1	1 818 119	11,5	15 871 207
2013-2014	1 354 760	8,3	13 606 520	83,7	1 291 767	7,9	16 253 047
2014-2015	1 305 930	8,2	13 427 160	84,0	1 260 057	7,9	15 993 147
2015-2016	1 268 066	7,2	14 884 691	84,5	1 462 493	8,3	17 615 250
2016-2017	1 287 443	6,4	16 394 999	81,6	2 421 741	12,0	20 104 183
2017-2018	1 879 870	6,9	16 461 843	60,8	8 753 463	32,3	27 095 176
2018-2019	1 816 672	7,3	15 866 962	63,5	7 301 226	29,2	24 984 860
2019-2020	4 740 216	9,9	35 513 954	73,9	7 825 120	16,3	48 079 290
2020-2021	5 118 486	9,5	46 056 138	85,2	2 870 846	5,3	54 045 470
2021-2022	5 331 902	8,4	49 585 653	78,5	8 280 458	13,1	63 198 013

Source : SACAIS, *Soutien financier gouvernemental en action communautaire. État de situation* (annuel).

Graphique 2.16
Ministère l'Immigration, de la Francisation et de l'intégration
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2021-2022



2.17 Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (Régions)

Jusqu'en 2016-2017, le seul programme en cause pour le volet régions de ce ministère était le *Fonds conjoncturel de développement* (FCD). Depuis 2020-2021, c'est le *Fonds régions et ruralité* qui offre du financement, très minime, à seulement 16 organismes communautaires, dont la grande partie est attribuée à des projets d'immobilisation.

Aucun programme de soutien à la mission globale n'est offert aux organismes d'action communautaire autonome par le volet régions de ce ministère.

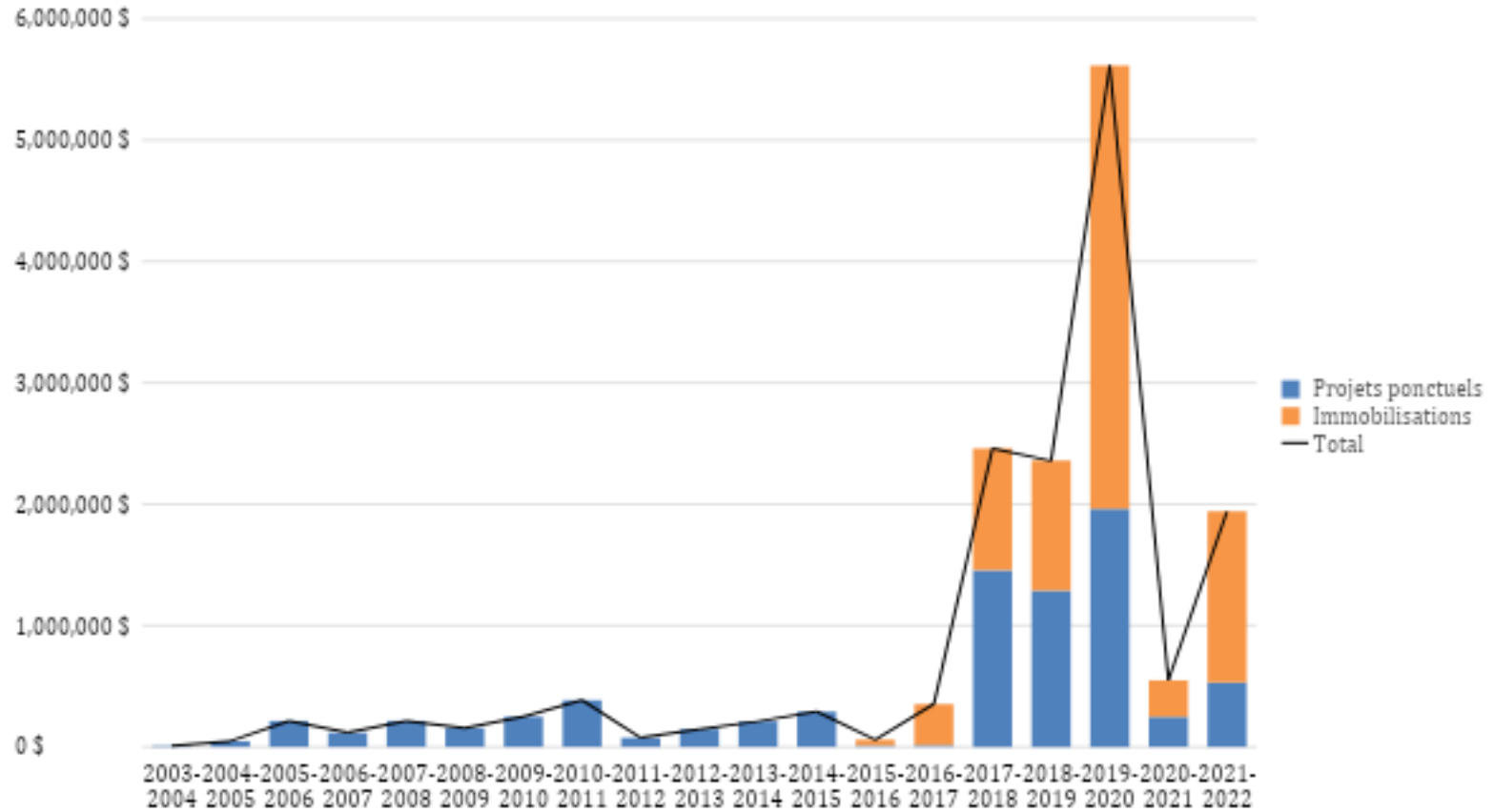
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (Régions)			
	Nombre d'organismes en soutien à la mission globale	Moyenne du soutien financier à la mission globale	Médiane du soutien financier à la mission globale
2003-2004	0	0 \$	s/o
2004-2005	0	0 \$	s/o
2005-2006	0	0 \$	s/o
2006-2007	0	0 \$	s/o
2007-2008	0	0 \$	s/o
2008-2009	0	0 \$	s/o
2009-2010	0	0 \$	s/o
2010-2011	0	0 \$	s/o
2011-2012	0	0 \$	s/o
2012-2013	0	0 \$	s/o
2013-2014	0	0 \$	s/o
2014-2015	0	0 \$	s/o
2015-2016	0	0 \$	s/o
2016-2017	0	0 \$	s/o
2017-2018	0	0 \$	s/o
2018-2019	0	0 \$	s/o
2019-2020	0	0 \$	s/o
2020-2021	0	0 \$	s/o
2021-2022	0	0 \$	s/o

Tableau 2.17
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (Régions)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2003-2004 à 2021-2022

	Mission globale		Ententes de service		Projets ponctuels		Immobilisations		Total
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	\$
2003-2004	0	0,0	0	0,0	9 000	100,0	0	0,0	9 000
2004-2005	0	0,0	0	0,0	47 812	100,0	0	0,0	47 812
2005-2006	0	0,0	0	0,0	214 725	100,0	0	0,0	214 725
2006-2007	0	0,0	0	0,0	117 000	100,0	0	0,0	117 000
2007-2008	0	0,0	0	0,0	214 500	100,0	0	0,0	214 500
2008-2009	0	0,0	0	0,0	156 616	100,0	0	0,0	156 616
2009-2010	0	0,0	0	0,0	248 375	100,0	0	0,0	248 375
2010-2011	0	0,0	0	0,0	384 750	100,0	0	0,0	384 750
2011-2012	0	0,0	0	0,0	75 000	100,0	0	0,0	75 000
2012-2013	0	0,0	0	0,0	146 632	100,0	0	0,0	146 632
2013-2014	0	0,0	0	0,0	210 170	100,0	0	0,0	210 170
2014-2015	0	0,0	0	0,0	290 935	100,0	0	0,0	290 935
2015-2016	0	0,0	0	0,0	12 510	21,1	46 850	78,9	59 360
2016-2017	0	0,0	0	0,0	15 215	4,3	337 520	95,7	352 735
2017-2018	0	0,0	0	0,0	1 456 936	59,2	1 002 685	40,8	2 459 621
2018-2019	0	0,0	0	0,0	1 290 984	54,8	1 066 355	45,2	2 357 339
2019-2020	0	0,0	0	0,0	1 960 432	34,9	3 653 284	65,1	5 613 716
2020-2021	0	0,0	0	0,0	248 646	45,3	300 000	54,7	548 646
2021-2022	0	0,0	0	0,0	532 500	27,5	1 406 914	72,5	1 939 414

Source : SACAIS, *Soutien financier gouvernemental en action communautaire. État de situation (annuel)*.

Graphique 2.17
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (Régions)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2003-2004 à 2021-2022



2.18 Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (Secrétariat à la région métropolitaine)

Jusqu'en 2009-2010, le Secrétariat à la région métropolitaine n'offrait du financement que par un seul programme, soit celui du *Fonds de développement de la Métropole*, qui n'était pas uniquement destiné aux organismes communautaires et qui était entièrement consacré à soutenir des projets ponctuels. Le Fonds a pris fin le 31 mars 2011 et aucune somme n'a été versée aux organismes communautaires en 2010-2011. Il a été remplacé le 1^{er} avril 2011 par le *Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole* qui a réparti son soutien financier entre les projets ponctuels et les immobilisations pendant quelques années. Depuis 2016-2017, les projets d'infrastructures (immobilisation) n'étant plus admissibles au Fonds, l'entièreté du financement est concentrée, en 2021-2022 aux projets ponctuels de 16 organismes communautaires, soit 4 de plus que l'année précédente, mais avec un budget moindre.

Aucun programme de soutien à la mission n'est offert par le Secrétariat à la Région métropolitaine, ce qui contrevient fortement à un principe important de la Politique, soit que le financement en appui à la mission globale devrait constituer une portion prépondérante du financement accordé par le gouvernement.

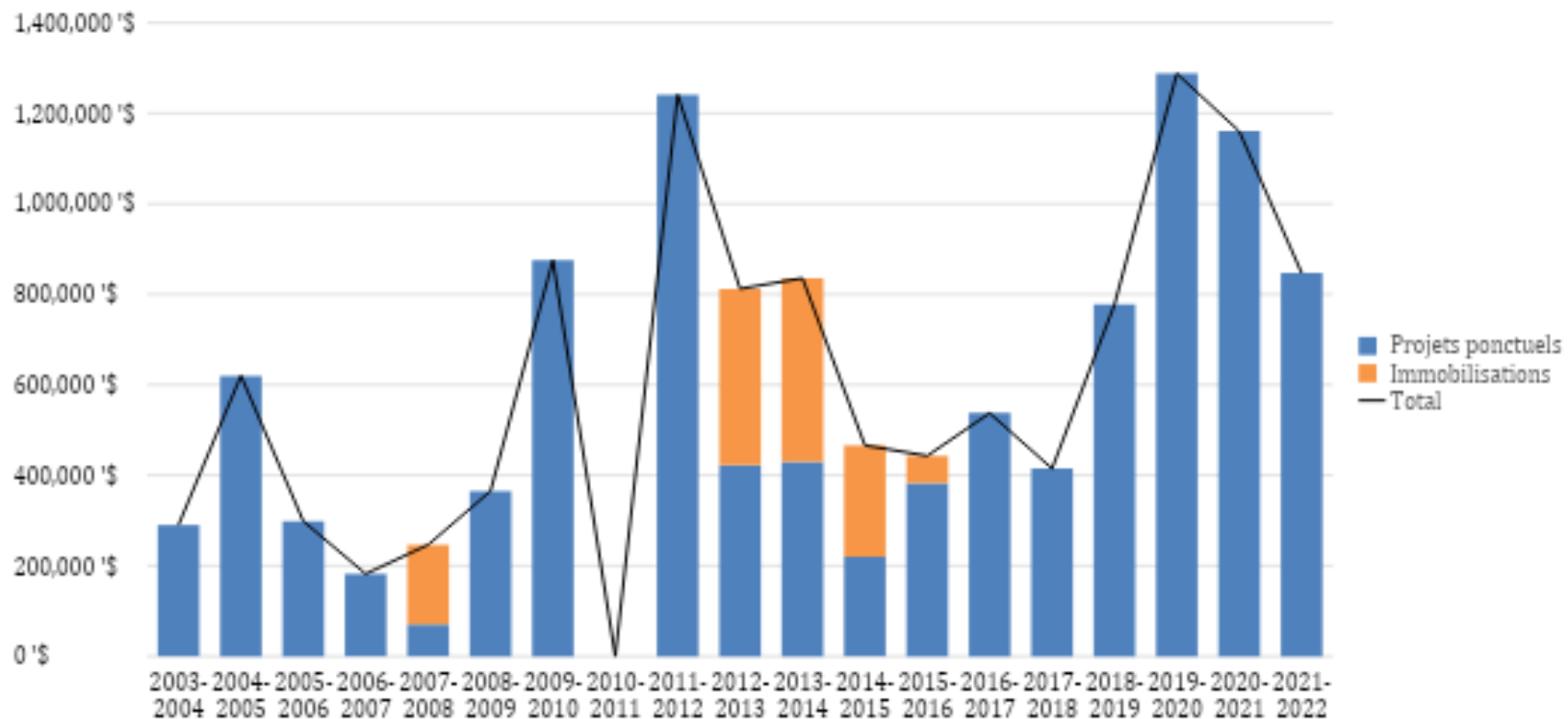
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (Secrétariat à la Région métropolitaine)			
	Nombre d'organismes en soutien à la mission globale	Moyenne du soutien financier à la mission globale	Médiane du soutien financier à la mission globale
2003-2004	0	0 \$	s/o
2004-2005	0	0 \$	s/o
2005-2006	0	0 \$	s/o
2006-2007	0	0 \$	s/o
2007-2008	0	0 \$	s/o
2008-2009	0	0 \$	s/o
2009-2010	0	0 \$	s/o
2010-2011	0	0 \$	s/o
2011-2012	0	0 \$	s/o
2012-2013	0	0 \$	s/o
2013-2014	0	0 \$	s/o
2014-2015	0	0 \$	s/o
2015-2016	0	0 \$	s/o
2016-2017	0	0 \$	s/o
2017-2018	0	0 \$	s/o
2018-2019	0	0 \$	s/o
2019-2020	0	0 \$	s/o
2020-2021	0	0 \$	s/o
2021-2022	0	0 \$	s/o

Tableau 2.18
Ministère des Affaires municipales et de l’Habitation (Secrétariat à la région métropolitaine)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l’action communautaire, 2003-2004 à 2021-2022

	Mission globale		Ententes de service		Projets ponctuels		Immobilisations		Total
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	\$
2003-2004	0	0,0	0	0,0	290 000	100,0	0	0,0	290 000
2004-2005	0	0,0	0	0,0	620 000	100,0	0	0,0	620 000
2005-2006	0	0,0	0	0,0	298 500	100,0	0	0,0	298 500
2006-2007	0	0,0	0	0,0	182 000	100,0	0	0,0	182 000
2007-2008	0	0,0	0	0,0	70 500	28,6	175 775	71,4	246 275
2008-2009	0	0,0	0	0,0	365 000	100,0	0	0,0	365 000
2009-2010	0	0,0	0	0,0	875 500	100,0	0	0,0	875 500
2010-2011	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0	0,0	0
2011-2012	0	0,0	0	0,0	1 241 304	100,0	0	0,0	1 241 304
2012-2013	0	0,0	0	0,0	423 000	52,1	389 271	47,9	812 271
2013-2014	0	0,0	0	0,0	430 190	51,5	405 300	48,5	835 490
2014-2015	0	0,0	0	0,0	219 950	47,2	246 190	52,8	466 140
2015-2016	0	0,0	0	0,0	382 900	86,5	60 000	13,5	442 900
2016-2017	0	0,0	0	0,0	537 469	100,0	0	0,0	537 469
2017-2018	0	0,0	0	0,0	414 826	100,0	0	0,0	414 826
2018-2019	0	0,0	0	0,0	777 187	100,0	0	0,0	777 187
2019-2020	0	0,0	0	0,0	1 287 941	100,0	0	0,0	1 287 941
2020-2021	0	0,0	0	0,0	1 160 500	100,0	0	0,0	1 160 500
2021-2022	0	0,0	0	0,0	847 104	100,0	0	0,0	847 104

Source : SACAIS, *Soutien financier gouvernemental en action communautaire. État de situation* (annuel).

Graphique 2.17
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (Secrétariat à la région métropolitaine)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2003-2004 à 2021-2022



2.19 Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (Société d'habitation du Québec)

L'augmentation du financement total jusqu'en 2004-2005 était due à la croissance des sommes attribuées aux ententes de service dans le cadre du *Programme AccèsLogis*. À compter du 1^{er} avril 2005, ce programme n'a plus été pris en considération dans l'*État de situation*, la Société d'habitation du Québec (SHQ) ayant établi que les sommes attribuées à ce programme ne pouvaient s'apparenter aux ententes de service, tel que défini dans la Politique gouvernementale.

La totalité du financement attribué aux organismes communautaires par la SHQ s'inscrit dans le cadre du *Programme d'aide aux organismes communautaires en habitation*, avec la quasi-totalité accordée en soutien à la mission globale (96% en 2021-2022). L'enveloppe totale, qui stagnait depuis 15 ans à 1,5 million\$, a fait un bond en 2019-2020 pour se maintenir au-delà de 5 millions\$ dans les deux dernières années, et ce, grâce à un soutien à la mission bonifié, faisant tripler et même quadrupler, la moyenne de ce mode de financement destiné aux organismes communautaires.

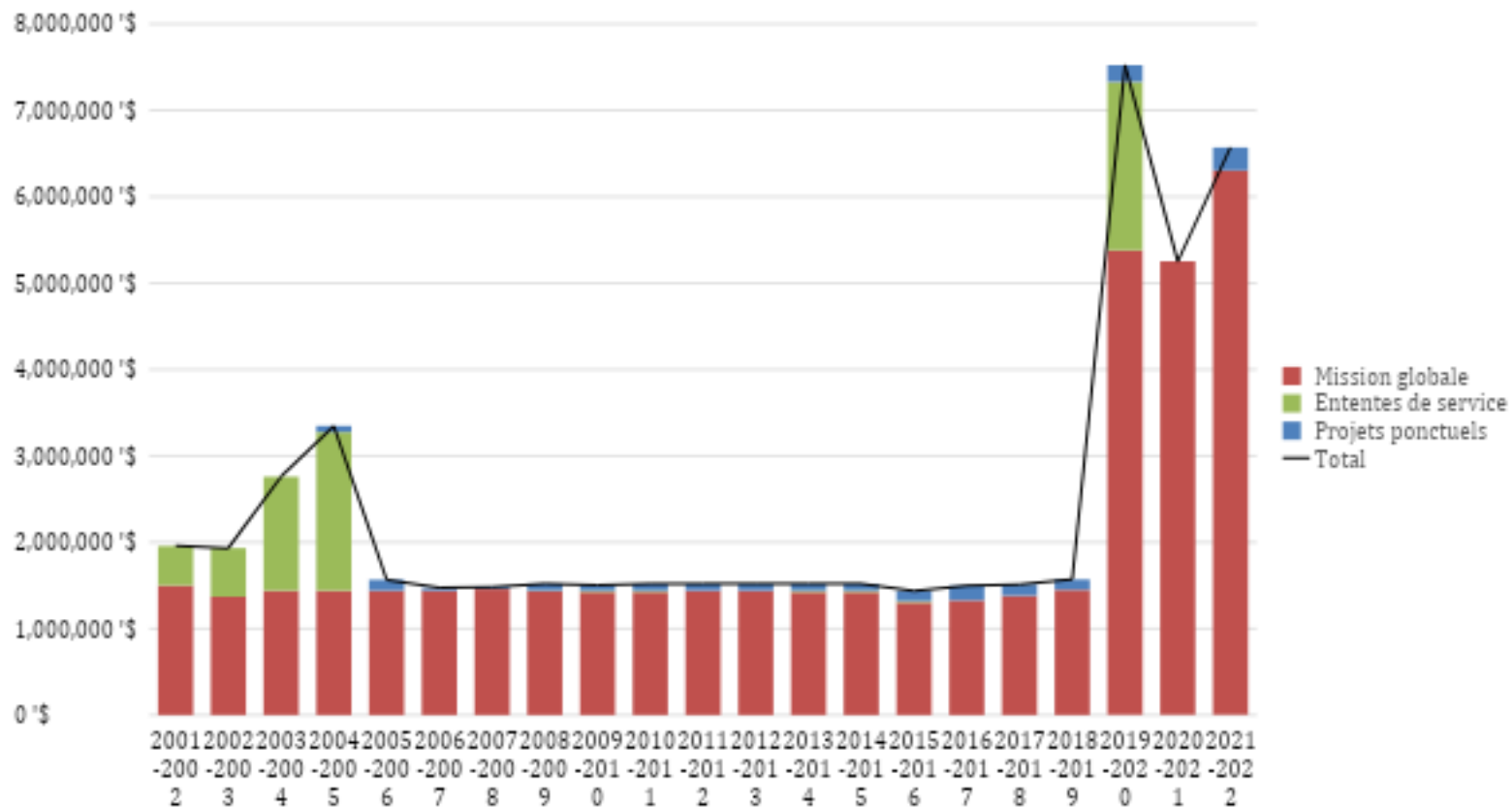
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (Société d'habitation du Québec)			
	Nombre d'organismes en soutien à la mission globale	Moyenne du soutien financier à la mission globale	Médiane du soutien financier à la mission globale
2004-2005	47	30 647 \$	29 700 \$
2005-2006	47	30 647 \$	29 700 \$
2006-2007	46	31 313 \$	29 700 \$
2007-2008	45	31 776 \$	29 700 \$
2008-2009	44	32 611 \$	30 205 \$
2009-2010	44	32 328 \$	29 700 \$
2010-2011	44	32 328 \$	29 066 \$
2011-2012	46	31 313 \$	29 066 \$
2012-2013	46	31 313 \$	29 066 \$
2013-2014	45	31 582 \$	29 066 \$
2014-2015	45	31 582 \$	29 066 \$
2015-2016	44	29 572 \$	26 285 \$
2016-2017	46	28 877 \$	26 004 \$
2017-2018	44	31 421 \$	27 723 \$
2018-2019	45	32 222 \$	27 844 \$
2019-2020	19	109 796 \$	90 000 \$
2020-2021	48	109 375 \$	100 000 \$
2021-2022	47	134 149 \$	130 000 \$

Tableau 2.19
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (Société d'habitation du Québec)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2021-2022

	Mission globale		Ententes de service		Projets ponctuels		Total
	\$	%	\$	%	\$	%	\$
2001-2002	1 500 000	76,7	456 194	23,3		0,0	1 956 194
2002-2003	1 369 419	70,8	563 502	29,2		0,0	1 932 921
2003-2004	1 440 398	52,2	1 318 932	47,8		0,0	2 759 330
2004-2005	1 440 398	43,0	1 834 994	54,8	72 000	2,2	3 347 392
2005-2006	1 440 398	91,9	0	0,0	126 250	8,1	1 566 648
2006-2007	1 440 398	97,9	0	0,0	31 250	2,1	1 471 648
2007-2008	1 457 568	98,1	0	0,0	27 670	1,9	1 485 238
2008-2009	1 434 898	94,3	5 500	0,4	80 750	5,3	1 521 148
2009-2010	1 422 436	94,5	17 500	1,2	65 000	4,3	1 504 936
2010-2011	1 422 426	93,6	17 500	1,2	80 000	5,3	1 519 926
2011-2012	1 440 398	94,7	0	0,0	80 000	5,3	1 520 398
2012-2013	1 440 398	94,7	0	0,0	80 000	5,3	1 520 398
2013-2014	1 421 175	93,5	19 223	1,3	80 000	5,3	1 520 398
2014-2015	1 421 175	93,5	19 223	1,3	80 000	5,3	1 520 398
2015-2016	1 301 175	90,5	19 223	1,3	117 410	8,2	1 437 808
2016-2017	1 328 351	88,7	0	0,0	168 826	11,3	1 497 177
2017-2018	1 382 531	91,4	0	0,0	129 515	8,6	1 512 046
2018-2019	1 449 999	92,4	0	0,0	120 000	7,6	1 569 999
2019-2020	5 380 000	71,5	1 950 000	25,9	194 000	2,6	7 524 000
2020-2021	5 250 000	100,0	0	0,0	0	0,0	5 250 000
2021-2022	6 305 000	96,0	0	0,0	265 000	4,0	6 570 000

Source : SACAIS, *Soutien financier gouvernemental en action communautaire. État de situation* (annuel).

Graphique 2.19
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (Société d'habitation du Québec)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2021-2022



2.20 Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (Faune)

Le soutien financier de ce ministère n'a été pris en compte qu'à partir de 2013-2014. Jusqu'en 2019-2020, la plus grande partie du financement était attribuable à une entente de service avec la Fédération québécoise pour le saumon. Avec 121 000\$ répartis à 6 organismes, le soutien à la mission occupe une place minime dans le financement de ce ministère aux organismes communautaires, ce qui contrevient fortement à un principe important de la Politique, soit que le financement en appui à la mission globale devrait constituer une portion prépondérante du financement accordé par le gouvernement.

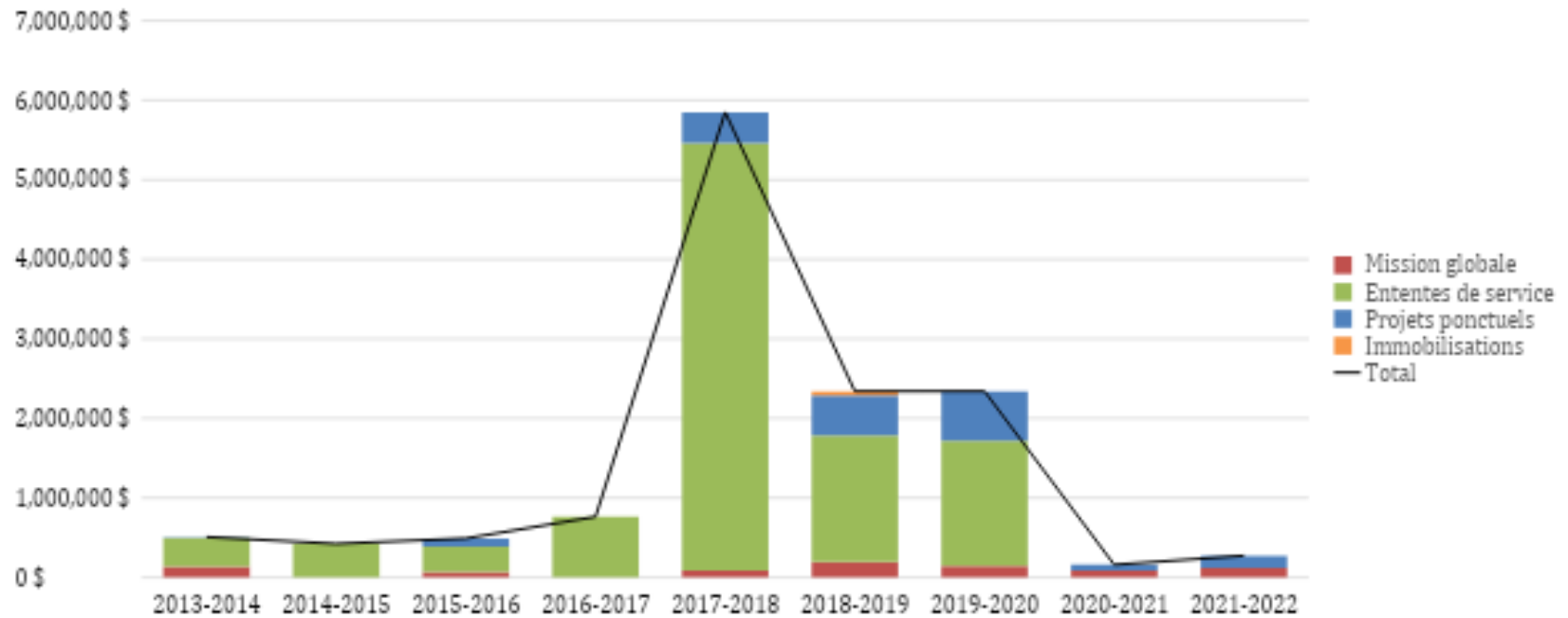
Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (Faune)			
	Nombre d'organismes en soutien à la mission globale	Moyenne du soutien financier à la mission globale	Médiane du soutien financier à la mission globale
2013-2014	2	70 000 \$	70 000 \$
2014-2015	0	0 \$	s/o
2015-2016	1	70 000 \$	70 000 \$
2016-2017	0	0 \$	s/o
2017-2018	3	27 667 \$	30 000 \$
2018-2019	5	38 200 \$	40 000 \$
2019-2020	5	29 200 \$	25 000 \$
2020-2021	5	16 912 \$	20 000 \$
2021-2022	6	20 167 \$	20 000 \$

Tableau 2.20
Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (Faune)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2013-2014 à 2021-2022

	Mission globale		Ententes de service		Projets ponctuels		Immobilisations		Total
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	\$
2013-2014	140 000	27,6	358 159	70,5	10 000	2,0	0	0,0	508 159
2014-2015	0	0,0	422 898	100,0	0	0,0	0	0,0	422 898
2015-2016	70 000	14,3	320 676	65,4	100 000	20,4	0	0,0	490 676
2016-2017	0	0,0	762 030	100,0	0	0,0	0	0,0	762 030
2017-2018	83 000	1,4	5 376 856	91,9	389 201	6,7	0	0,0	5 849 057
2018-2019	191 000	8,2	1 595 000	68,2	504 717	21,6	49 175	2,1	2 339 892
2019-2020	146 000	6,2	1 575 000	67,3	619 119	26,5	0	0,0	2 340 119
2020-2021	84 560	53,1	0	0,0	74 642	46,9	0	0,0	159 202
2021-2022	121 000	44,4	0	0,0	151 632	55,6	0	0,0	272 632

Source : SACAIS, *Soutien financier gouvernemental en action communautaire. État de situation (annuel)*.

Graphique 2.20
Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (Faune)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2013-2014 à 2021-2022



2.21 Ministère des Relations internationales et de la Francophonie

La prépondérance du soutien à la mission globale a longtemps été un phare lointain et inatteignable pour les organismes de coopération internationale (OCI) soutenus par ce ministère. Le financement total était même en constante décroissance jusqu'en 2019-2020 et était constitué en très grande majorité de financements par projets avec le *Programme québécois de développement international* et *Québec sans frontières*. Or, la situation s'est complètement inversée en 2021-2022 grâce à la création du *Programme Nouveau Québec sans frontières* « davantage axé sur la mission des OCI¹³ ». C'est ainsi que la part du financement consacrée à la mission globale vient maintenant de franchir la barre du 55% et que le nombre d'organismes ainsi que leur financement moyen à la mission a connu une augmentation substantielle.

Ministère des Relations internationales et de la Francophonie			
	Nombre d'organismes en soutien à la mission globale	Moyenne du soutien financier à la mission globale	Médiane du soutien financier à la mission globale
2004-2005	17	39 859 \$	35 882 \$
2005-2006	12	31 667 \$	25 000 \$
2006-2007	12	31 667 \$	25 000 \$
2007-2008	12	35 417 \$	25 000 \$
2008-2009	13	32 692 \$	25 000 \$
2009-2010	13	33 077 \$	25 000 \$
2010-2011	13	33 077 \$	25 000 \$
2011-2012	14	30 714 \$	20 000 \$
2012-2013	14	41 357 \$	30 000 \$
2013-2014	14	41 357 \$	30 000 \$
2014-2015	14	41 357 \$	30 000 \$
2015-2016	14	41 357 \$	30 000 \$
2016-2017	14	41 357 \$	30 000 \$
2017-2018	15	48 064 \$	45 000 \$
2018-2019	14	50 497 \$	45 000 \$
2019-2020	14	51 718 \$	45 000 \$
2020-2021	2	113 955 \$	113 955 \$
2021-2022	25	177 902 \$	115 000 \$

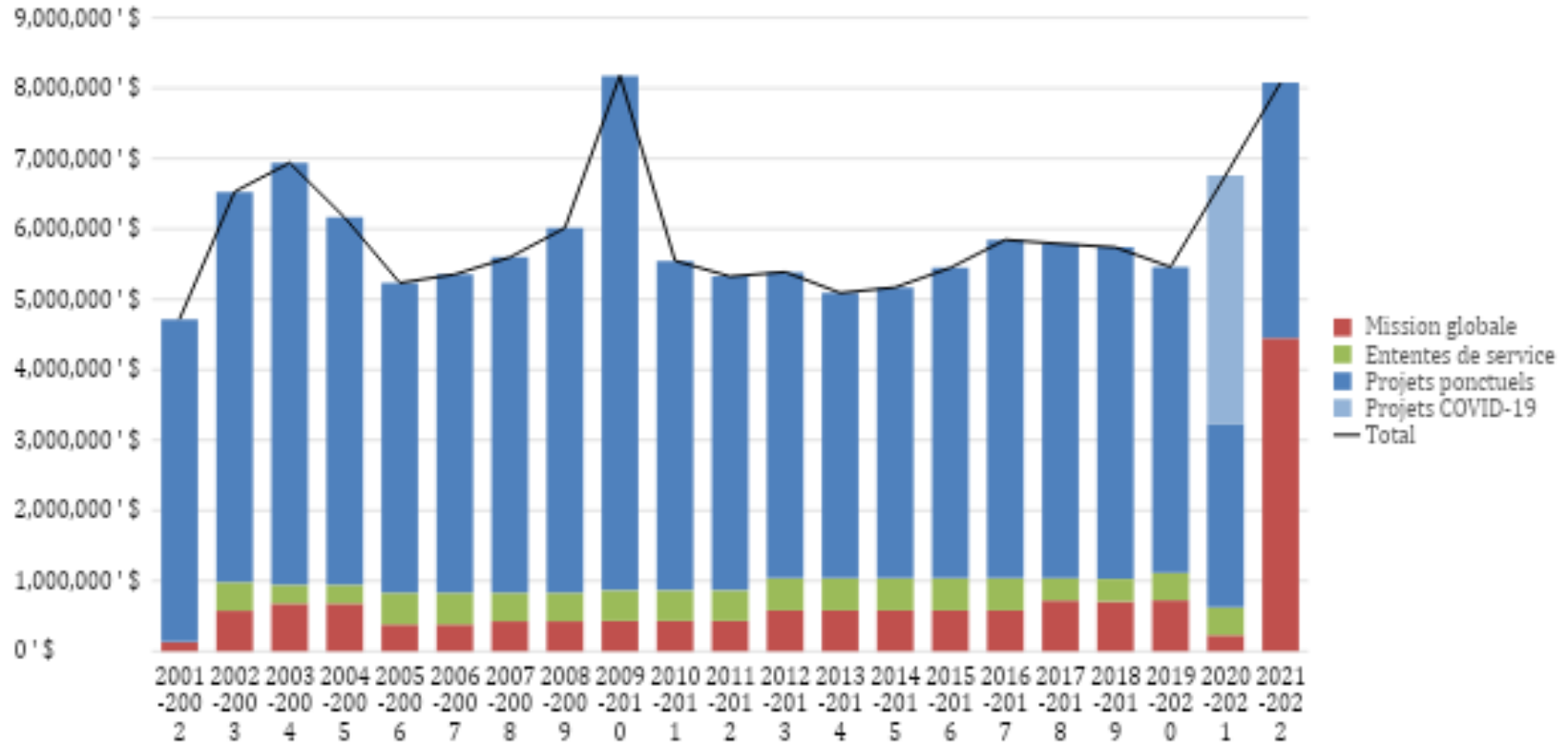
¹³ <https://www.newswire.ca/fr/news-releases/lancement-du-nouveau-quebec-sans-frontieres-le-gouvernement-du-quebec-devoile-un-nouveau-programme-en-solidarite-internationale-et-lance-son-premier-appel-a-propositions-894568547.htm>

Tableau 2.21
Ministère des Relations internationales et de la Francophonie
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2021-2022

	Mission globale		Ententes de service		Projets ponctuels		Projets COVID-19		Total
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	\$
2001-2002	130 000	2,8	0	0,0	4 587 532	97,2			4 717 532
2002-2003	575 000	8,8	405 000	6,2	5 549 113	85,0			6 529 113
2003-2004	677 610	9,8	265 000	3,8	5 996 416	86,4			6 939 026
2004-2005	677 610	11,0	265 000	4,3	5 220 245	84,7			6 162 855
2005-2006	380 000	7,3	450 000	8,6	4 404 067	84,1			5 234 067
2006-2007	380 000	7,1	450 000	8,4	4 523 980	84,5			5 353 980
2007-2008	425 000	7,6	405 000	7,2	4 766 970	85,2			5 596 970
2008-2009	425 000	7,1	405 000	6,7	5 183 437	86,2			6 013 437
2009-2010	430 000	5,3	435 000	5,3	7 313 350	89,4			8 178 350
2010-2011	430 000	7,8	435 000	7,8	4 682 678	84,4			5 547 678
2011-2012	430 000	8,1	435 000	8,2	4 460 389	83,8			5 325 389
2012-2013	579 000	10,7	456 000	8,5	4 352 745	80,8			5 387 745
2013-2014	579 000	11,4	456 000	9,0	4 056 523	79,7			5 091 523
2014-2015	579 000	11,2	456 000	8,8	4 134 854	80,0			5 169 854
2015-2016	579 000	10,6	456 000	8,4	4 412 364	81,0			5 447 364
2016-2017	579 000	9,9	456 000	7,8	4 810 272	82,3			5 845 272
2017-2018	720 962	12,5	319 000	5,5	4 747 839	82,0			5 787 801
2018-2019	706 962	12,3	319 000	5,6	4 712 341	82,1			5 738 303
2019-2020	724 052	13,3	394 000	7,2	4 341 550	79,5			5 459 602
2020-2021	227 910	3,4	394 000	5,8	2 616 042	38,7	3 521 745	52,1	6 759 697
2021-2022	4 447 538	55,1	0	0,0	3 630 353	44,9			8 077 891

Source : SACAIS, *Soutien financier gouvernemental en action communautaire. État de situation (annuel)*.

Graphique 2.21
Ministère des Relations internationales et de la Francophonie
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2021-2022



2.22 Ministère des Transports (Société de l'assurance automobile du Québec)

La totalité des sommes consacrées à l'action communautaire par la Société de l'assurance automobile du Québec relève des ententes de service relatives au soutien communautaire des personnes accidentées de la route, en augmentation constante. Deux organismes nationaux et 12 organismes régionaux se partagent la totalité du financement en ententes de service, soit une moyenne de 388 330\$ par organisme, mais qui varie toutefois beaucoup d'une région à l'autre (de 180 000\$ à plus de 1 million\$).

Aucune somme n'est versée en soutien à la mission, ce qui contrevient à un principe important de la Politique, soit que le financement en appui à la mission globale devrait constituer une portion prépondérante du financement accordé par le gouvernement.

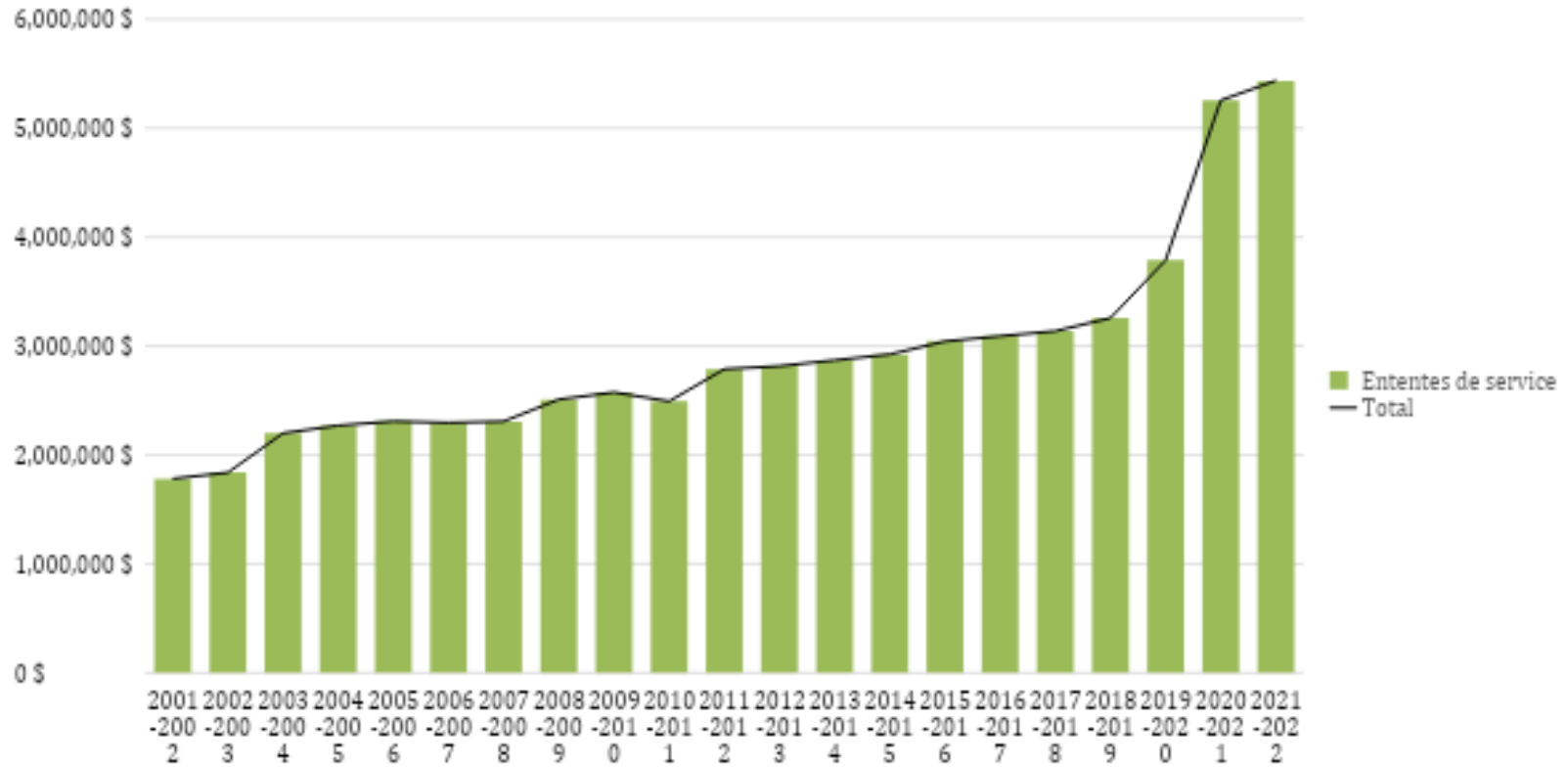
Ministère des Transports (Société de l'assurance automobile du Québec)			
	Nombre d'organismes en soutien à la mission globale	Moyenne du soutien financier à la mission globale	Médiane du soutien financier à la mission globale
2004-2005	0	0 \$	s/o
2005-2006	0	0 \$	s/o
2006-2007	0	0 \$	s/o
2007-2008	0	0 \$	s/o
2008-2009	0	0 \$	s/o
2009-2010	0	0 \$	s/o
2010-2011	0	0 \$	s/o
2011-2012	0	0 \$	s/o
2012-2013	0	0 \$	s/o
2013-2014	0	0 \$	s/o
2014-2015	0	0 \$	s/o
2015-2016	0	0 \$	s/o
2016-2017	0	0 \$	s/o
2017-2018	0	0 \$	s/o
2018-2019	0	0 \$	s/o
2019-2020	0	0 \$	s/o
2020-2021	0	0 \$	s/o
2021-2022	0	0 \$	s/o

Tableau 2.22
Ministère des Transports (Société d'assurance automobile du Québec)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2021-2022

	Mission globale		Ententes de service		Projets ponctuels		Total
	\$	%	\$	%	\$	%	\$
2001-2002	0	0,0	1 782 395	100,0	0	0,0	1 782 395
2002-2003	0	0,0	1 838 658	100,0	0	0,0	1 838 658
2003-2004	0	0,0	2 199 780	100,0	0	0,0	2 199 780
2004-2005	0	0,0	2 270 170	100,0	0	0,0	2 270 170
2005-2006	0	0,0	2 308 746	100,0	0	0,0	2 308 746
2006-2007	0	0,0	2 296 379	100,0	0	0,0	2 296 379
2007-2008	0	0,0	2 308 414	100,0	0	0,0	2 308 414
2008-2009	0	0,0	2 510 070	100,0	0	0,0	2 510 070
2009-2010	0	0,0	2 574 752	100,0	0	0,0	2 574 752
2010-2011	0	0,0	2 492 967	100,0	0	0,0	2 492 967
2011-2012	0	0,0	2 788 118	100,0	0	0,0	2 788 118
2012-2013	0	0,0	2 815 848	100,0	0	0,0	2 815 848
2013-2014	0	0,0	2 869 989	100,0	0	0,0	2 869 989
2014-2015	0	0,0	2 923 181	100,0	0	0,0	2 923 181
2015-2016	0	0,0	3 043 021	100,0	0	0,0	3 043 021
2016-2017	0	0,0	3 090 963	100,0	0	0,0	3 090 963
2017-2018	0	0,0	3 137 071	100,0	0	0,0	3 137 071
2018-2019	0	0,0	3 257 259	100,0	0	0,0	3 257 259
2019-2020	0	0,0	3 787 353	100,0	0	0,0	3 787 353
2020-2021	0	0,0	5 255 720	100,0	0	0,0	5 255 720
2021-2022	0	0,0	5 436 618	100,0	0	0,0	5 436 618

Source : SACAIS, *Soutien financier gouvernemental en action communautaire. État de situation* (annuel).

Graphique 2.22
Ministère des Transports (Société d'assurance automobile du Québec)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2021-2022



2.23 Ministère du Conseil exécutif (Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise)

Le volet « Relations avec les Québécois d'expression anglaise » du ministère n'est apparu qu'en 2018-2019 dans l'*État de situation*, avec la création du *Programme d'appui aux organismes desservant les communautés d'expression anglaise*. Après avoir été presque entièrement consacré à la mission globale des organismes dans les deux premières années (plus de 90%), le programme s'est vu bonifié d'un apport important au financement par projets à partir de 2020-2021, ce qui a contribué à la décroissance de la proportion accordée à la mission globale.

Ministère du Conseil exécutif (Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise)			
	Nombre d'organismes en soutien à la mission globale	Moyenne du soutien financier à la mission globale	Médiane du soutien financier à la mission globale
2018-2019	29	116 861 \$	40 000 \$
2019-2020	30	98 333 \$	75 000 \$
2020-2021	31	108 548 \$	75 000 \$
2021-2022	26	172 885 \$	162 775 \$

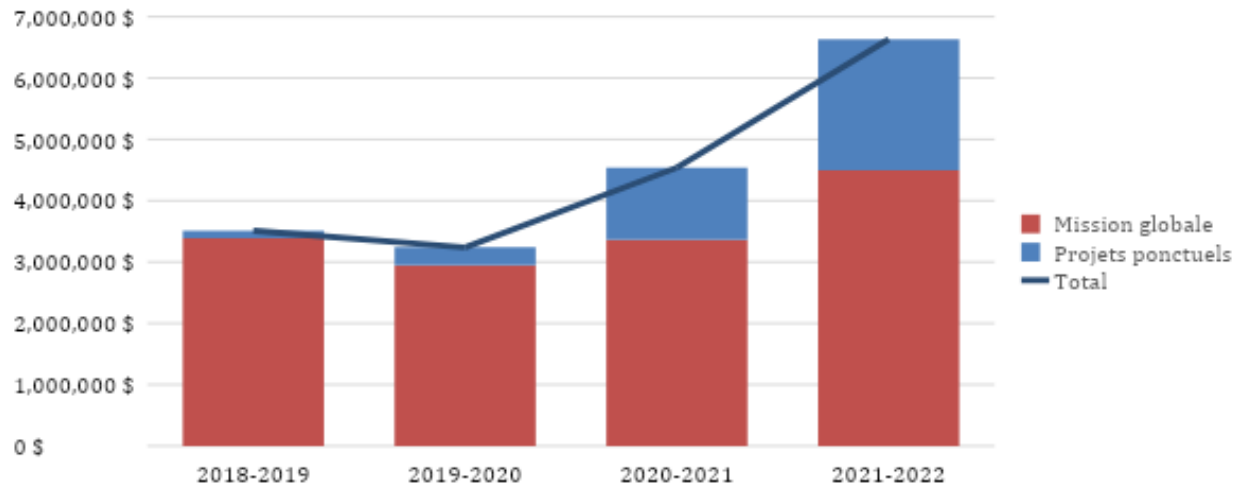
Tableau 2.23

Ministère du Conseil exécutif (Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2018-2019 à 2021-2022

	Mission globale		Ententes de service		Projets ponctuels		Total
	\$	%	\$	%	\$	%	
2018-2019	3 388 980	96,6	0	0,0	119 180	3,4	3 508 160
2019-2020	2 950 000	91,1	0	0,0	288 524	8,9	3 238 524
2020-2021	3 365 000	74,2	0	0,0	1 172 045	25,8	4 537 045
2021-2022	4 495 018	67,8	0	0,0	2 138 326	32,2	6 633 344

Source : SACAIS, *Soutien financier gouvernemental en action communautaire. État de situation* (annuel).

Graphique 2.23
Ministère du Conseil exécutif (Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2018-2019 à 2021-2022



2.24 Ministère du Conseil exécutif (Secrétariat à la jeunesse)

Le Secrétariat à la jeunesse a été pris en compte pour la première fois en 2003-2004 dans *l'État de situation*. En 2021-2022, la totalité du financement est accordé à 131 organismes sous la forme d'ententes de service par le biais des programmes *Créneau carrefour jeunesse* et *Stratégie d'action jeunesse*. Dans le cas de *Créneau carrefour jeunesse*, il s'agit d'un programme mis sur pied par le Secrétariat en collaboration avec le Réseau des carrefours jeunesse-emploi pour favoriser « la persévérance scolaire, l'autonomie personnelle et sociale ainsi que la participation des jeunes à des projets d'entrepreneuriat, de bénévolat et de volontariat¹⁴ ».

Le Secrétariat à la jeunesse n'offre aucun programme de soutien à la mission pour les organismes d'action communautaire autonome, ce qui contrevient à un principe important de la Politique, soit que le financement en appui à la mission globale devrait constituer une portion prépondérante du financement accordé par le gouvernement.

Ministère du Conseil exécutif (Secrétariat à la jeunesse)			
	Nombre d'organismes en soutien à la mission globale	Moyenne du soutien financier à la mission globale	Médiane du soutien financier à la mission globale
2003-2004	0	0 \$	s/o
2004-2005	0	0 \$	s/o
2005-2006	0	0 \$	s/o
2006-2007	0	0 \$	s/o
2007-2008	0	0 \$	s/o
2008-2009	0	0 \$	s/o
2009-2010	0	0 \$	s/o
2010-2011	0	0 \$	s/o
2011-2012	0	0 \$	s/o
2012-2013	0	0 \$	s/o
2013-2014	0	0 \$	s/o
2014-2015	0	0 \$	s/o
2015-2016	0	0 \$	s/o
2016-2017	0	0 \$	s/o
2017-2018	0	0 \$	s/o
2018-2019	0	0 \$	s/o
2019-2020	0	0 \$	s/o
2020-2021	0	0 \$	s/o
2021-2022	0	0 \$	s/o

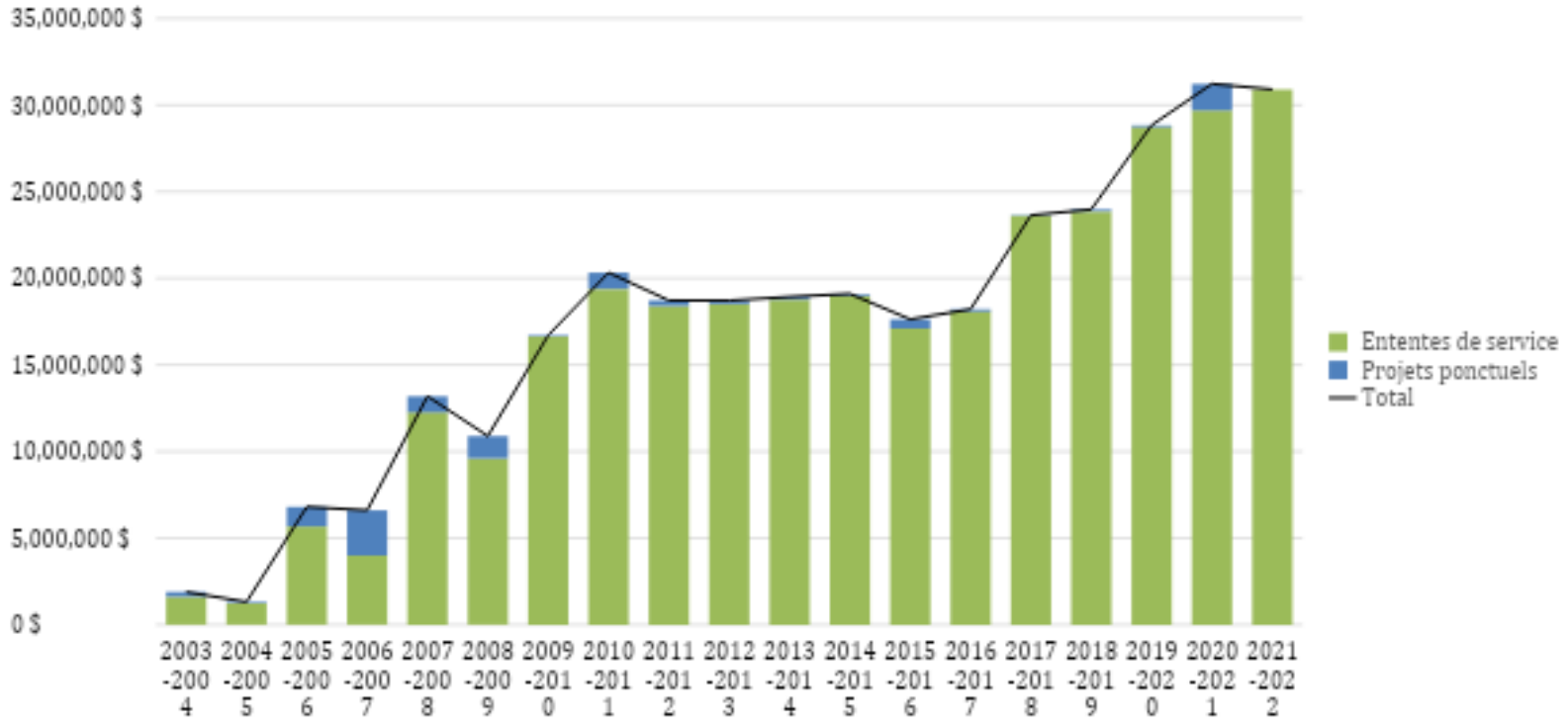
¹⁴ <https://cjeb-s.ca/projets/creneau-carrefour>

Tableau 2.24
Ministère du Conseil exécutif (Secrétariat à la jeunesse)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2003-2004 à 2021-2022

	Mission globale		Ententes de service		Projets ponctuels		Total
	\$	%	\$	%	\$	%	\$
2003-2004	0	0,0	1 617 648	85,6	272 030	14,4	1 889 678
2004-2005	0	0,0	1 226 604	93,5	85 500	6,5	1 312 104
2005-2006	0	0,0	5 672 443	83,4	1 130 300	16,6	6 802 743
2006-2007	0	0,0	3 992 352	60,5	2 611 450	39,5	6 603 802
2007-2008	0	0,0	12 262 431	93,0	926 487	7,0	13 188 918
2008-2009	0	0,0	9 603 829	88,2	1 286 838	11,8	10 890 667
2009-2010	0	0,0	16 629 482	99,5	78 764	0,5	16 708 246
2010-2011	0	0,0	19 391 080	95,4	935 013	4,6	20 326 093
2011-2012	0	0,0	18 406 940	98,3	313 518	1,7	18 720 458
2012-2013	0	0,0	18 517 426	99,0	194 096	1,0	18 711 522
2013-2014	0	0,0	18 765 344	99,1	164 255	0,9	18 929 599
2014-2015	0	0,0	19 001 572	99,5	100 000	0,5	19 101 572
2015-2016	0	0,0	17 097 193	97,0	532 500	3,0	17 629 693
2016-2017	0	0,0	18 085 354	99,3	130 000	0,7	18 215 354
2017-2018	0	0,0	23 600 167	99,8	40 000	0,2	23 640 167
2018-2019	0	0,0	23 859 407	99,5	117 500	0,5	23 976 907
2019-2020	0	0,0	28 740 475	99,7	99 000	0,3	28 839 475
2020-2021	0	0,0	29 692 551	95,1	1 530 000	4,9	31 222 551
2021-2022	0	0,0	30 905 811	100,0	0	0,0	30 905 811

Source : SACAIS, *Soutien financier gouvernemental en action communautaire. État de situation (annuel)*.

Graphique 2.24
Ministère du Conseil exécutif (Secrétariat à la jeunesse)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2003-2004 à 2021-2022



2.25 Ministère du Conseil exécutif (Secrétariat aux affaires autochtones)

Le financement du Secrétariat aux affaires autochtones est presque entièrement concentré dans le *Fonds d'initiatives autochtones*, réparti en quatre volets : *Action communautaire* pour le soutien à la mission, *Aide aux autochtones en milieu urbain* pour des projets et immobilisations, *Développement social* et *Développement économique* également pour des projets. Des tendances sont difficiles à extraire à cause des fluctuations importantes des sommes consacrées aux ententes de service, projets et immobilisations. On peut toutefois noter que le financement total accordé par le Secrétariat aux organismes communautaires est en décroissance depuis quelques années après une hausse marquée en 2017-2018 due à l'apport de sommes considérables en ententes de service et pour des immobilisations. La somme accordée à la mission globale, pour la plupart à des centres d'amitié autochtone, demeure quant à elle stable (autour de 2 millions\$) avec un financement moyen par organisme tout aussi stagnant.

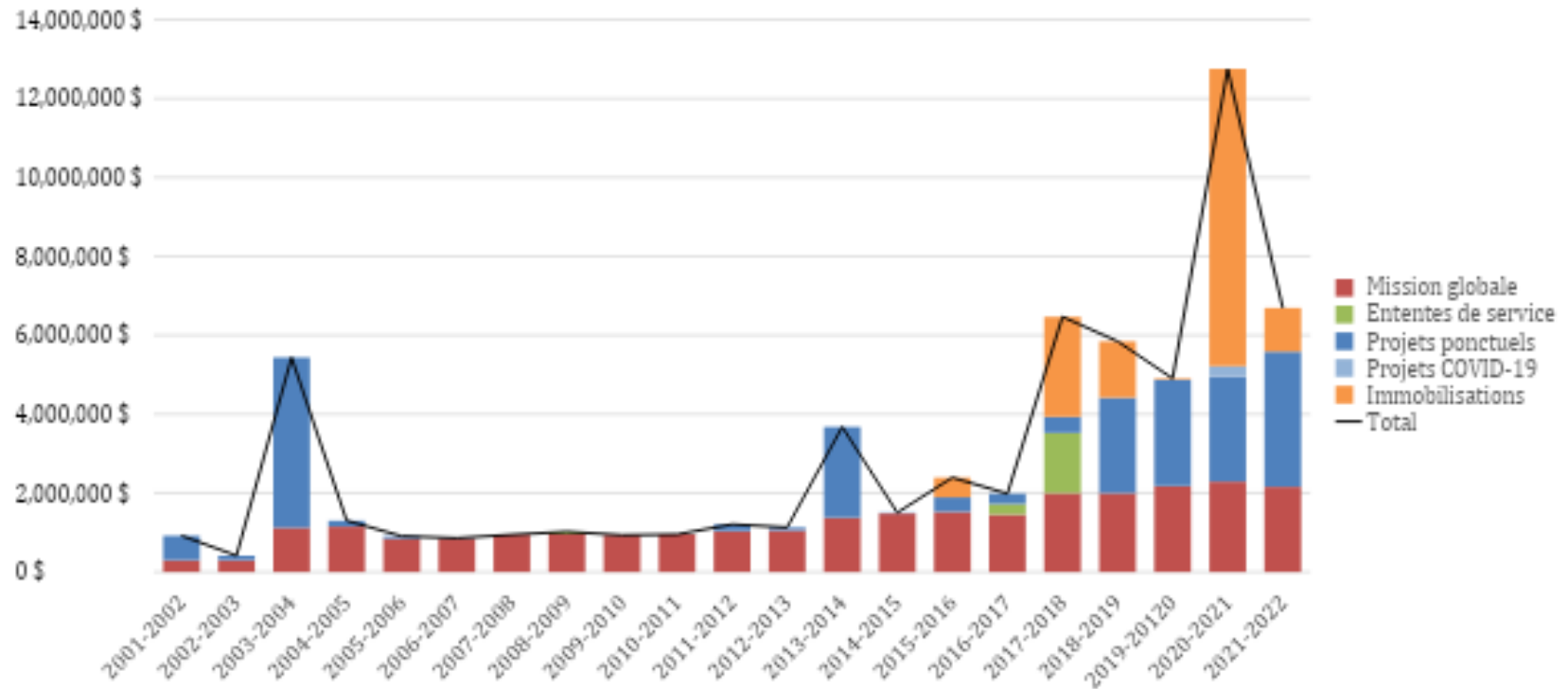
Ministère du Conseil exécutif (Secrétariat des affaires autochtones)			
	Nombre d'organismes en soutien à la mission globale	Moyenne du soutien financier à la mission globale	Médiane du soutien financier à la mission globale
2004-2005	11	104 552 \$	96 650 \$
2005-2006	11	59 667 \$	54 000 \$
2006-2007	11	76 908 \$	56 650 \$
2007-2008	11	85 832 \$	65 000 \$
2008-2009	12	79 666 \$	65 000 \$
2009-2010	12	77 923 \$	62 500 \$
2010-2011	13	73 236 \$	56 650 \$
2011-2012	13	79 774 \$	60 000 \$
2012-2013	11	95 755 \$	90 000 \$
2013-2014	14	98 391 \$	90 250 \$
2014-2015	17	87 355 \$	70 000 \$
2015-2016	17	89 759 \$	87 430 \$
2016-2017	17	85 713 \$	75 000 \$
2017-2018	15	133 333 \$	130 000 \$
2018-2019	15	133 333 \$	130 000 \$
2019-2020	17	128 265 \$	130 000 \$
2020-2021	17	134 895 \$	130 000 \$
2021-2022	16	135 000 \$	130 000 \$

Tableau 2.25
Ministère du Conseil exécutif (Secrétariat aux affaires autochtones)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2021-2022

	Mission globale		Ententes de service		Projets ponctuels		Projets COVID-19		Immobilisations		Total
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	\$
2001-2002	300 000	32,6	0	0,0	619 424	67,4			0	0,0	919 424
2002-2003	300 000	72,4	0	0,0	114 310	27,6			0	0,0	414 310
2003-2004	1 126 728	20,7	0	0,0	4 308 900	79,3			0	0,0	5 435 628
2004-2005	1 150 074	88,5	0	0,0	150 000	11,5			0	0,0	1 300 074
2005-2006	846 111	93,2	0	0,0	62 000	6,8			0	0,0	908 111
2006-2007	845 991	98,5	0	0,0	12 750	1,5			0	0,0	858 741
2007-2008	944 154	100,0	0	0,0	0	0,0			0	0,0	944 154
2008-2009	955 989	93,7	64 000	6,3	0	0,0			0	0,0	1 019 989
2009-2010	935 072	100,0	0	0,0	0	0,0			0	0,0	935 072
2010-2011	952 063	100,0	0	0,0	0	0,0			0	0,0	952 063
2011-2012	1 037 062	86,0	0	0,0	169 397	14,0			0	0,0	1 206 459
2012-2013	1 053 301	93,3	0	0,0	75 800	6,7			0	0,0	1 129 101
2013-2014	1 377 471	37,5	0	0,0	2 300 229	62,5			0	0,0	3 677 700
2014-2015	1 485 043	98,7	0	0,0	19 000	1,3			0	0,0	1 504 043
2015-2016	1 525 895	63,8	0	0,0	367 341	15,4			498 840	20,9	2 392 076
2016-2017	1 457 121	73,4	268 352	13,5	259 744	13,1			0	0,0	1 985 217
2017-2018	2 000 000	30,9	1 526 959	23,6	406 731	6,3			2 533 727	39,2	6 467 417
2018-2019	2 000 000	34,2	0	0,0	2 418 584	41,4			1 428 065	24,4	5 846 649
2019-2020	2 180 497	44,5	0	0,0	2 689 348	54,8			35 000	0,7	4 904 845
2020-2021	2 293 215	18,0	0	0,0	2 660 374	20,9	267 039	2,1	7 528 000	59,0	12 748 628
2021-2022	2 160 000	32,3	0	0,0	3 429 178	51,2	0	0,0	1 103 450	16,5	6 692 628

Source : SACAIS, *Soutien financier gouvernemental en action communautaire. État de situation* (annuel).

Graphique 2.25
Ministère du Conseil exécutif (Secrétariat aux affaires autochtones)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2021-2022



2.26 Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Action communautaire)

Le soutien à la mission globale est accordé à trois catégories d'organismes : 342 organismes en défense collective des droits, 66 corporations de développement communautaire et 10 organismes multisectoriels confiés au SACAIS (dont le RQ-ACA). L'enveloppe destinée à ce type de soutien, qui suivait une courbe décroissante depuis 2013-2014, a connu une hausse importante à partir de 2018-2019, particulièrement en 2019-2020 où l'augmentation de plus de 10 millions\$ a permis de rehausser le financement des organismes et de soutenir 25 autres organismes en attente. La baisse substantielle, à partir de 2019-2021, du financement par projet en provenance du Fonds québécois d'initiatives sociales a par ailleurs fait grimper la proportion dévolue au soutien à la mission, passant de 87 % à près de 98 %.

Un nouveau programme s'est ajouté à ce volet du ministère en 2021-2022, soit le *Programme de soutien financier des carrefours jeunesse-emploi*, avec 21 millions\$ en mission globale et 9 millions\$ en financement par projets. Or, conformément à notre avis de 2007¹⁵ visant à retirer le programme de financement des Carrefours jeunesse emploi de l'État de situation, nous avons exclus ces données de notre analyse.

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Action communautaire)			
	Nombre d'organismes en soutien à la mission globale	Moyenne du soutien financier à la mission globale	Médiane du soutien financier à la mission globale
2004-2005	450	44 401 \$	40 000 \$
2005-2006	420	45 483 \$	40 091 \$
2006-2007	417	49 897 \$	46 510 \$
2007-2008	404	51 126 \$	47 169 \$
2008-2009	409	53 708 \$	48 699 \$
2009-2010	401	55 632 \$	50 570 \$
2010-2011	403	55 863 \$	50 750 \$
2011-2012	403	56 798 \$	50 676 \$
2012-2013	407	57 021 \$	50 750 \$
2013-2014	391	55 797 \$	49 735 \$
2014-2015	394	55 122 \$	49 735 \$
2015-2016	388	55 689 \$	49 437 \$
2016-2017	383	56 086 \$	49 429 \$
2017-2018	380	56 207 \$	49 334 \$
2018-2019	386	70 833 \$	63 938 \$
2019-2020	409	92 832 \$	88 366 \$
2020-2021	417	96 562 \$	91 317 \$
2021-2022	418	101 608 \$	96 636 \$

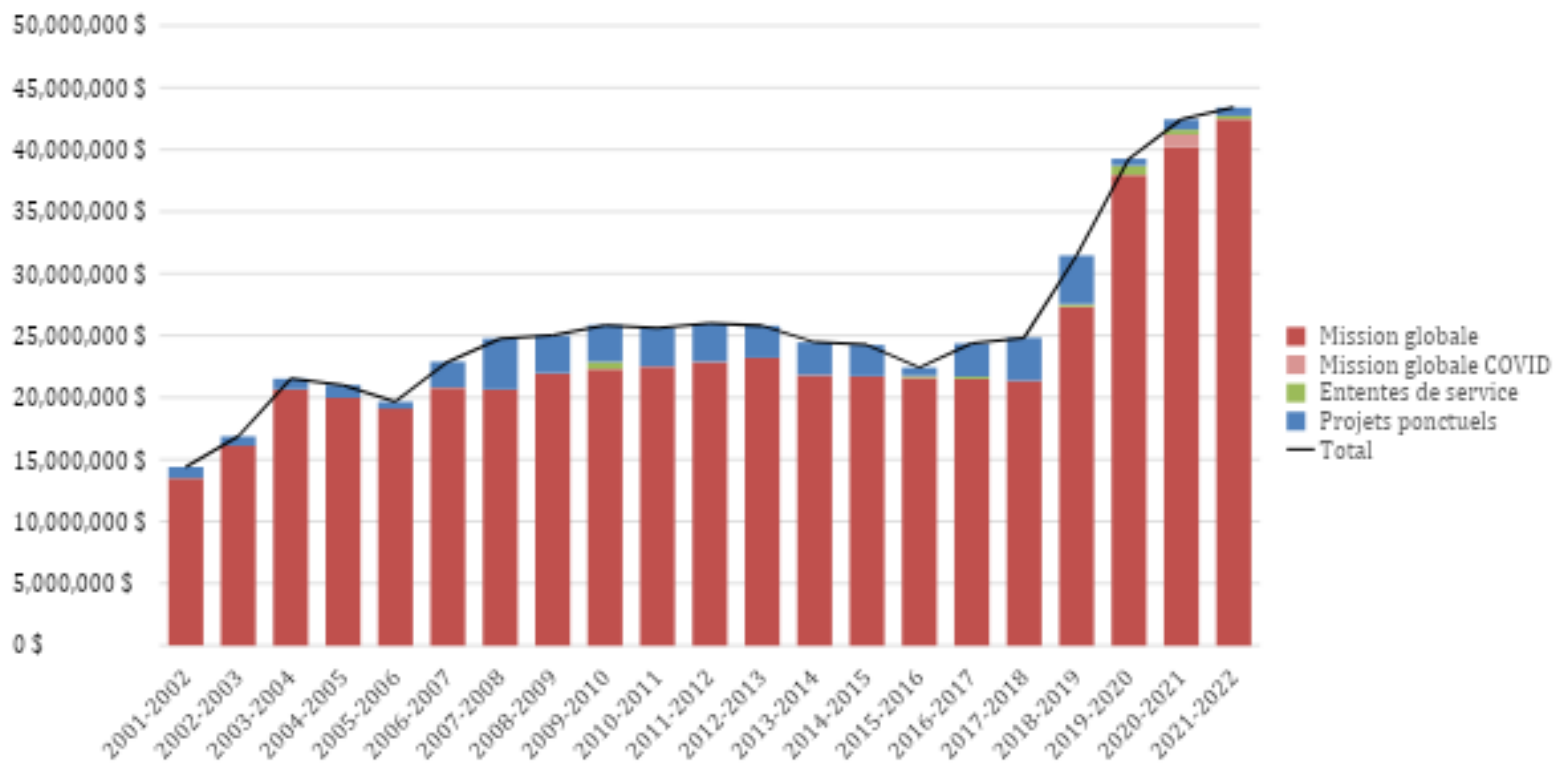
¹⁵<https://rq-aca.org/2007/04/24/avis-concernant-letat-de-situation-de-lintervention-gouvernementale-en-matiere-daction-communautaire-autonome-edition-2005-2006/>

Tableau 2.26
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Action communautaire)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2021-2022

	Mission globale		Mission globale COVID		Ententes de service		Projets ponctuels		Total
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	\$
2001-2002	13 498 000	93,7			0	0,0	905 300	6,3	14 403 300
2002-2003	16 102 684	95,5			0	0,0	766 005	4,5	16 868 689
2003-2004	20 664 333	96,0			0	0,0	852 235	4,0	21 516 568
2004-2005	19 980 415	95,1			0	0,0	1 034 999	4,9	21 015 414
2005-2006	19 103 039	97,2			0	0,0	559 283	2,8	19 662 322
2006-2007	20 806 894	90,9			0	0,0	2 085 920	9,1	22 892 814
2007-2008	20 654 822	83,4			0	0,0	4 112 547	16,6	24 767 369
2008-2009	21 966 515	87,8			0	0,0	3 040 832	12,2	25 007 347
2009-2010	22 308 482	86,3			570 000	2,2	2 961 445	11,5	25 839 927
2010-2011	22 512 604	88,0			0	0,0	3 079 868	12,0	25 592 472
2011-2012	22 889 608	88,1			0	0,0	3 079 868	11,9	25 969 476
2012-2013	23 207 571	90,0			0	0,0	2 590 494	10,0	25 798 065
2013-2014	21 816 723	89,2			0	0,0	2 642 194	10,8	24 458 917
2014-2015	21 718 035	89,6			0	0,0	2 527 504	10,4	24 245 539
2015-2016	21 607 359	96,4			150 000	0,7	658 504	2,9	22 415 863
2016-2017	21 480 867	88,2			200 000	0,8	2 681 275	11,0	24 362 142
2017-2018	21 358 612	86,0			0	0,0	3 471 559	14,0	24 830 171
2018-2019	27 341 073	86,9			200 000	0,6	3 918 926	12,5	31 459 999
2019-2020	37 968 358	96,7			750 000	1,9	554 473	1,4	39 272 831
2020-2021	40 266 317	94,9	957 702	2,3	389 600	0,9	831 553	2,0	42 445 172
2021-2022	42 472 188	97,9			261 200	0,6	663 235	1,5	43 396 623

Source : SACAIS, *Soutien financier gouvernemental en action communautaire. État de situation* (annuel) et Avis du RQ-ACA sur l'État de situation.

Graphique 2.26
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Action communautaire)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2021-2022



2.27 Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Emploi)

Le soutien financier du volet « employabilité » de ce ministère est essentiellement consacré aux ententes de service avec des organismes communautaires spécialisés en employabilité dans le cadre des mesures actives d'emploi. Les fluctuations des sommes accordées aux ententes de service correspondent en grande partie au nombre d'organismes financés qui change d'une année à l'autre. Quant au financement par projets, qui était généralement accordé à une trentaine d'organismes – sauf en 2020-2021 avec des projets COVID-19 à 348 organismes – il a littéralement explosé en 2021-2022 avec un financement de près de 25 millions\$ à 117 organismes.

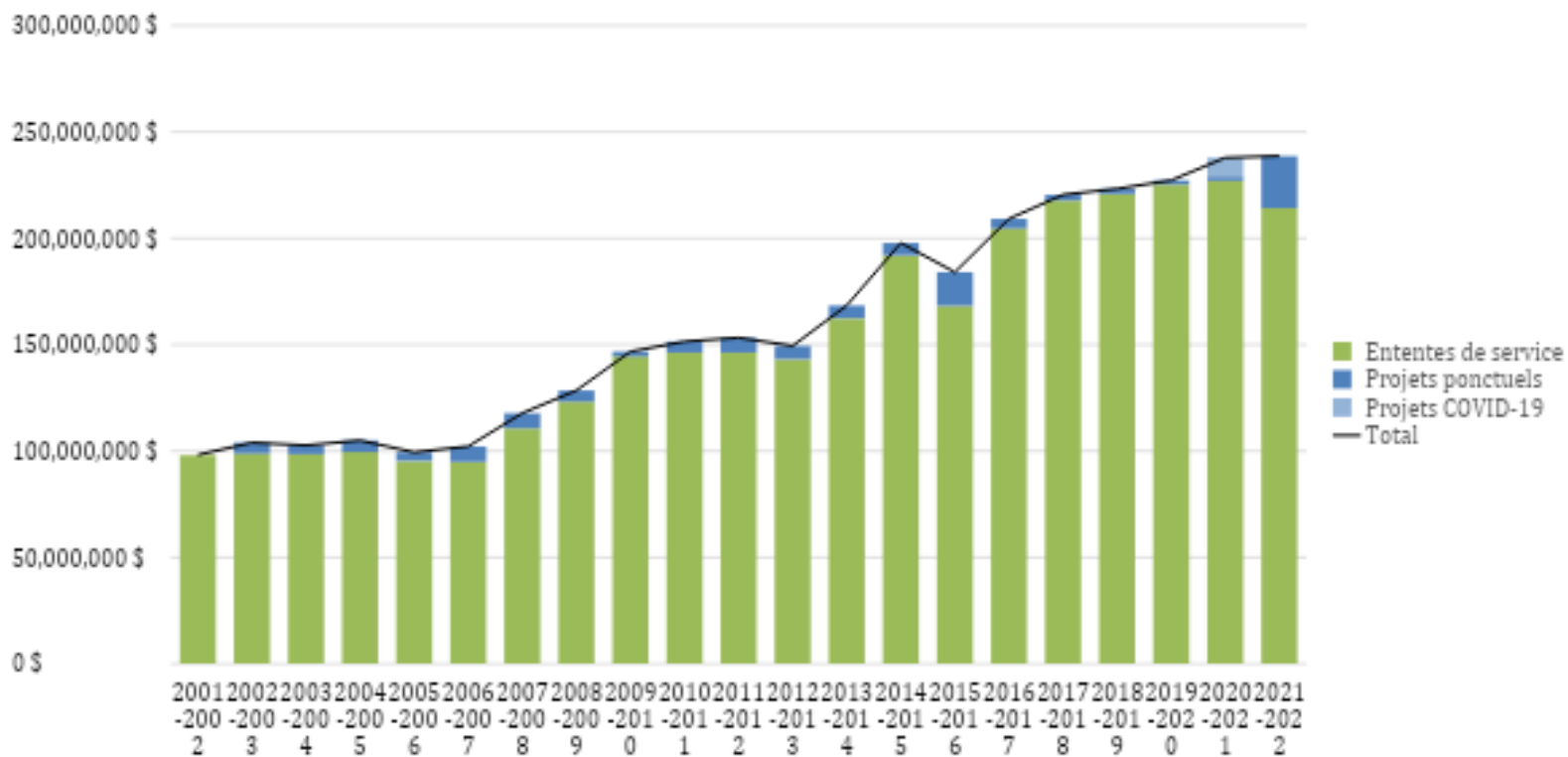
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Emploi)			
	Nombre d'organismes en soutien à la mission globale	Moyenne du soutien financier à la mission globale	Médiane du soutien financier à la mission globale
2004-2005	0	0 \$	s/o
2005-2006	0	0 \$	s/o
2006-2007	0	0 \$	s/o
2007-2008	0	0 \$	s/o
2008-2009	0	0 \$	s/o
2009-2010	0	0 \$	s/o
2010-2011	0	0 \$	s/o
2011-2012	0	0 \$	s/o
2012-2013	0	0 \$	s/o
2013-2014	0	0 \$	s/o
2014-2015	0	0 \$	s/o
2015-2016	0	0 \$	s/o
2016-2017	0	0 \$	s/o
2017-2018	0	0 \$	s/o
2018-2019	0	0 \$	s/o
2019-2020	0	0 \$	s/o
2020-2021	0	0 \$	s/o
2021-2022	0	0 \$	s/o

Tableau 2.27
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Emploi)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2001-2002 à 2021-2022

	Mission globale		Ententes de service		Projets ponctuels		Projets COVID-19		Total
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%	\$
2001-2002	0	0,0	98 203 629	100,0	0	0,0			98 203 629
2002-2003	0	0,0	98 863 141	95,1	5 083 491	4,9			103 946 632
2003-2004	0	0,0	98 552 787	96,0	4 149 847	4,0			102 702 634
2004-2005	0	0,0	99 542 576	94,8	5 426 820	5,2			104 969 396
2005-2006	0	0,0	95 386 419	95,9	4 034 961	4,1			99 421 380
2006-2007	0	0,0	94 916 589	92,9	7 278 009	7,1			102 194 598
2007-2008	0	0,0	110 668 918	94,0	7 112 702	6,0			117 781 620
2008-2009	0	0,0	123 184 501	95,9	5 296 633	4,1			128 481 134
2009-2010	0	0,0	144 509 828	98,5	2 243 523	1,5			146 753 351
2010-2011	0	0,0	146 293 269	96,6	5 186 211	3,4			151 479 480
2011-2012	0	0,0	146 293 269	95,5	6 956 352	4,5			153 249 621
2012-2013	0	0,0	143 172 079	95,8	6 278 834	4,2			149 450 913
2013-2014	0	0,0	162 431 502	96,5	5 977 029	3,5			168 408 531
2014-2015	0	0,0	191 969 372	97,1	5 825 266	2,9			197 794 638
2015-2016	0	0,0	168 274 477	91,4	15 807 954	8,6			184 082 431
2016-2017	0	0,0	204 650 629	97,8	4 502 949	2,2			209 153 578
2017-2018	0	0,0	217 755 413	98,8	2 709 430	1,2			220 464 843
2018-2019	0	0,0	220 836 345	98,9	2 461 399	1,1			223 297 744
2019-2020	0	0,0	225 241 871	99,1	1 996 664	0,9			227 238 535
2020-2021	0	0,0	227 050 311	95,4	2 046 235	0,9	8 782 878	3,7	237 879 425
2021-2022	0	0,0	214 201 147	89,8	24 458 329	10,2	0	0,0	238 659 476

Source : SACAIS, *Soutien financier gouvernemental en action communautaire. État de situation (annuel)*.

Graphique 2.27
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Emploi)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire 2001-2002 à 2021-2022



2.28 Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Solidarité sociale)

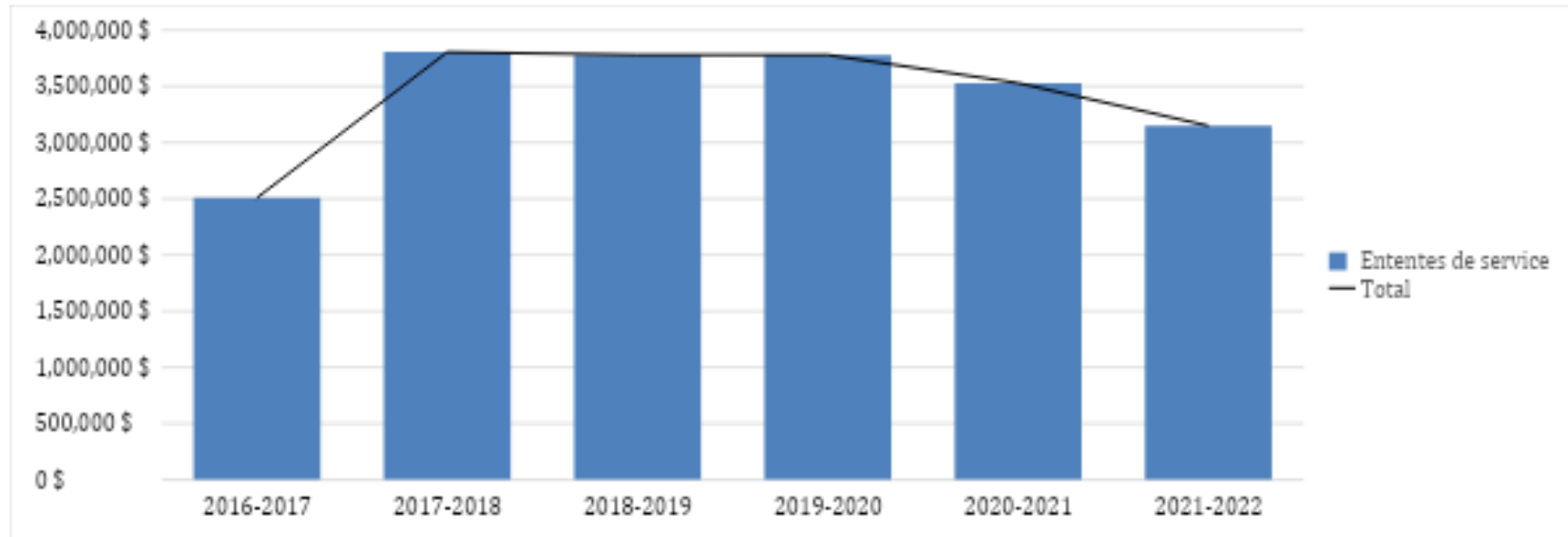
Ce volet « Solidarité sociale » du ministère s'est ajouté en 2016-2017 avec l'introduction du *Programme d'aide et d'accompagnement social* (PAAS Action) qui permet aux organismes communautaires d'offrir des activités d'insertion sociale et de développement de compétences liées à l'emploi pour les personnes vivant avec différents problèmes physiques et mentaux et éloignées du marché du travail. Le budget de ce programme, le nombre d'organismes financés ainsi que la moyenne du montant accordé par organismes sont en décroissance.

Tableau 2.28
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Solidarité sociale)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2016-2017 à 2021-2022

	Mission globale		Ententes de service		Projets ponctuels		Total
	\$	%	\$	%	\$	%	\$
2016-2017	0	0,0	2 508 352	100,0	0	0,0	2 508 352
2017-2018	0	0,0	3 804 366	100,0	0	0,0	3 804 366
2018-2019	0	0,0	3 779 722	100,0	0	0,0	3 779 722
2019-2020	0	0,0	3 779 317	100,0	0	0,0	3 779 317
2020-2021	0	0,0	3 529 534	100,0	0	0,0	3 529 534
2021-2022	0	0,0	3 149 290	100,0	0	0,0	3 149 290

Source : SACAIS, *Soutien financier gouvernemental en action communautaire. État de situation* (annuel).

Graphique 2.28
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Solidarité sociale)
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire 2016-2017 à 2021-2022



2.29 Secrétariat du Conseil du trésor

Ce ministère a été pris en compte dans l'*État de situation* pour la première fois en 2008-2009, sous le nom de ministère des Services gouvernementaux, qui a été fusionné au Secrétariat du Conseil du trésor en 2011-2012. Le seul programme pour lequel des fonds ont été accordés aux organismes communautaires est *Appui au passage à la société de l'information*. Ce programme s'est terminé le 31 mars 2012 et n'a pas été renouvelé, mais le versement des subventions s'est toutefois poursuivi jusqu'à l'épuisement des sommes en 2014-2015.

Secrétariat du Conseil du trésor			
	Nombre d'organismes en soutien à la mission globale	Moyenne du soutien financier à la mission globale	Médiane du soutien financier à la mission globale
2008-2009	14	48 491 \$	45 000 \$
2009-2010	14	126 648 \$	124 513 \$
2010-2011	10	64 173 \$	56 848 \$
2011-2012	1	142 006 \$	142 006 \$
2012-2013	7	77 697 \$	95 625 \$
2013-2014	4	66 389 \$	34 713 \$
2014-2015	1	2 810 \$	2 810 \$

Tableau 2.29
Secrétariat du Conseil du trésor
Soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2008-2009 à 2014-2015

	Mission globale		Ententes de service		Projets ponctuels		Total
	\$	%	\$	%	\$	%	
2008-2009	678 874	37,6	0	0,0	1 125 720	62,4	1 804 594
2009-2010	1 773 073	47,0	0	0,0	1 997 172	53,0	3 770 245
2010-2011	641 727	19,6	0	0,0	2 634 431	80,4	3 276 158
2011-2012	142 006	5,6	59 223	2,4	2 313 837	92,0	2 515 066
2012-2013	543 880	43,2	0	0,0	715 265	56,8	1 259 145
2013-2014	265 554	42,7	0	0,0	355 744	57,3	621 298
2014-2015	2 810	2,8	0	0,0	96 113	97,2	98 923

Source : SACAIS, *Soutien financier gouvernemental en action communautaire. État de situation* (annuel).

Graphique 2.29
Secrétariat du Conseil du trésor
Évolution du soutien financier gouvernemental à l'action communautaire, 2008-2009 à 2014-2015

